

LE MONDE

diplomatique

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 3,50 \$
Espagne : 80 pes.
Italie : 900 Lira
Abonnements : voir tarif page 10.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 08

LA MARTINIQUE
DÉPOSSÉDÉE

(Edouard Glissant,
Jean Crusol
et Roland Suvelor)

(Pages 16 à 19.)

Dialogue

Par CLAUDE JULIEN

UN échec flagrant, une rupture nette, auraient pris figure de déclaration de guerre : le Nord et le Sud se sont donc efforcés de parvenir à un accord minimum justifiant quelque espoir. Mais la confusion et les tensions qui ont marqué la conférence de Paris sur la coopération économique internationale ne peuvent laisser place à aucune illusion : le nouvel ordre mondial que chacun dit souhaiter se pourra s'acquiescer et prendre forme qu'à travers une longue série d'épreuves de force, faisant altérer les progrès et les reculs, les promesses et les menaces.

Comme dans toute négociation, la volonté de clarté n'a pas empêché un momentané fondamental : il semblait admis que les pays industrialisés se présentaient en demandeurs sur un seul point — l'énergie — alors que, sur tous les autres problèmes — financement, matières premières, développement — le tiers-monde se trouvait en position de quinquandisme. Cette grogne et double erreur d'optique suppose, d'une part, que tous les pays participant au dialogue Nord-Sud n'ont pas un égal intérêt à bouleverser leurs relations et, d'autre part, que les mécanismes ayant assuré la puissance économique de l'Occident fournissent la clef du progrès du tiers-monde.

La prospérité des uns n'est pourtant pas innocente de l'exploitation des autres et la généralité des motifs ne peut être leur seul motif de bêtise ou d'aveuglement. C'est d'abord dans leur propre intérêt, avec tout ce qu'il peut avoir d'intelligence égale, que les nations industrialisées doivent fonder leur propre bien-être sur d'autres bases qu'une croissance quantitative, mais de toutes les manières et de tous les pillages. L'Occident doit freiner sa fuite en avant, et éventuellement changer de cap, s'il veut éviter d'être emporté, pour satisfaire des besoins souvent imaginaires, par un tourbillon d'investissements massifs qui outrepassent ses possibilités... à moins qu'il n'accroisse la plus-value extraite du tiers-monde.

De même, la stabilisation des cours des produits de base ne peut pas être recherchée uniquement en vue d'assurer aux pays producteurs les ressources régulières nécessaires à leur propre développement. Les fluctuations des cours du sucre (voir page 14), du café, du cuivre, etc., profitent à quelques privilégiés, mais les consommateurs occidentaux font, tout au long de la chaîne, des pertes énormes, les fruits de ces spéculations et de ces manipulations de stocks. La déviation, ici, n'est pas d'abord dans les relations Nord-Sud, mais en Occident même, où un libéralisme archaïque conduit à l'anarchie des prix et des approvisionnements. Les gouvernements occidentaux possèdent, par eux-mêmes, les moyens de mettre un peu d'ordre et d'équité dans cette jungle, de juguler les écarts irrationnels enregistrés sur les marchés des métaux ou des produits tropicaux, qui fonctionnent comme des Bourses en délire.

C'est système déréglé qui a fondé en Occident une prospérité spectaculaire et fragile, pourquoi voudrait-on l'exporter ? Le développement, a dit M. Cyrus Vance, exige un apport de capital, de technologie et de compétence (... sur une énorme échelle). Le secrétaire d'Etat américain est-il convaincu de ce qu'il avance ? Les pays qui achètent au prix fort des technologies avancées et obtiennent pour ce faire les crédits nécessaires accumulent des dettes aux proportions astronomiques (voir page 15) sans pour autant sortir de leur marasme. Telle est la voie qui s'impose si le tiers-monde veut se conformer au schéma connu, et alors, il sera de plus en plus dominé, lancé dans une course éperdue, sans espoir. Il peut choisir une autre voie : concentrer ses efforts sur ses propres ressources et ses propres besoins, sans céder à la fascination qui renforce sa dépendance et le laisse à la merci des puissants.

Ceux-ci peuvent donner un signal qui modifierait le ton du dialogue. Leur souci ne peut pas se borner au nouvel ordre économique qui fait l'objet du débat : l'économie est inséparable du politique. Si les nations industrialisées continuent de courir en priorité des pays pauvres si riches en matières premières et pourtant soumis à des régimes qu'aucun Occidental ne voudrait accepter pour lui-même, les déséquilibres actuels ne pourront être éliminés. Si la liberté et les droits de l'homme font les frais d'un nouvel ordre international, celui-ci n'aura aucun véritable « miracle » économique et verra prospérer les régimes dictatoriaux qui publient des statistiques faussées et encourageantes.

ISRAËL : L'HEURE DES AFFRONTEMENTS

Le renversement de majorité enregistré lors des élections qui se sont déroulées en Israël le 17 mai semble présager un durcissement de tensions déjà anciennes. D'abord à l'intérieur même du pays, entre les couches les plus défavorisées, même si leurs souffrances sont souvent allées au Likoud, et une majorité conservatrice qui aura du mal à apaiser le mécontentement social. En second lieu, avec les Palestiniens, en raison d'une intransigence plus nettement affirmée par la nouvelle majorité en ce qui concerne les territoires occupés. Troisièmement, et du même coup,

avec les Etats arabes, y compris les plus modérés, qui peuvent difficilement céder sur ce point. Enfin avec les Etats-Unis, dont le désir de parvenir à un règlement global au Proche-Orient se heurte directement aux positions affichées par M. Menahem Begin et ses amis. Les quatre facettes de cet affrontement ne sont certes pas nouvelles, mais elles prennent un nouveau relief qui préoccupe aussi bien les capitales occidentales que les pays de la région les plus directement concernés.

Des « faits accomplis » au désir d'annexion...

Par AMNON KAPELOUK

DS la publication du résultat des élections, M. Menahem Begin, chef du Likoud, a déterminé sa stratégie d'annexion de la Cisjordanie. Cet empiètement ne pouvait choquer la majorité des Israéliens. Les dirigeants travaillistes n'ont en effet jamais eu d'autre politique depuis dix ans, à l'égard des territoires arabes occupés, que celle des « faits accomplis » visant à y créer en certaines régions une « situation irréversible » au nom des impératifs de sécurité et dans la perspective d'une négociation avec les Palestiniens à laquelle ils se sont toujours refusés.

Le chef du gouvernement travailliste, M. Rabin, au cours de ses visites dans les nouvelles agglomérations de Cisjordanie, de la bande de Gaza, de Charn-el-Chelk et du Golan, avait l'habitude de déclarer qu'elles avaient été créées pour rester. « Aucune agglomération n'a été fondée pour être évacuée », affirmait-il par exemple lors d'une visite dans la vallée du Jourdain (1).

Dans la surechère de la campagne électorale, deux jours avant les élections du 17 mai, M. Pines exposait au nom des travaillistes la politique des « faits accomplis » dans un face-à-face opposant à M. Begin et déclarait : « Il nous faut mieux agir sans faire de déclarations : en fait, nous créons beaucoup d'agglomérations dans les territoires occupés ».

M. Menahem Begin n'a fait qu'allier au bout de cette logique puisque le Likoud s'oppose, lui, très ouvertement à la restitution d'un seul pouce du territoire de la Palestine. « Les occupants, mais libérés », rectifiait-il, après les élections, devant un journaliste étranger qui l'interrogeait sur l'avenir de ces territoires. Il entendait imposer la loi israélienne à l'ensemble des régions occupées et, de fait, cela est possible puisque une résolution votée par le Parlement dans le passé autorise le gouvernement à agir de son plein gré, lui soit nécessaire de recourir à l'avis de la Knesset : « Ce, c'est la politique à laquelle je crois. Nous n'en faisons aucun mystère. C'est une politique correcte et juste. C'est notre terre et

la terre de nos ancêtres. Le président Carter, qui connaît la Bible par cœur, doit savoir à qui appartient cette terre ».

Depuis la guerre de six jours, il y a dix ans, quatre-vingt agglomérations israéliennes de diverses natures (établissements agro-militaires du Nahal, unités de soldats faisant leur service militaire sur les frontières), kibboutzim, villages coopératifs et centres urbains — ont vu le jour dans les territoires occupés. Leur installation se poursuivait sans répit. Certains avaient pu croire que le pays, dégrisé après la guerre d'octobre, réviserait sa politique en ce domaine. Il n'en a rien été et les nouvelles agglomérations ont été créées depuis 1973 dans les territoires occupés. Les projets pour l'avenir ne sont pas de moindre envergure.

Ces agglomérations sont installées dans des endroits qu'Israël est bel et bien décidé à ne pas abandonner : entre un tiers et la moitié de la Cisjordanie, une bande de terrain de quelques dizaines de kilomètres allant de la Méditerranée à Charn-el-Chelk, dans l'ouest du Sinaï, la bande de Gaza, le Golan. Tout est fait pour oublier les frontières antérieures à la guerre de six jours. Les choses en sont arrivées au point qu'une résolution du gouvernement interdisait la vente de cartes portant les lignes d'armistice en vigueur jusqu'en juin 1967 (la « ligne verte ») et, effectivement, ces cartes sont aujourd'hui introuvables. En cas de besoin, on peut toutefois, sur présentation d'une autorisation spéciale, les consulter aux archives du Bureau national d'arpentage (2). Dans la série intitulée « Les paysages de notre pays », le service des postes émet des timbres comportant des vues de territoires occupés (Golan, etc.).

Un « acte de représailles »

DANS deux cas au moins, la décision d'établir de nouvelles agglomérations a été prise en réaction contre des résolutions de l'ONU ou des pays arabes. « Aux attaques lancées contre Israël et le Sinaï, nous leur répondons par le peuplement », déclarait M. Galili, connu comme « faucon », et président la commission ministérielle pour la création des nouvelles agglomérations. Et, en effet, à la suite de la conférence de Rabat (qui reconnaissait l'O.L.P. comme seul représentant des Palestiniens), du discours de M. Yasser Arafat à l'ONU et des votes des Nations unies sur le problème palestinien à l'automne 1974, le gouvernement israélien décida le 24 novembre de créer un centre industriel à Maalé-Adoumim, entre Jérusalem et Jéricho. Un an plus tard,

le 2 décembre 1974, en riposte à la décision d'inviter l'O.L.P. au débat du Conseil de sécurité, le gouvernement décide d'installer quatre nouvelles agglomérations sur le Golan. Sans ambages, les porte-parole du gouvernement expliquent alors qu'il s'agit bien d'un « acte de représailles » contre l'attitude des Nations unies.

En principe, les juifs ont le droit de s'établir partout dans le pays, mais, d'un point de vue pratique, nous avons nos préférences en matière de peuplement », déclarait le premier ministre sortant (3).

(Lire la suite page 21.)

(1) Haaretz, 24 avril 1975.
(2) Deter, 17 août 1975.
(3) Haaretz, 8 mars 1975.

Le prix de la « guerre des sables »

LA MAURITANIE DANS L'ENGRENAGE SAHARIEN

Par HOWARD SCHISSEL *

C'EST avec beaucoup de discrétion que, fin février, la Mauritanie a célébré le premier anniversaire de l'intégration à son territoire de la partie du Sahara occidental de la partie du Sahara, ancien Rio-de-Oro — qui lui avait été octroyée par l'accord tripartite signé avec l'Espagne et le Maroc en novembre 1975. Car le gouvernement du président Moktar Ould Daddah, engagé à contrecoeur dans l'engre-

nage saharien, doit faire face simultanément à une contestation à la guerre des sables et à laquelle le pays n'était nullement préparé, et à une situation économique qui ne cesse de se détériorer.

Jusqu'en 1975, le gouvernement mauritanien avait adopté, sur l'avenir de la colonie espagnole, une politique modérée et nuancée. Il était plutôt favorable à un référendum qui, sous l'égide des Nations unies et conformément aux résolutions de cette organisation, permettrait au peuple sahraoui de déterminer librement son propre avenir. A Nouakchott, on tenait pour certain que le Front Polisario sortirait vainqueur de ce référendum et qu'il opérerait d'abord pour l'indépendance puis pour une voie débouchant éventuellement sur une forme de confédération avec la Mauritanie. Les considérables richesses minières du Sahara occidental renforçaient ainsi la politique d'indépendance économique et de non-alignement que le président Moktar Ould Daddah pratiquait avec succès depuis des années.

La rapide évolution de la situation politico-stratégique sur les plans régional et international a probab-

ment pris de court les dirigeants mauritanien et les a placés devant le dilemme suivant : ou bien, en accord avec le Maroc, occuper militairement la partie sud du Sahara occidental, ou bien assister passivement à l'occupation de l'ensemble du territoire par le seul Maroc, déjà déterminé et de surcroît encouragé par de puissants alliés. Le gouvernement de Nouakchott a-t-il eu tiré parti d'une victoire marocaine qu'il jugeait certaine, ou bien a-t-il craint de trouver le « grand frère » marocain à ses portes ? Toujours est-il que sa décision de s'aligner sur la politique marocaine a consolidé un renversement des alliances régionales, renversement nécessaire pour écarter toute nouvelle menace contre les positions de l'alliance atlantique au moment où les évolutions en cours au Portugal et en Angola risquaient déjà bien suffisamment de brouiller les cartes.

Pour le camp atlantique, il était essentiel que l'avenir du Sahara occidental fût assuré par des pays favorables à ses intérêts. A cet égard, du point de vue militaire, le Maroc était le meilleur garant. Pour Hassan II, une alliance avec la Mauritanie lui permettrait de bénéficier de l'estime dont ce pays jouit parmi les pays progressistes du tiers-monde.

(Lire la suite page 23.)

* Journaliste

Dans ce numéro :

Chypre s'enfonce
dans la partition de fait
(Pages 2 à 4.)

L'Europe, d'Helsinki
à Belgrade
(Pages 5 à 8.)

Réforme agraires
et nouvelles formes
d'exploitation des paysans
(Pages 12 et 13.)

REVES

sa prestigieuse collection
de sacs en crocodile

150, rue de Rivoli - 75001 Paris

sous les arcades en face du métro Louvre

Tandis que piétinent les négociations entre les deux communautés

CHYPRE S'ENFONCE DANS LA PARTITION DE FAIT

La situation précaire des réfugiés
est aggravée par les perturbations de l'économie

Par MARCEL BARANG

E TOILE et croissant blancs sur fond rouge ; drapeau de la Turquie et drapeau de la Grèce, flottent à 30 mètres l'un de l'autre (mais où est donc le drapeau chypriote, il ne se voit pas). Entre les deux, un no man's land de maisons mortes. Côté grec, le nasillonn d'un transitor bercé une sentinelle. Des soldats jouent aux dés dans le tript voisin, deux autres font la sieste. Le front est « gelé » depuis bientôt trois ans, mais, de part et d'autre, on tient ses positions. La rue Phaneromenis était jadis une des plus passantes de la vieille ville. Aujourd'hui, les boutiques attendent devant leur porte un client qui ne vient plus : les gens ont peur, d'une balle perdue, d'un na salt quel.

En revanche, en secteur turc de la vieille ville, un autre jour à la même heure, les ruelles commerçantes sont animées jusqu'aux abords des barricades. Des sous-officiers turcs marchent une paire de chaussures pour enfant. « Ce modèle est introuvable chez nous », dit un sergent qui va rentrer au pays après deux ans de service dans le secteur nord de Chypre. De petits groupes de soldats turcs plaisantent avec les commerçants : un marchand se plaint de ne pouvoir importer de France de la vaisselle incassable : « Pour quoi n'en a-t-on que pour les Chypriotes grecs ? », nous demandent-ils indignés.

Il paraît que le contraste entre ces deux scènes est trompeur car la prospérité est au Sud, l'indigence au Nord. Mais il est révélateur d'un état d'esprit. Révélateur d'une peur diffuse parmi la communauté chypriote grecque, qui croit volontiers que le but ultime des Turcs est l'occupation totale de l'île. Révélateur aussi du sentiment de sécurité nettement perceptible parmi la minorité turque de l'île, rassurée d'être enfin entre soi et qui ne paraît nullement prête à se laisser disperser et « envahir » à nouveau pour se retrouver bientôt « à la merci des Grecs ». Révélateur encore du fossé croissant qui sépare les deux communautés, en dépit des négociations en cours à Nicosie et à Vienne, alternativement.

Certes, l'optimisme est de commande dans certains milieux diplomatiques qui soulignent que, pour la première fois depuis l'intervention des troupes turques (juillet et août 1974) qui a coupé l'île en deux, l'archevêque Makarios et M. Rauf Denktaş, les chefs des deux communautés, se sont rencontrés ; que, lors de la dernière conversation de Vienne, chaque côté a avancé ses propositions, jugées réciproquement irrécevables, certes, mais, souligne-t-on, « c'est un début ». Après quelques tergiversations, une nouvelle entrevue a eu lieu à Nicosie le 20 mai, afin de préparer un prochain entretien

à Vienne. Mais cette séance fut purement formelle, chaque interlocuteur attendant le résultat des élections législatives du 5 juin en Turquie.

Si M. Denktaş y voyait une nouvelle occasion « pour les deux côtés de se mieux informer et comprendre », le négociateur chypriote grec, M. Tasos Papadopoulos, parlait d'« impasse idéologique » et de « concepts irréductiblement étrangers ». Pour lui, en effet, les propositions turques sont « tout à fait en dehors des normes du cadre de discussion agréé, à savoir : la création d'un Etat fédéral bicommunautaire et non aligné ». Selon lui, la partie turque veut deux Etats foncièrement séparés, chapeautés par une instance fédérale dénuée de pouvoirs essentiels, la réunification finale étant reportée aux calendes... turques. A quoi M. Denktaş répliqua : « Ce n'est pas une attitude réaliste que de prendre pour point de départ qu'il y a à Chypre un gouvernement central et qu'il lui revient de décider de ce qu'il va octroyer à titre gracieux à la communauté turque. Ce que les Grecs appellent

le gouvernement de Chypre n'est que l'élite grecque d'un Etat bicommunautaire dont nous sommes l'élite turque ».

A ces divergences sur la structure constitutionnelle s'ajoute le divorce relatif à la question territoriale : les Chypriotes turcs (18 % de la population) occupent 36,5 % de l'île (1) ; le gouvernement Makarios leur propose d'en céder 20 %, mais insiste sur la reconnaissance des droits de libre circulation, de propriété et d'établissement. On est encore bien loin de la « solution d'ici la fin de l'année » envisagée tant par le secrétaire général des Nations unies que par M. Clark Clifford, l'ambassadeur du président Carter pour la Méditerranée orientale. Avec la reprise de l'aide américaine à la Turquie, il apparaît nettement du côté grec que les promesses américaines de concessions majeures de la partie turque, qui ont permis de relancer les négociations, étaient selon l'expression de M. Papadopoulos, surtout « destinées à créer l'impression qu'il se passait quelque chose » pour convaincre le Sénat américain de voter la reprise de cette aide.

Dans ces conditions, à moins d'un retournement de la situation régionale et internationale, que rien, à l'heure actuelle, ne permet de prédire, les négociations vont traîner en longueur. Or, les réalités dans l'île même contribuent à un renforcement de la partition, essentiellement du fait de l'administration chypriote turque qui poursuit, péniblement mais sûrement, cette « politique des faits accomplis » que dénonce l'autre côté et qui lui veut d'être mise au ban de la communauté internationale.

Méfiance réciproque et montée des passions

Le visiteur qui passe de l'une à l'autre zone — il suffit de monter une pièce d'identité au seul point de passage autorisé, devant le Lada Palace, l'ancien grand hôtel de Nicosie qui occupe une partie du contingent des « casques bleus » — voyage à la fois dans l'espace et dans le temps. La zone nord vit à l'heure d'Ankara (une heure d'avance sur le reste de l'île), passe turc, mesure turc, commerce en livres turques — mais le bon peuple continue de compter en livres chypriotes et même en achings — comme de l'autre côté, ma foi ! Tous les noms géographiques, ni, évidemment, les interprétations des faits politiques. Massacres, cruautés, discriminations de tous ordres — aucunes des deux parties n'est aussi vierge qu'elle le prétend ni aussi généralement coupable que l'autre l'en accuse.

En outre, chacune se fait de l'autre bien des idées fausses du fait de la rupture quasi totale des relations entre elles et du jeu de la propagande que facilite une tendance au secret particulièrement nette au secteur turc. Grecs et Turcs se placent, si hospitaliers dans la vie courante, s'échauffent

vite dès qu'il s'agit de l'autre, Turc ou Grec. Près de trois ans après l'écroulement de l'île, la méfiance réciproque reste vive.

Les adhérents de l'Enosis (le rattachement de l'île à la Grèce) sont pour beaucoup dans la montée des passions qui dressent une communauté contre l'autre ; or, l'Enosis fut naguère très populaire : on l'oublie trop aisément côté chypriote grec, où on veut faire croire que ce n'a jamais été l'ambition de quelques exilés. Tout aussi responsables, les dirigeants de la communauté turque, qui, quand on disqualifie les habitants de leur discours, s'avèrent souvent de mauvaise foi.

Un exemple entre cent : le jeune maire de Famagouste, M. Bora Akur, Rotary Club et chauvin, versait une larme sur les villages chypriotes turcs autour de sa ville, que l'administration Makarios et, avant elle, les Britanniques avaient laissés sans électricité « en plein vingtième siècle ». Or, peu après, un Chypriote turc, ancien employé des services d'électricité, nous expliquait : « Lorsque nous voulions faire passer les lignes électriques dans un village (chypriote turc) enclavé, c'est l'effort turc qui contrôlait le village qui s'opposait.

Savez-vous, au demeurant, que, aujourd'hui encore, le secteur grec continue de nous livrer un électricité ? »

Responsables aussi, les Britanniques, qui ont sciemment joué une communauté contre l'autre, règle cardinale de la gestion de leur empire, semant ici comme ailleurs les germes de la discorde ethnico-religieuse qui allait exploser trois ans à peine après l'indépendance, octroyée en 1960. Responsables, les Etats-Unis qui, aujourd'hui, ont d'une certaine façon pris la relève, utilisant et convoitant les bases britanniques dont on parle décidément bien peu désormais. Et aussi une communauté internationale qui, de « casques bleus » en résolutions, fait de son mieux — mais est-ce assez ? — pour éviter que se rallume le brûlot chypriote dans un coin du monde où la poudre est sèche et abondante. « Dites-moi, qu'est-ce qu'ils font pour nous, ces beaux messieurs de l'ONU ? nous apostrophait un ménage turc de noir vêtu lors de la visite d'un camp de réfugiés chypriotes grecs. Voici trois ans que les Turcs nous ont chassés de chez nous. Pendant ce temps, on discute, on discute, et nous, nous sommes toujours là ! »

Renforcement des structures d'un Etat séparé

grassement regroupés dans ce secteur, expulsant de plus en plus la plupart des Chypriotes grecs qui y demeurent. Peu à peu, la zone nord de l'île s'est structurée en Etat de fait, avec l'aide de la Turquie, chaque camp observant l'autre à raison d'un poste tous les 200 à 500 mètres, sur 180 kilomètres de « frontière » — les quelques deux mille huit cents « casques bleus » de l'ONU assurant la surveillance de cette zone neutre qui, parfois large d'une quinzaine de kilomètres, parfois seulement de la profondeur d'une rue, représente 3,5 % de la surface arable de l'île (2). En février 1975, l'administration Makarios a proclamé l'« Etat fédéré chypriote turc » : des partis se sont formés ; des élections ont eu lieu : un Parlement légitime.

« Le plan n'est pas un Etat séparé », affirme M. Denktaş, mais le résultat pourrait bien être celui-là — (si les négociations échouaient). Croyez-vous, lui avons-nous demandé, que la communauté internationale puisse tolérer qu'une minorité ethnique accède au rang de nation sur intervention armée de la métropole ? N'est-ce pas contraire

au droit international ? « Erreur, nous a-t-il répondu : en 1960, nous avons accepté l'indépendance en tant que partenaires de l'Etat chypriote. L'administration Makarios a rompu le contrat qui nous liait : nous sommes en droit de faire valoir éventuellement notre indépendance. »

En tout état de cause, plus le temps passe, plus le secteur turc de l'île s'homogénéise et se dote des attributs et de la personnalité d'un Etat. Ainsi M. Denktaş nous a laissé entendre qu'il envisageait de

créer une Banque centrale chypriote turque, qui pourrait devenir éventuellement l'« aile turque » de la Banque centrale chypriote. Autre indice : un projet de loi doit être voté prochainement par le Parlement chypriote turc attribuant à titre permanent aux quelques quarante mille réfugiés du Nord les propriétés laissées vacantes par les Grecs réfugiés au Sud. On explique cette mesure par le mécontentement des Chypriotes turcs réfugiés qui se sont vu confier maisons et terres d'abord pour deux ans, puis pour cinq ans et qui, « dans ces conditions, se refusent à investir ». Faudrait-il en conclure que les autorités du Nord sont plus sensibles que le gouvernement Makarios aux revendications populaires ? Ce dernier n'ayant relégué une partie de ses réfugiés qu'à titre précaire et se gardant bien de les faire dans leur nouvel environnement — sans qu'apparemment se pose le problème d'investissements.

Un Etat chypriote turc indépendant est-il économiquement viable ? « S'est-on interrogé, nous a dit M. Denktaş en guise de réponse, sur la viabilité économique de nos ancêtres pendant les onze années qui ont précédé l'opération de paix turque ? Comme nous insistions, il a ajouté : « Nous sommes partis de zéro et vous pouvez constater que nous n'avons cessé de progresser. »

Le « zéro » de départ était pour le moins opim (3), en dépit des ravages causés dans l'axe Nicosie-Nicosie par l'« opération de paix » de l'armée turque et de la désorganisation consécutive au déplacement de population. A l'heure actuelle, la situation économique du Nord est loin d'être brillante, mais elle n'est pas aussi désespérée qu'on semble vouloir le croire au Sud. Au demeurant, d'un secteur à l'autre, on est frappé davantage par les ressemblances que par les contrastes des campagnes.

Les vergers autour de Famagouste sont superbes ; autour de Morphou, sécheresses et manque de soins pendant les deux premières saisons après l'intervention de l'armée turque ont fait qu'un verger sur cinq ou sur dix n'est plus qu'un cimetière d'arbres nus.

« Quand j'ai vu ce verger, il était presque sec », explique un ancien vigneron chypriote turc, qui a été vu attribuer 16 donums (1 donum égale 40 pieds d'arbres fruitiers) d'orange à Morphou. Comme ses voisins, ce paysan reçoit une aide de 20 livres chypriotes par mois, il a quelques économies, mais pas d'autres revenus. L'heure d'urgence coïncide avec une demi-heure chypriote, on peut comprendre qu'il n'ait pu, comme il dit, « faire des bénéfices ».

Son histoire est exemplaire. Il nous l'a contée en présence d'une douzaine d'autres réfugiés, aux destins parallèles. Kaanli Salih a passé la ligne le 28 avril 1975. Il habitait le village d'Ala-Yannis, près de Paphos, tout au sud de l'île. Le jour de la seconde poussée de l'armée turque dans le Nord, le

VIOLENCE ET STRATÉGIE DE RUPTURE

AUX premières heures du 21 décembre 1963, une patrouille de police composée d'agents chypriotes grecs arrête une voiture pour un contrôle habituel, rue Ermou, la rue qui sépare le quartier des Grecs de celui des Turcs à Nicosie. Des coups de feu partent : un policier est gravement blessé. La police riposte, un jeune Chypriote turc et une prostituée turque sont tués. En quelques minutes, les coups de feu se généralisent et s'étendent à tous les quartiers situés à l'intérieur des murailles vénitennes de la capitale. Au lever du soleil, les accrochages entre Chypriotes grecs et turcs gagnent pratiquement tout le pays. A midi, les ministres chypriotes turcs quittent leur poste et se rendent dans le quartier turc de Nicosie : ils ne devaient plus reprendre leurs fonctions. Comment en est-on arrivé là ?

Chypre a été proclamée république indépendante en août 1960, après quatre années de lutte armée contre le régime colonial britannique et à la suite de la signature des traités de Zurich et de Londres. Trois années seulement d'indépendance démontrent que la Constitution, en réalité imposée aux Chypriotes, ne peut être appliquée. « Il n'est pas surprenant de constater, écrit le premier médiateur des Nations unies pour Chypre, M. Galo Plaza, que l'application des dispositions rigides de cet arrangement constitutionnel unique se soit heurtée à des difficultés dès la naissance de la jeune république. »

Le 4 août 1963, le président Makarios annonce pour la première fois officiellement son intention de demander une révision de la Constitution. « du fait que ses principales dispositions se sont avérées inapplicables ». Le 30 novembre, l'archevêque présente aux dirigeants chypriotes turcs des propositions en treize points pour l'amendement de la Constitution de l'île. Une semaine plus tard, avant même que les dirigeants chypriotes turcs aient pu répondre, le ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Erkin, rejette publiquement ces propositions, qui ne lui étaient d'ailleurs pas destinées.

Le président Makarios fonde ses espoirs de voir accepter ses propositions sur « la compréhension de la diplomatie britannique », comme il l'a déclaré lui-même. Sir Arthur Clark, le haut commissaire de Grande-Bretagne à Chypre, l'a « aidé à les rédiger et à les présenter de manière convenable ». Les « tristes propositions » n'étaient donc pas seulement l'œuvre du président Makarios, mais aussi celles

de Sir Arthur Clark. Les Britanniques étaient-ils sincères ou jouaient-ils, comme par le passé, un double jeu visant à « éteindre pour l'instant ? »

Les événements angéliques qui ont eu lieu depuis lors tendent à confirmer cette seconde hypothèse, d'autant plus que, lorsque les accrochages se sont produits, les Britanniques s'en sont « lavés les mains », déclarant toute responsabilité. Quelques jours plus tard, agissant comme un Etat dans l'Etat, ils ont dressé des barbelés entre le secteur grec et le secteur turc de l'île, créant la ligne de partage (connue sous le nom de « ligne verte ») entre les deux communautés. Les fondements de la partition de l'île étaient ainsi jetés. Quant aux intentions des dirigeants chypriotes grecs et à leurs objectifs dans les troubles de 1963, ils sont aujourd'hui évidents.

Un document chypriote turc, découvert en janvier 1964 et présenté au conseil de sécurité des Nations unies, indiquait : « Nous avons accepté les accords de Zurich et de Londres en tant qu'étape provisoire et transitoire. S'il s'agissait d'un arrangement définitif, nous ne les aurions pas acceptés. » Ce document, daté du 15 septembre 1963 et revêtu des signatures du vice-président de l'époque, M. Fazil Kitchuk, et de M. Rauf Denktaş, prévoyait, en outre, que « lorsque des accrochages se produiraient, la communauté turque de l'île, qui était disséminée dans toutes les régions du pays, serait concentrée par la force dans une seule région, qu'elle serait obligée de défendre ». En effet, après la création de la « ligne verte » par les Britanniques, les Chypriotes turcs ont été transportés de force dans les régions contrôlées par les « combattants chypriotes turcs » et les soldats turcs. Les premiers « cantons » turcs étaient ainsi créés.

DIMITRI ANDREOU.

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

l'école idéale dans la région idéale

RÉGION DU LÉMAN

Centre de la Vallée - SUISSE

- plus de 50 écoles et instituts privés
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver
- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communications
- paysage de toute beauté — climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES

Avenue de la Gare 10
1002 Lausanne / Suisse
Téléphone 021 22 77 71
Téléc 24 330

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV).



سكان الفصل

noutes
FAIT

14 août 1974, son village a été attaqué par des forces grecques, en tout cas, des hommes en uniforme dirigés par quatre officiers de Grèce. Ils ont tué « cinq civils, dont l'instituteur du village (4) ». « Après, les jeunes se cachèrent dans la montagne. Les plus vieux devaient obtenir la permission de quitter le village. Je suis parti dès que j'ai pu, de nuit. » Ni lui ni les autres ne semblent très satisfaits de leur administration — ce qui ne les empêche pas d'affirmer n'avoir aucune envie de retrouver un jour leur ancienne vie.

Dans le secteur turc : inflation, crise de l'agriculture et du tourisme

derrière, alors que son potentiel est d'environ 150 000 tonnes. « Notre besoin en devises, nous a dit un député d'opposition, est de l'ordre de 15 millions de livres chypriotes ; les exportations d'agrumes devaient couvrir la moitié de cette somme, mais à la faiblesse de la production s'ajoute la désorganisation des services d'exportation, l'insuffisance de bateaux et de camions. » Blé, avoine, carottes : ces richesses agricoles du Nord n'ont pas couvert les besoins domestiques. Tabac, caroube et palmiers de terre ont été exportés en faibles quantités.

Outre la production agricole, la seconde manne du Nord — le tourisme — est en régression. Alors que l'administration Denktash a hérité des plus beaux complexes balnéaires, à Kyrenia et à Famagouste, la manque de personnel qualifié et d'autres considérations techniques, mais aussi politiques, ont empêché de développer l'hôtellerie. Les Chypriotes turcs ne sont tout simplement pas en mesure d'exploiter cet énorme complexe. « Touristes » civils et militaires turcs de métropole n'apportent pas de devises mais assument une certaine activité économique, commerciale pour l'essentiel — en même temps qu'ils contribuent fortement à l'inflation. Celle-ci aurait été de 30 % en 1976 (jusqu'à 50 % dans certains

L'un d'eux : « Nous avons laissé des animaux derrière nous ; nous attendons du gouvernement qu'il nous en donne, comme promis ; rien n'est venu. » Un autre : « Autant que nous le sachions, l'argent que nous verse l'administration Denktash est fourni par l'ONU. Nous voulons savoir quelle est la contribution totale des Nations unies. Percevons-nous notre part ? L'ONU fait-elle aussi des dons en nature ? (5) ». Tous envisagent de convertir ultérieurement leurs oranges en vignes. Ils ne sont pas au bout de leurs peines.

Il nous a été impossible d'obtenir des statistiques globales sur l'économie du secteur nord : M. Denktash a su beau enjoindre son « officier de l'information » de nous les communiquer, ses services économiques ne sont, semble-t-il, pas disposés à les divulguer. Force nous fut donc de nous en remettre aux informations glanées de sources officielles, essentiellement dans les milieux d'opposition chypriotes turcs.

Selon ces sources, le secteur nord aurait exporté quelque 30 000 tonnes d'agrumes en 1975 et 54 000 tonnes l'an dernier, nous a dit un député d'opposition, est de l'ordre de 15 millions de livres chypriotes ; les exportations d'agrumes devaient couvrir la moitié de cette somme, mais à la faiblesse de la production s'ajoute la désorganisation des services d'exportation, l'insuffisance de bateaux et de camions. » Blé, avoine, carottes : ces richesses agricoles du Nord n'ont pas couvert les besoins domestiques. Tabac, caroube et palmiers de terre ont été exportés en faibles quantités.

secteurs) et serait bien supérieure en 1977, toujours selon des sources d'opposition. « Nous avons importé l'inflation de la Grande-Bretagne et de la Turquie et nous l'avons multipliée par deux du fait de notre inflation et des tripotages de la classe marchande au pouvoir », nous a dit M. Coker Ozgur, chef du parti turc républicain, de tendance socialiste (6). De fait, les produits alimentaires, les repas de restaurant, les vêtements, sont nettement plus chers dans le nord que dans le sud de l'île (7). Il a été établi dans la zone nord qu'une famille de cinq personnes a besoin d'au moins 120 livres turques par jour, uniquement pour une consommation alimentaire décente. Or le salaire minimum quotidien est de 80 livres turques (soit un peu plus de 2 livres chypriotes), bien qu'un manoeuvre non qualifié soit payé en général 70 livres turques par jour (environ 60 livres chypriotes par mois). Les employés de la fonction publique débutent à 100 ou 120 livres chypriotes par mois ; les salaires des hauts fonctionnaires dépassent 300 livres par mois (250 livres pour un député) (8).

Le chômage l'aide d'Ankara et la volonté de rester

vingt-deux usines dans la zone industrielle de Nicosie, aujourd'hui en zone turque (9). Dix-huit autres se trouvent à Famagouste. Ces usines emploient à Nicosie mille deux cents cinquante personnes, dont une centaine d'ingénieurs, « tous Chypriotes » et quelque cent cinquante ouvriers non spécialisés. Selon une source syndicale, « les usines du secteur public n'emploient au total pas plus de trois mille personnes, alors qu'il y en aurait eu vingt mille ». Cela donne une idée de l'ampleur du chômage : « direct ou déguisé, il frappe jusqu'à 40 % de la main-d'œuvre », estime cette même source. Les statistiques officielles font état de moins de trois mille chômeurs.

« Au stade initial, poursuit le porte-parole de Senay Holding Ltd, nous avons importé de Turquie des ouvriers spécialisés qui sont restés cinq ou six mois ; nous en avons encore quelques-uns sous contrat à l'heure actuelle ; en 1977, nous allons consacrer 700 000 livres turques à la formation du personnel ; d'autre part, nous investissons massivement pour moderniser l'équipement, importer des pièces détachées et des matières premières ; nos produits sont destinés à l'exportation au Proche-Orient, en Turquie et en Europe. » Quelle perspective ? « Je ne suis pas libre de vous le dire », a-t-il répondu.

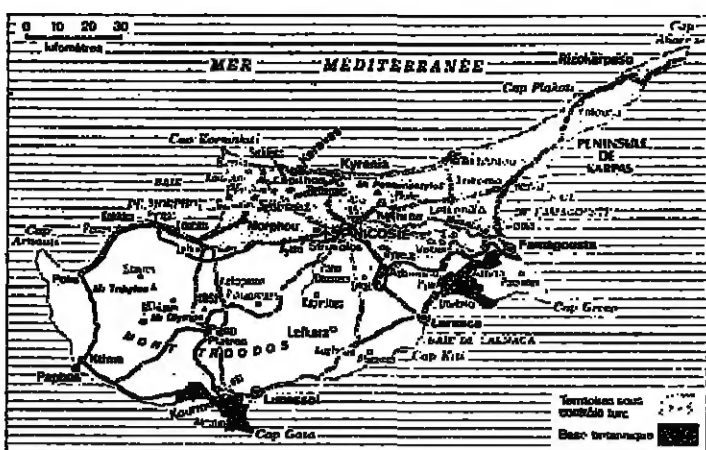
Les porte-parole de l'administration Denktash expliquent les performances très modestes de l'économie chypriote turque par le « blocus économique » qu'impose au secteur turc le gouvernement Makarios « aboussi aux intérêts étrangers ». Certes, la non-reconnaissance de l'« Etat fédéré » par l'opinion internationale entraîne une interdiction de commercer directement avec le Nord (interdiction qui demeure tournée (10) par des que investisseurs et industriels ouest-allemands, britanniques, voire chypriotes — mais ce sont là des cas isolés) qui a des effets paralysants certains sur l'économie du Nord. Mais l'explication est sans doute ailleurs. L'opposition chypriote turque stigmatise pour sa part l'incertitude et le favoritisme caractéristiques, selon elle, de l'équipe Denktash, des « marchands politiques plus intéressés aux spéculations commerciales qu'à l'investissement industriel ».

Dans une très large mesure, les résultats acquis sont dus à l'assistance massive de la Turquie. Après

avoir fourni, de 1964 à 1974, quelque 10 millions de livres chypriotes par an à la communauté turque de l'île, la métropole a contribué pour les deux tiers au budget de l'administration Denktash en 1975, pour un tiers en 1976 — et environ pour un quart en 1977. L'armée turque a fortement développé l'infrastructure de la zone occupée en construisant deux nouvelles routes bitumées reliant la capitale à Morphou et à Famagouste, des ponts, au moins un réservoir de stockage de pétrole et un aéroport (l'aéroport international de Nicosie se trouvant en zone neutre). Elle a aussi participé au réboisement : quelque deux millions d'arbustes auraient été plantés.

Cette aide ne va pas sans contreparties économiques et politiques. Ainsi, le Senay Holding n'est que pour moitié entre les mains du secteur public chypriote turc ; 40 % des capitaux sont détenus par des intérêts semi-publics (Sömer Bank) et privés turcs métropolitains. L'ambassadeur de Turquie à Nicosie gère en personnel l'aide d'Ankara ; les chefs de l'armée turque ont aussi leur mot à dire — le tout entraînant une diffusion des responsabilités, gère propice à une gestion ordonnée (11).

Dans ces conditions, on voit mal comment une indépendance éventuelle du secteur nord de l'île se traduirait autrement que par une annexion progressive par Ankara de ce marché insulaire. Il n'est resté pas moins qu'en l'état actuel des choses l'administration Denktash peut s'appuyer sur un sentiment général de sécurité. La notion d'« homogénéité territoriale » semble avoir l'assentiment de tous les Chypriotes turcs. L'opposition progressiste est encore toute ravie de pouvoir « s'exprimer à peu près librement » et ajoute : « Un certain degré de démocratie



est désormais possible, qui n'existe pas pour nous avant 1974. » Alors que tous les réfugiés chypriotes grecs que nous avons rencontrés au Sud disent vouloir rentrer chez eux (au Nord) à la première occasion — « même si on me propose un pont d'or pour rester ici », a ajouté l'un d'eux — aucun des réfugiés chypriotes turcs libérés interrogés au Nord ne s'est dit prêt à retrouver une terre et des biens que, dans certains cas pourtant — surtout parmi les vieux — ils n'ont quittés que contraints ou sans enthousiasme. « Nous voulons rester ici nous », nous a-t-on répété partout en secteur turc.

Si légitime soit-elle, l'insistance du gouvernement chypriote à exiger, en cas de règlement des questions territoriales et constitutionnelles, la reconnaissance des libertés de circulation et d'établissement se heurte à un « fait social » indéniable, dont il faudra bien tenir compte à un moment ou à un autre

dans les négociations. Permettre aux Chypriotes grecs de rentrer petit à petit au Nord et inversement est perçu généralement comme le début d'un processus devant conduire plus ou moins rapidement à un retour à l'« enclavement » de la minorité turque, qui ne la tolérera pas, semble-t-il.

Dans l'entourage de M. Denktash, on affirme : « Il n'y aura jamais à Chypre de système fédéral, parce que l'expérience montre que la cohabitation est impossible. M. Makarios lui-même a créé la division par l'Enosis ; il n'a jamais été le chef de l'Etat. » De son côté, le parti turc républicain déclare : « Nous pensons qu'un petit pourcentage de Chypriotes grecs devraient pouvoir revenir — et vice versa — pour nous — mais pas au point de remettre en danger la communauté turque ; nous ne voulons pas devenir des citoyens de deuxième ordre. »

Les autorités chypriotes grecques tablent fort sur les conflits qui ne peuvent manquer d'éclater, à leur avis, entre la population locale et un fort contingent d'« occupants » turcs. Nous n'avons rien constaté de la sorte. Certes, toutes les routes sont jalonnées de camps militaires, installés parfois sur d'anciennes agglomérations grecques partiellement détruites, parfois autour des bourgs ; partiellement dans les villes. Véhicules et convois militaires sont à peu près toute la circulation qu'on voit sur ces routes.

Que la présence de vingt-cinq mille à vingt-sept mille soldats (12) parmi une population d'environ cent vingt mille Chypriotes turcs entraîne pas d'incidents. Il serait difficile de le prétendre, mais les contacts semblent réduits au minimum.

En revanche, des problèmes réels semblent se poser entre Chypriotes turcs (et grecs) et « travailleurs saisonniers » turcs métropolitains que d'anciens, de part et d'autre de la ligne de démarcation, appellent plus volontiers des « colons ». Cette main-d'œuvre importée est généralement estimée à trente mille personnes (pas plus de sept mille, selon M. Denktash). Un petit pourcentage est sans doute constitué de Chypriotes turcs expatriés rentrés de Turquie et d'Australie, mais la majeure partie sont des Turcs de Turquie. La plupart s'emploient dans l'agriculture, mais impossible de savoir combien sont effectivement des saisonniers occupés à des travaux requérant une qualification que la masse des chômeurs chypriotes grecs seraient incapables d'assurer. M. Denktash déclare que « deux mille à trois mille de ces saisonniers, qui se déplacent d'un village à un autre selon les besoins, ont droit à la citoyenneté chypriote (sic) au bout de cinq ans de séjour ».

Pourtant, voici Alpel Idrim, chiosite au hasard d'une file de femmes qui, dix heures par jour, cinq jours par semaine, remplissent des cartons d'oranges dans une fabrique de Morphou. Alpel est Turque (selon le contremaître, elle est turque ou turques turques huit cents employées). Elle a quarante ans. Elle est venue à Chypre en tourisme avec une amie il y a un an, a trouvé du travail dans une rangerie et travaille dans cet atelier depuis un mois. Elle gagne 3 000 livres turques par mois. Il y a six mois, elle a fait venir ses parents, père, mère, cinq frères et sœurs : aucun d'eux ne travaille. « Impossible, elle vous aura menti ou caché quelque chose, dit-elle, nous qui elle est et nous tirons cela au clair », s'est contenté de dire M. Denktash, à qui nous demandons des éclaircissements.

Autre aspect. Au camp de réfugiés chypriotes grecs de Vorkliti, près de Larnaca, dans la base britannique de Dekhelia, Cristina et Zakarias Papazakariotis sont deux vieux paysans originaires d'un village chypriote grec du Karpas, Ayir-Trias (à la Sainte-Trinité). Ils ont quitté la Si décembre dernier cette enclave de mille deux cents habitants (où demeurent encore quelques trois cents cinquante d'entre eux), leur millier d'oliviers et de caroubiers et leurs champs de céréales et de tabac parce que, comme ils disent, « On avait l'air dans les mains » — on avait peur. Leur histoire de la vie en zone turque, une longue suite de brimades et de brutalités, est corroborée par d'autres témoignages recueillis indépendamment dans d'autres foyers du camp.

« Les colons de Turquie sont arrivés à partir du 20 mars 1976 ;

on les a d'abord logés dans les maisons grecques vides, mais elles étaient en nombre insuffisant. Les officiers sont venus réclamer les titres de propriété. Quand on n'en avait pas, ils disaient : « Cette maison n'est pas à toi », et ils l'attribuaient à un colon turc qu'ils chargeaient de « récupérer son bien » en expulsant le locataire grec. Même chose pour les terres.

« Il nous fallait une autorisation pour aller cultiver ; on nous a laissé semer, mais d'autres ont récolté ; une autorisation pour aller à l'école, à la minute près. La nuit, on jetait des pierres sur nos portes. Des colons turcs entraient, raffaient tout : « Partez, ce n'est pas à vous. » Ils menaçaient de nous égorger avec leur couteau. Les officiers turcs nous distribuaient les envois des Nations unies : aliments, cigarettes, alcool, café, mais ils revenaient ensuite nous les confisquer. Comme ils ne savaient pas faire le pain, ils nous obligeaient à le faire pour eux. Pas question de payer. Les autorités chypriotes turques nous disaient : « Nous ne pouvons garantir votre sécurité ».

Nous aurions voulu vérifier ces témoignages sur place auprès des Chypriotes grecs et turcs du Karpas. Le responsable chypriote turc de l'information, M. Husef Suleiman, nous a certifié que nous pouvions nous déplacer librement en compagnie d'une personnalité chypriote turque, « de préférence, officielle ». A l'entrée du Karpas, la police chypriote turque, malgré la

(4) Cette attaque figure dans les archives de l'ONU. Un porte-parole des Nations unies souligne toutefois que la distinction entre civils et militaires n'a guère de sens dans ce contexte. Les villages chypriotes turcs enclavés étaient organisés en milices d'autodéfense sous la direction d'officiers turcs.

(5) Dans la période du 8 juin au 6 décembre 1976, les Nations unies ont livré 573 tonnes de céréales et 61 680 poussins d'un jour aux coopératives chypriotes turcs du Nord. Source : Conseil de sécurité. Rapports chypriotes turcs sur les opérations des Nations unies à Chypre, 9 décembre 1976.

(6) Il y a quatre partis dans l'Etat fédéré chypriote turc : le Parti d'union nationale (U.B.P.) de M. Denktash, dirigé officiellement par son fils, président vingt-neuf des quarante-neuf sièges du Parlement ; résolument conservateur, il représente la bourgeoisie communautaire et comprend des éléments pan-touranistes et pan-islamistes, ainsi qu'une fraction marxiste à social-démocratique ; contestataire (cinq députés) dirigé par M. Kemal Toktas, les trois autres partis forment l'opposition : le Parti de libération communale de M. Alpay Dursun et le Parti turc (sans députés au Parlement) est né d'une scission récente du parti populaire de M. Alpay Giron (sans députés) ; l'un et l'autre se prétendent socialistes mais sont surtout manipulés par le Parti républicain. Enfin, le parti turc républicain de M. Coker Ozgur (deux députés), fondé en 1970 et de tendance socialiste, proche du parti de M. Zevvat en Turquie. Les communistes, s'il en existe, ne sont pas constitués en parti dans ce qu'ils considèrent comme une « dictature fasciste », selon la formule de M. Papazakariotis.

(7) Selon le Dr Zehbik, ancien vice-président (chypriote turc) de l'île, le coût de la vie, dans le secteur nord, serait supérieur de 116 % à celui du secteur sud.

(8) Un policier de Galatia (Karpet), trois ans d'ancienneté, perçoit 137 livres chypriotes par mois ; un sergent de police à Nicosie, vingt ans d'ancienneté, perçoit l'équivalent de 180 livres chypriotes.

(9) La zone industrielle de Nicosie comprend plus d'une trentaine d'usines avant 1974. Selon le porte-parole de Senay Holding, les usines désaffectées se seraient pas la peine d'être remises en marche. Côté chypriote grec, on affirme que la maison appartenait à leur mère en sommeil et le pillage organisé qu'elles ont subi.

(10) Le « zone neutre » est moins impénétrable qu'on le dit, notamment entre Famagouste et Larnaca, où les autorités de la base britannique de Dekhelia tiennent

présence de deux accompagnateurs, nous a refoulés, sur ordre du ministère de la défense, consulté par radio... M. Denktash a bien voulu reconnaître que M. Suleiman « s'était trompé ».

Le même jour, deux observateurs allemands d'ACME-Humanitas, qui avaient pu se rendre brièvement dans le Karpas, donnaient deux conférences de presse dans les secteurs turcs et grecs de Nicosie, confirmant largement les récits des réfugiés ; ils concluaient à des violations constantes des droits de l'homme dans le secteur turc.

L'afflux de quelque deux cent mille réfugiés dans le Sud a posé et continué de poser maints problèmes à une communauté forte d'un demi-million d'âmes. Pratiquement, un Chypriote sur deux, au Nord comme au Sud, est un réfugié. Alors qu'en zone turque, les demeures abandonnées par les Chypriotes grecs excèdent largement le nombre de réfugiés chypriotes turcs à réloger, il a fallu, au Sud, improviser des logements pour les personnes déplacées, d'autant que celles-ci ont une tendance à se masser aussi près que possible de la ligne de démarcation, dans l'espoir naïf mais tenace de pouvoir rentrer au plus vite le moment venu. Ce même espoir fait que le gouvernement ne parvient guère à persuader ces réfugiés de mettre en valeur les terres ingrates disponibles autour de Paphos, tout au sud de l'île.

(Lire la suite page 4.)

les yeux sur certains échanges de contrebande, tabac, alcool, filant vers le Nord, tel chargement de porcs étant passé du Nord au Sud tout au long de quelques semaines...

(11) Jean Quérans, « Chypre menacée de partition », Le Monde, 3 et 4 septembre 1976.

(12) Au plus fort de l'intervention turque à Chypre, l'armée turque comptait quelque quarante mille soldats. Il est possible que ce corps expéditionnaire soit encore dégonflé, à mesure que se renforceraient les forces de maintien de l'ordre chypriotes turques, dont les effectifs seraient de l'ordre de sept mille à huit mille hommes (supplémentés par un millier d'officiers turcs). M. Denktash nous a dit que la conscription, « actuellement de trente mois, sera très bientôt ramenée à deux ans ».



AUBERCY
CHAUSSEUR
Les traditions et la qualité existent encore.

A cette époque où tout va trop vite, nous prenons encore le temps de faire réaliser de belles chaussures. Des Chaussures bien conçues, bien montées, qui durent beaucoup plus longtemps. Comme autrefois.

Nous sélectionnons les plus belles peausses. Puis les formes sont soigneusement mises au point pour que vous vous sentiez à l'aise quelle que soit la morphologie de votre pied, sans toutefois sacrifier la mode au confort. Nous faisons fabriquer nos modèles, dans le respect des traditions, par des maîtres-bottiers. Ils les coupent et les montent à la main. Seules les semelles sont cousues à la machine, pour augmenter encore la solidité.

C'est pourquoi une chaussure AUBERCY se laisse ressembler plusieurs fois, sans perdre ni son élégance, ni son confort, même après des années.

Ce souci de la perfection, nous l'avons dans le moindre détail. Par exemple, nous continuons à vous proposer jusqu'à 8 largeurs par pointure dans certains modèles classiques pour hommes.

Pour satisfaire de nombreuses demandes, nous venons d'ouvrir un rayon de chaussures pour femmes : escarpins, mocassins, bottes, modèles d'été et chaussures d'appartement... fabriquées suivant les mêmes traditions de qualité, par les mêmes artisans.

Une autre nouveauté : les bagages AUBERCY. Toute une gamme de luxueuses valises, attaché-case, vanity-case... Dans notre magasin le temps aussi semble s'être arrêté.

Pour mieux vous servir. Pour vous faire essayer autant de chaussures que vous le désirez.

34, rue Vivienne, 75002 Paris
Tél. : 233.93.61 - de 9 h 30 à 19 h
(le lundi : de 11 à 19 heures)
M^{rs} : Bourne ou Rue Montmartre
Parking Bourne gratuit

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.

AIR ALGERIE

(Suite de la page 3.)

« Ce n'est pas parce que nous vivons parmi les fleurs que nous pouvons voir la vie en rose », est hâta de dire un réfugié de la forêt d'Alma devant notre perplexité manifeste. Le spectacle est en effet surprenant : sous les pins volaient des tentes et des baraquements frustes mais propres, entourés de jardins potagers et de parterres de fleurs éclatantes. Devant presque chaque « maison », une voiture, un tracteur, voir un autobus. Parfois, une clôture symbolique : la triomphe de l'individualisme petit-bourgeois provincial dans un cadre de camp de vacances...

Tous ne sont pas aussi « bien » lotis. A quelques kilomètres au sud, sur une butte non loin de la mer, l'alignement des baraques du camp de réfugiés de Vorokini est sévère — murs en contreplaqué, toits en tôle — et le confort minimum, agrémenté de quelques meubles et ustensiles de cuisine emportés dans l'exode ou fournis par l'aide internationale et le gouvernement.

Le socialisme du régime s'arrête aux coopératives d'achat qu'on voit partout. A Larnaca, les réfugiés fonctionnaires sont logés dans un hôtel quatre étoiles (la direction leur promet un pécule pour qu'ils laissent la place aux touristes à quinze dollars la nuit) mais d'autres s'abritent comme ils peuvent dans des mesures ou des ruines insulaires. Selon les statistiques officielles, au 31 mars dernier, sur cent quatre-vingt-dix mille réfugiés, quatre cent soixante-trois personnes déplacées, quelque vingt-neuf mille (soit 14,4 %) vivaient dans des « conditions extrêmement insatisfaisantes » : tentes, bidonvilles, maisons abandonnées.

Selon un porte-parole de l'ONU, plus de cinquante mille réfugiés sont désormais « autosuffisants ». Une trentaine de milliers de réfugiés paysans ont été relégués à titre précaire dans des maisons de Chypre turcs et exploitent la terre. Selon M. Kallimaksos, responsable de la réhabilitation des personnes déplacées, la part du propriétaire (chypriote turc) est « mise de côté pour son retour — qui dit mieux ? ». Une part des terres gouvernementales a été distribuée aux réfugiés, des prêts agricoles à long terme et faibles taux d'intérêt consentis, une loi permet d'attribuer aux réfugiés les terres laissées incultes : les autorités ont encouragé la construction de logements par et pour les réfugiés, ce qui a permis d'occuper de la main-d'œuvre tout en relançant l'activité économique. Ces logements, dont les réfugiés ont la jouissance gratuite tant qu'ils ne disposent pas de revenus fixes, sont, dans l'esprit des autorités, destinés aux économiquement faibles le jour où une solution négociée permettra le retour des réfugiés chez eux. Pour la réhabilitation et l'emploi, divers programmes ont été établis en fonction de l'origine sociale des réfugiés. Ils ont pour point commun l'assistance de l'Etat, « qui devra encore longtemps continuer de soutenir financièrement et matériellement une majorité de réfugiés », selon M. Kallimaksos.

Un employé des télécommunications traitait à sa manière la conclusion logique de cet état de choses lorsqu'il nous déclarait : « Ici, le me dit qu'autant investir 10 000 livres dans une maison en construisant un prêt gouvernemental... S'il y a une invasion totale de l'île par les Turcs — cas extrême, — j'aurai des dettes : et alors ? » Tous ne sont pas aussi désolés.

Un marchand de voitures, qui consacre ses économies à l'achat d'un appartement dans un immeuble en construction à Larnaca, se rassure en pensant : « Les Turcs ne nous jetteront pas tous à la mer... ». Beaucoup vivent de petits métiers, d'emplois temporaires (le ramassage des pommes de terre, la cueillette des oranges), avec la crainte qu'un jour ou l'autre le gouvernement leur coupe les vivres s'ils gagnent trop d'argent. Pour certains, la situation reste dramatique et l'avenir bien incertain, avec au cœur la blessure d'un univers abandonné, la nostalgie de Kyrenia ou de Famagouste, et l'espoir toujours présent, poignant, illusoire sans doute, de rentrer un jour chez soi. Pourtant, l'impression générale est celle d'une grande faculté d'adaptation et d'une courageuse industrie.

Compte tenu des bouleversements subis depuis trois ans, les résultats du secteur privé sont spectaculaires — et tranchent d'autant plus sur les piètres performances du secteur public. La prospérité retrouvée s'affiche à Nicosie — mais aussi dans des villes côtières comme Larnaca ou Limassol : ville hérissee de blocs de verre et de béton blanchi, élevant ses banlieues hors les murs en cœur d'archaïsme de la vieille

ville qui abrite les petits négociants et les plaisirs nocturnes ; ville animée dans la journée (le soir, on se réveille dans les tavernes), circulation dense et bonhomme, jeunesse sagement chevelue, vêtue à la dernière mode européenne, vitrines chics bien garnies, villas fleuries — le tout contrastant avec les voitures souvent dégingolées et plus rares et les tenues vestimentaires plus traditionnelles du secteur turc de la ville.

Pourtant, le gouvernement chypriote est peut-être le seul au monde qui mette davantage l'accent sur la précarité de ses succès que sur l'évidence de sa réussite. La nécessité de continuer de jouer du soutien financier et politique international n'y est sans doute pas étrangère. « Nous avons bénéficié de plusieurs facteurs exogènes favorables », souligne M. Aristidou, directeur de la planification, la crise libanaise a fortement accru nos recettes touristiques ainsi que nos exportations au Liban. Les conditions climatiques ont été excellentes en 1975 et 1976, contrairement à celles de l'année précédente. La très forte demande de l'Europe en pommes de terre nous a été également profitable. Mais nous ne pouvons compter sur le maintien de ces facteurs ».

Les Libanais, des « réfugiés de l'extérieur » — de vingt-cinq à quarante mille l'an dernier (selon la plupart des estimations), ils ne seraient plus que cinq mille aujourd'hui, mais représentent tout de même cinquante-douze mille des cent quatre-vingt mille entrées touristiques enregistrées en 1976, selon M. Aristidou — ont eu un impact ambigu sur l'économie. Alors, parfois très riches (ils ont pas qu'un à l'année une semaine entière à un compteable pour dénombrer les liasses de dollars déposées en banque pour un seul Libanais ?), ils ont indirectement contribué à la prospérité générale par leurs dépenses de vacances involontaires, mais, par là même, fortement contribué à la montée des prix, notamment des logements et des hôtels. Certains ont utilisé Nicosie ou Limassol pour des opérations triangulaires d'import-export, mais aucun n'a investi dans l'île.

Refugiés libanais et excédent commercial

La prospérité générale par leurs dépenses de vacances involontaires, mais, par là même, fortement contribué à la montée des prix, notamment des logements et des hôtels. Certains ont utilisé Nicosie ou Limassol pour des opérations triangulaires d'import-export, mais aucun n'a investi dans l'île.

Les exportations chypriotes au Liban (produits pharmaceutiques et alimentaires) mais aussi destinées aux deux camps libanais qui transitaient par Limassol ont-elles été comptabilisées ? sont passées de 1,1 million de livres chypriotes en 1973 à 18 millions de livres en 1976.

On a vu apparaître dans la paysannerie chypriote grecque de véritables « émirs de la patate » : les exportations de pommes de terre ont rapporté l'an dernier 16 millions de livres chypriotes contre 5,3 millions en 1973 pour un volume équivalent (13). Le mois dernier, plusieurs centaines de camions chargés de sacs de pommes de terre s'alignaient sur une esplanade près du port de Larnaca. Cuivre, amiante, ciment, se sont également bien vendus — la demande internationale a été telle qu'il y a désormais pénurie de ciment sur le marché intérieur (14).

L'aide internationale fournie au gouvernement chypriote pour les réfugiés, l'assistance accordée par la Grèce, le recours à des emprunts du F.M.I. (15), l'utilisation de Nicosie comme plaque tournante des capitaux libanais, la reprise du tourisme, la mise en route d'unités industrielles construites avant le conflit, l'envoi de fonds de Chypriotes grecs à l'étranger (16), tout cela s'est traduit par un excédent de la balance des paiements de 18,5 millions de livres chypriotes en 1976, alors que celle-ci accusait un déficit de 14 millions de livres l'année précédente. Si le déficit de la balance commerciale va croissant, le niveau des réserves devrait rester élevé dans les deux ou trois prochaines années : il était de 126,5 millions de livres chypriotes en décembre 1976 (la dette extérieure s'élevait alors à 64,5 millions de livres chypriotes). Le produit « national » brut est toutefois de 22 % inférieur à celui de 1973 (242,8 millions de livres chypriotes et 309,5 millions respectivement). Le second « plan d'urgence » pour 1977-1978 s'est fixé pour but de confirmer l'essor économique et de réduire l'ampleur des problèmes en cours : diminution du chômage, amélioration des revenus les plus faibles, logement des réfugiés et des économiquement faibles.

En fait, le chômage a été substantiellement résorbé : dix-sept mille chômeurs en 1976, au lieu de cinquante et un mille en fin 1974. Les autorités se proposent de créer douze mille emplois en deux ans, soit une augmentation annuelle de 3,5 % de la force de travail. Certains technocrates voient la panacée dans le développement du secteur des services. « Du fait de sa position géographique et des qualités du peuple chypriote, éduqué et industrieux, disent-ils, nous pouvons prétendre développer la région et assurer des services tels que les transbordements maritimes, les réparations de navires, etc. » Chypre, qui est aujourd'hui pour quelque temps encore la Suisse des Libanais, deviendra-t-elle demain le Singapour de la Méditerranée et du monde arabe ? On n'en est pas sûr. Malgré quel-

ques contacts politiques et accords commerciaux avec le Proche-Orient, c'est décidément vers l'Europe que l'île reste tournée. Au demeurant, membre associé de la Communauté européenne, Chypre négocie actuellement un accord intérimaire avec la C.E.E. en attendant que soient définies les modalités d'une pleine intégration douanière, ses liens privilégiés avec la Grande-Bretagne en tant que membre

Pour l'unité de l'île et son indépendance

l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Nous n'avons pu obtenir confirmation de ces allégations, non plus que de la rumeur selon laquelle des armes nucléaires seraient déposées dans cette base (cette rumeur tient sans doute au fait que des bombardiers Volcan stationnés sur la base peuvent être équipés d'ogives nucléaires).

Si les autorités chypriotes hésitent à faire valoir publiquement leurs déclarations avec l'ancienne puissance coloniale, elles ne soulignent guère non plus deux facteurs qui ont affecté l'économie de façon contradictoire : d'une part, le fléchissement de plusieurs millions de livres chypriotes, surtout dans les deux premières années, parallèlement à une certaine récession du secteur privé ; d'autre part, la politique de collaboration de classe de la gauche chypriote grecque, communistes en tête.

Le parti communiste (AKEL), qui rassemble près du tiers de l'électorat, a accepté que les travailleurs abandonnent une partie souvent substantielle de leurs salaires au nom de l'effort collectif pour la survie. Son gré mal gré, le parti socialiste de M. Lyssarides a suivi. AKEL justifie cette politique par la nécessité de rassembler toutes les forces nationales dans cette étape historique de lutte pour la libération nationale.

Cette explication cardinale vaut pour tout : la mise à l'écart de la lutte de classes comme les alliances politiques avec la bourgeoisie réactionnaire mais favorable à la réunification et à l'indépendance de l'île (représentée par M. Kyprianou, aujourd'hui président de la Chambre, par opposition à la droite pro-occidentale et anticomuniste qui rassemble actuellement M. Clérides). Pour le jeune avocat Mikhaïl Pappadrou, président de l'EDON, l'organisation de jeunesse orientée par AKEL, « la lutte des classes serait désastreuse pour Chypre ; l'impérialisme se réjouirait de nous voir délaissés pour elle la question nationale ». De lutte armée pour aboutir à la réunification de l'île, il ne saurait être question : Chypre est une poignée de terre au milieu de la Méditerranée, nous sommes pour l'internationalisation du problème ; nous ne voulons pas être dépourvus de

du Commonwealth arrivant à terme fin juin.

Là encore, le temps passant, l'économie du sud de l'île a tendance à devenir un tout : qu'ils le veulent ou non, les planificateurs et les industriels doivent recréer les unités industrielles perdues dans le secteur nord, même si elles pouvaient faire double emploi au cas où une véritable union se précéderait.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

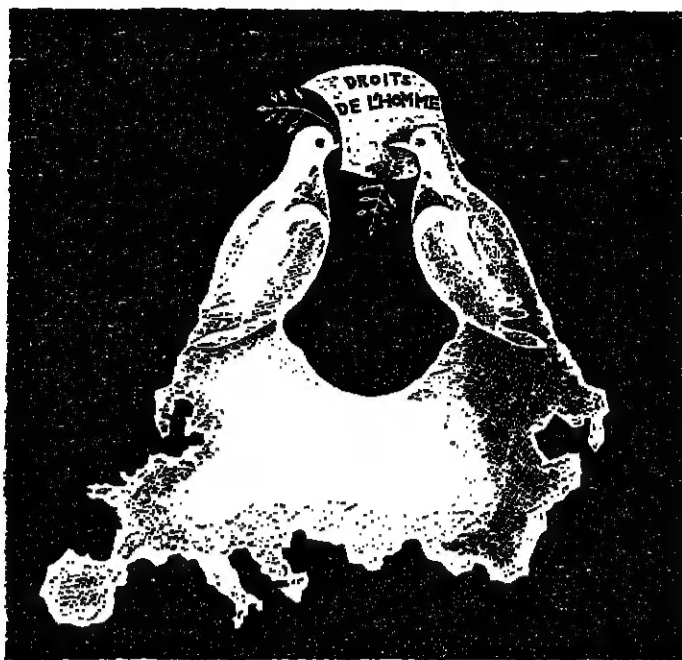
Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d'Angleterre en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un héliport situé actuellement dans la « zone frontalière » (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Troodos seraient communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriterait, en sus des appareils britanniques, deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretien et le traitement des informations recueillies seraient assurés par cent soixante-dix techniciens américains.

Le Trésor chypriote connaît un manque à gagner non négligeable du fait de la suspension du paiement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'île. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres sterling dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait renoué la négociation du renouvellement de l'accord quadriennal et cessé de payer. Les Britanniques ont la souveraineté de deux importantes bases militaires : Daskellia, entre Famagouste et Larnaca, et Akrotiri, dans le sud de l'île, deux coins d

L'Europe, d'Helsinki à Belgrade

LE DIALOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE



(Dessin de Julem.)

Deux ans après la publication de l'Acte final d'Helsinki, les pays participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) se retrouvent le 15 juin à Belgrade pour dresser un premier bilan et envisager les perspectives d'avenir. Entre les deux rencontres, un événement important a modifié les positions respectives de l'Ouest et de l'Est européens : les initiatives du président James Carter en faveur des droits de l'homme ont provoqué un certain raidissement des gouvernements socialistes, d'autant plus qu'en Union soviétique, comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne, les contestataires se réclament précisément de l'Acte final d'Helsinki.

De toute évidence, les pays occidentaux ne peuvent ni ne veulent mettre un frein à leurs efforts pour le respect des droits de l'homme, la libre circulation des personnes et des idées, etc., qui font l'objet de la « troisième corbeille » de la conférence d'Helsinki. Mais les pays de l'Est, de leur côté, ne se résignent pas à être brutalement mis en accusation sur ce terrain. Comme l'indique clairement l'un des articles que nous publions ici, ils préparent leur défense en forme de contre-offensive, développant à ce propos une conception de la liberté que nul en Occident ne peut accepter.

La confrontation s'annonce donc délicate. Mais, aussi nécessaire que difficile, elle sera positive dans la double mesure où les Etats d'Occident eux-mêmes respecteront pleinement les droits de l'homme dans les pays soumis à leur influence et où ils allieront fermeté et prudence dans leurs relations avec leurs interlocuteurs de l'Est. L'ensemble du dialogue comporte des aspects inséparables — sécurité, libertés, coopération, etc. — dont aucun ne saurait être sacrifié aux autres. Il est probable qu'on s'efforcera de les concilier non pas en faisant de vaines concessions sur le fond mais en misant sur le temps nécessaire aux évolutions.

Le point le plus sensible
dans le débat
entre l'Est et l'Ouest

Les droits de l'homme et la circulation des idées

Par ALETH MANIN *

EN août 1975, on s'était accordé à reconnaître que l'Acte final d'Helsinki constituait le pré-lude à la détente en Europe. La conférence de Belgrade ne risque-t-elle pas d'en être le chant du cygne? Pour une bonne part, elle sera dominée, sur la scène et dans les coulisses, par le thème délicat de la « troisième corbeille » : la libre circulation des idées et des hommes et, plus généralement, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Depuis 1975, les événements se sont précipités, et le revirement des Etats participants à l'égard des suites de l'Acte final est dû à des préoccupations nouvelles.

A l'Est, l'Union soviétique, instigatrice directe de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), a abordé la rencontre de Belgrade sans enthousiasme. Comme pour la phase de négociation de la C.S.C.E., elle exige une conférence courte et demande à ses partenaires de fixer une date limite de clôture. Néanmoins, les raisons qui sont aujourd'hui les siennes sont bien éloignées de ses revendications d' alors : la C.S.C.E. était la voie la plus expéditive pour consolider le statu quo territorial ; à Belgrade, les Soviétiques craignent de se trouver sur le banc des accusés ; mieux vaut donc écarter le réquisitoire occidental.

Les autres pays de l'Est n'arrivent pas non plus en situation de force. Certains ne regrettent-ils pas d'avoir préconisé un prolongement de la C.S.C.E. dans l'espoir de continuer à parler haut et fort? Même un Etat comme la Roumanie vient à Belgrade avec quelque appréhension en raison de la dissidence de certains milieux intellectuels.

A l'Ouest, l'évolution est tout aussi visible. En 1975, les Etats-Unis, sceptiques sur l'avenir de la « troisième corbeille », concentraient leurs efforts sur les aspects militaires de la détente. Ils ne souhaitent pas que leur intérêt soit affecté, à Vienne notamment, où se poursuit encore la discussion sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe. Ce sont les Neuf principalement qui ont alors tenu pied à pied avec les Soviétiques pour élaborer l'essentiel de la coopération humanitaire. Désormais, l'ère Nixon-Kissinger est bien close. L'administration Carter, qui examine à la loupe l'Acte final, sera à la pointe du combat, tandis que les Neuf devraient se montrer légèrement en retrait. A la réunion de Londres, en février dernier, ils se sont mis

d'accord pour considérer que l'Union soviétique n'était pas allée assez loin dans le domaine de la détente, ni aussi vite qu'il était souhaitable, mais ils ont également pris la résolution de ne pas brusquer les choses et de s'abstenir de toute pression ouverte en faveur de la libéralisation en Europe de l'Est.

A l'Est comme à l'Ouest, le revirement des milieux officiels traduit finalement la prise de conscience d'une opinion publique qui sait maintenant qu'elle constitue l'enjeu majeur des négociations de Belgrade. C'est l'Union soviétique, on s'en souvient, qui a voulu faire appel aux « exemplaires » pour asseoir l'autorité de l'Acte final. Chaque Etat participant devait s'engager à « le faire connaître le plus largement possible ». Or l'accès mis sur l'importance des succès obtenus par la diplomatie

socialiste s'est retourné contre ceux qui pensaient en tirer le plus grand profit, également sur le plan interne. C'est en effet l'Acte final qui est invoqué dans le combat qui oppose au Kremlin ceux qui réclament, en U.R.S.S., un plus grand respect des droits de l'homme et la liberté d'émigration. C'est au nom de l'Acte final que plus de cent mille personnes demandent à sortir de R.D.A. et qu'un groupe d'intellectuels s'intéressent, en Tchécoslovaquie, sur le sentier d'un véritable socialisme. En c'est en raison de la place que les médias ont accordée à ces affaires que l'opinion publique occidentale évoque les dispositions d'Helsinki et requiert de ses dirigeants une plus grande vigilance à Belgrade.

Deux pommes de discorde

DEUX points cruciaux dominent déjà une controverse où se mêlent les considérations idéologiques et les arguments juridiques. Le premier concerne la nature des débats. Peut-on examiner les résultats de la coopération humanitaire sans tenir compte de l'état des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur le territoire de chaque Etat participant? L'Union soviétique multiplie les avertissements et les mises en garde contre toute concentration des travaux sur la question des droits de l'homme, et les milieux officiels comme l'ensemble des moyens d'information se placent à souligner que les pays de l'Est n'ont pas à rougir de la situation puisqu'ils « appliquent et matérialisent les clauses de l'Acte final ».

En serait-il autrement que toute discussion serait vouée à l'échec. La coopération humanitaire, précise-t-on à Moscou, doit être entendue dans le plein respect des principes qui gouvernent les relations entre les Etats participants, en l'occurrence en pleine conformité avec les règles posées dans la déclaration sur les relations mutuelles entre Etats, qui fait l'objet de la « première corbeille ». Or l'une de ces règles prescrit aux Etats de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures ou extérieures relevant de la compétence nationale d'un autre Etat. La conclusion est claire : dans les pays de l'Est, les contacts humains, les échanges de tous ordres, ainsi que le traitement réservé aux nationaux, constituent des affaires strictement internes, soustraites de ce chef à toute discussion au niveau international.

Les Occidentaux ne l'entendent pas de cette oreille. Car, que vaudraient alors les engagements d'Helsinki? Lorsque des correspondants de presse sont expulsés de R.D.A. lorsque des savants soviétiques sont privés de leur travail pour avoir déposé une demande d'émigration, la R.D.A. et l'U.R.S.S., pour ne citer qu'elles, ne violent-elles pas les principes d'Helsinki? Le dialogue de la « première corbeille » contient en effet un septième principe — respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales — qui impose aux Etats de « favoriser et d'encourager l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, économiques et sociaux, culturels et autres... ». Au demeurant, une discussion sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les Etats signataires de l'Acte final ne peut être qualifiée d'ingérence dans les affaires inté-

rieures au sens ordinaire du terme. L'existence d'un septième principe dans un texte signé en commun prive la thèse socialiste de toute pertinence.

On doit donc s'attendre à Belgrade à une discussion ouverte. Les mesures prises à l'encontre des ressortissants étrangers qui n'ont pas voulu se plier à la règle socialiste y seront naturellement évoquées, mais aussi celles qui ont frappé certains nationaux des pays de l'Est qui se sont réclamés des dispositions de l'Acte final. Les gouvernements occidentaux, sans vouloir pour autant jeter de l'huile sur le feu, y sont fermement résolus. Aucun dialogue ne serait possible si les Etats socialistes maintenaient leur position actuelle.

Le second point épineux concerne la libre circulation des idées. On en a vu les échanges intellectuels deux ans après Helsinki? Les pays de l'Est se plaindront sûrement des émissions de Radio Liberty et de

* Maître assistant à l'université de Paris-L.

Radio Free Europe, dont les crédits viennent d'être doublés par les Etats-Unis. De leur côté, ils se verront accusés de faire obstruction aux journaux occidentaux, qui ne reçoivent guère une meilleure diffusion qu'avant 1975. Il est vrai que M. Brejnev a écarté à l'avance un tel grief ; l'Union soviétique, en particulier, n'aurait pas à rougir de la situation : elle importerait plus d'informations qu'elle n'en exporte, dix fois plus de films, deux à trois fois plus d'émissions télévisées, six à sept fois plus d'œuvres littéraires.

On risque donc de ne pas parler le même langage. On le sentira nettement à propos du statut des journalistes, autre pomme de discorde. Certes, des accords sont intervenus depuis 1975, qui faciliteront désormais leurs déplacements professionnels, en U.R.S.S. et en R.D.A. notamment. Toutefois, leur statut demeure précaire. Où doivent-ils rechercher l'information? Dans les agences officielles? Comment doivent-ils la présenter à leurs lecteurs ou leurs auditeurs? En évitant le « sensationnel », c'est-à-dire l'événement non contrôlé. Sinon, il leur est reproché de se livrer à une agression permanente, en régime « en place et de s'imposer indûment dans des affaires qui ne les concernent pas. Le fossé est profond sur le sens même de l'information.

Les pays de l'Est ayant d'ores et déjà adopté une attitude défensive, quelle peut être celle des Occidentaux? Deux points de départ sont plausibles. Dresser un bilan-réquisitoire ou engager une négociation courtoise et superficielle. Le premier schéma entraînerait un durcissement de la position socialiste, qui serait préjudiciable à l'ensemble de la conférence. Le second est celui par lequel les pays qui entendent faire porter la discussion sur l'état des libertés dans les pays de l'Est.

C'est donc une ligne médiane qui a toutes chances d'être retenue. Elle sera d'autant plus souple que les Etats occidentaux n'ont pas une très grande liberté de manœuvre. D'un

côté, il n'est pas question de lâcher la dissidence interne, dont la survie est liée aux pressions qui s'exerceront à Belgrade sur les Etats concernés. Mais, de l'autre, de quels moyens dispose-t-on? Personne n'ignore que l'Union soviétique n'hésitera pas à couper les ponts si, accablée par les menaces, elle estime que ses intérêts vitaux sont en jeu. C'est alors le dialogue Est-Ouest qui se trouverait compromis, sans aucun avantage pour la cause défendue.

Dès lors, comment convaincre les dirigeants des pays socialistes de mettre une sourdine à ce qu'on appelle pudiquement l'intensification de la lutte idéologique? En proposant des concessions sur le plan économique? C'est à prévoir. Mais aussi, nécessairement, par une approche prudente de la gestion.

Cela entraîne un certain nombre de conséquences. Au niveau de la procédure, des précautions doivent être prises pour éviter que la discussion ne s'envenime tout en n'étudiant aucun problème. Diverses solutions peuvent être retenues, par exemple celle qui consiste à aborder les débats politiques généraux en séances plénières et à réserver à des groupes de travail restreints l'étude approfondie et systématique des droits de l'homme.

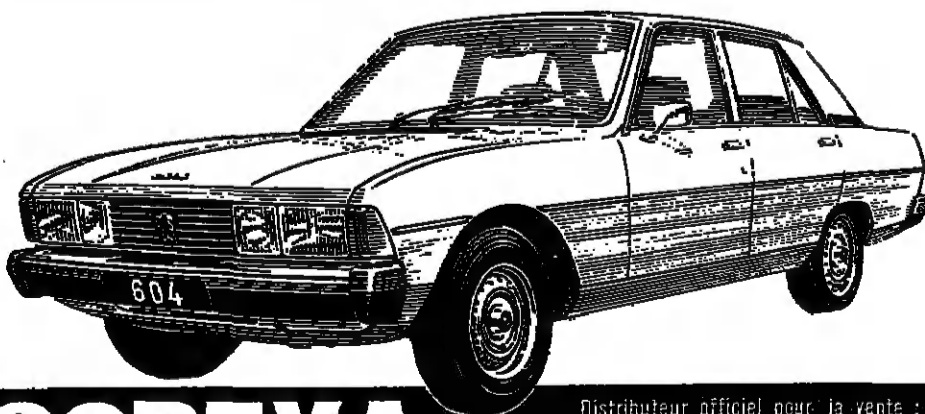
Au fond, à quoi peut-on aboutir? A une révision de l'Acte final? Les Soviétiques y sont tout à fait opposés. Ils n'accepteront aucune prescription nouvelle sur le contenu des libertés. On peut donc tout au plus espérer un accord sur l'interprétation des dispositions les plus vagues de la « troisième corbeille » : à quoi correspond, par exemple, la notion de famille, qui sert de critère à certains contacts?

Pour le reste, l'essentiel du débat ne fait que commencer. Le mérite principal d'une conférence comme celle qui va s'ouvrir à Belgrade est d'exister. Elle constitue un jalon dans cette entreprise qui veut concilier deux détenteurs : celle qui passe par la volonté des Etats et celle qui passe par une meilleure compréhension entre les hommes.

Lire pages 6 à 8 :

- P. 6-7. — La classique confrontation entre deux conceptions de la liberté, Ryszard Wojas. — Les « mesures de confiance » militaires et le désarmement, Victor-Yves Gheblin. — Pour consolider et élargir le processus de détente, Marien Dobrosielski. — Au cœur de la sécurité européenne : la question allemande, par Charles Zengibie.
- P. 8. — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, Pierre Hessemer.
- La liberté de voyage et le fantôme de McCarthy aux Etats-Unis, Schofield Coryell.

automobiles
PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBADERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peugeot 280.426

Inquiétude devant certaines campagnes lancées à l'Ouest

ALIRE la presse bourgeoise occidentale, on pourrait aboutir à la conclusion que la « troisième corbeille » de l'Acte final de la C.S.C.E. est devenue l'un des critères fondamentaux de la détente. S'il en était ainsi, réellement, la paix sur notre continent aurait des fondements bien fragiles.

Cependant, on pourrait également tirer une conclusion apparemment positive : les raisons pour lesquelles les guerres éclataient le plus souvent en Europe — remises en cause des frontières, conquêtes territoriales, atteintes à la souveraineté — ont déjà trouvé des solutions solides ; aussi peut-on, aujourd'hui, s'offrir le « luxe » de conditionner la détente par des raisons afférentes à la vie spirituelle.

Mais une telle conclusion ne serait positive qu'en apparence, attendu que plus d'une guerre en Europe a été déclenchée pour des motivations idéologiques. Mais, à les analyser de plus près, il ne serait pas difficile de découvrir ce qui s'y cachait jadis et ce qui s'y cache aujourd'hui, à savoir des rapports d'intérêt bien déterminés.

Qu'aujourd'hui l'interprétation volontariste des dispositions de la « troisième corbeille » cache des intérêts absolument contraires à la détente, le journaliste polonais peut le montrer en évoquant l'exemple des forces nationalistes de la République fédérale d'Allemagne. Et ce n'est pas parce que nous sommes particulièrement sensibles au problème allemand. Tout simplement parce que ces forces nous invitent à réfléchir sur les motifs qui inspirent certaines campagnes déchaînées autour de la « troisième corbeille ».

Ces motifs ont été exposés sans ambages au Congrès annuel des sciences militaires (Wehrkunde) qui s'est tenu en février dernier à Munich. Le Dr Kurt Biedenkopf, ancien secrétaire général de la C.D.U., actuellement président de ce parti en Rhénanie-Westphalie, a dit ouvertement que l'objectif stratégique de l'Occident devrait être la « déstabilisation de l'aire de domination communiste » et qu'en même temps il faudrait « préserver la paix sociale en Europe », occidentale, cela s'entend.

Brandissant, en l'occurrence, l'épouvantail des armements dans les pays socialistes, il expose son raisonnement : si nous agissons dans le sens de la « déstabilisation » des pays socialistes — c'est-à-dire dans le sens de leur désintégration intérieure, — il faut que nous nous dotions d'une cou-

verture militaire suffisante, car l'Est pourrait réagir allérgiquement à tout tentative de cet ordre. C'est pourquoi l'Europe occidentale devrait faire un effort d'armement et renforcer ses liens avec les Etats-Unis.

Qu'en pensons-nous, nous Polonais ? Comme il n'y a pas et ne peut y avoir d'autre Pologne que celle qui existe et se développe dans le cadre du système socialiste, toute tentative faite pour la déintégrer de l'extérieur serait un attentat non seulement contre son système, mais contre la nation et contre son Etat. Dans le cas des révisionnistes ouest-allemands, tendre à la déstabilisation des pays socialistes signifie tout simplement tenter de remettre en cause l'ordre de paix existant en Europe.

A aucune étape de la situation internationale, nous ne devons oublier que la reconstruction du Reich allemand dans ses frontières d'avant-guerre est, sans discontinuité, le programme officiel de tous les partis représentés au Bundestag, encore que chacun d'eux mette plus ou moins fort l'accent sur l'importance de cet objectif, et envisage différemment les risques liés à la poursuite de cet objectif. Pour la C.D.U., précisément du point de vue de ses visées nationalistes — tout moyen pouvant contribuer à établir les rapports des forces en Europe de l'Est est bon. Ce moyen, c'est, pour la C.D.U., parti représentant près de la moitié de la population de la R.F.A., la fameuse « troisième corbeille », bien qu'elle se soit opposée au Bundestag à la signature de l'Acte final par le gouvernement ouest-allemand.

Evidemment, l'aspect final particulier, allemand, de la controverse suscitée par la « troisième corbeille » ne devrait pas nous empêcher de convenir que si la confrontation idéologique s'est

La classique confrontation entre deux conceptions de la liberté

Par RYSZARD WOJNA *

aliquides, c'est, dans une certaine mesure, le résultat logique de l'actuelle situation internationale. On ne peut exclure qu'au fur et à mesure que se renforcera l'infrastructure de la coexistence pacifique, une nouvelle dialectique façonnera les relations internationales. Puisque la guerre, à l'ère nucléaire, a cessé d'être un prolongement rentable de la politique, il est naturel que gagnent en importance les autres composantes de la sécurité des Etats et des peuples — et non principalement, comme il en fut jusqu'à présent, le facteur militaire.

Parmi ces composantes, il faut mentionner, en premier chef, le sens social de la stabilisation et de la sécurité économiques, ainsi que de large éventail de questions humanitaires qui déterminent la « qualité de la vie ». De ce complexe de questions, l'Ouest a sorti assez arbitrairement les « droits humains », en tentant d'en faire une arme contre le socialisme.

Ces droits sont, depuis des milliers d'années, l'objet de discussions avec, au centre, le problème de l'interdépendance, c'est-à-dire de l'opposition ou de l'harmonie entre la liberté de l'individu et la liberté et la sécurité du groupe social donné. S'il n'y avait pas de conflits autour de cette question, nous n'aurions pas aujourd'hui ces grandes œuvres de la littérature mondiale qui constituent notre propriété commune. L'opposition entre les raisons d'Antigone et celles de Créon ne reflète-t-elle pas la confrontation entre les raisons de l'individu et les raisons de la société ? Comme en cette matière il n'y a pas de critère absolu, l'humanité n'aboutira pas de sitôt à un consensus mondial sur le problème de la liberté.

Les imperfections du système

sur la société, et aussi le pluralisme politique.

Pour le capitalisme, la discussion de ces questions n'a pas un caractère purement philosophique. C'est sur cette notion de liberté qu'est basée la structure du système et les règles de la vie sociale et économique. Et c'est ainsi que nous sommes, depuis un certain temps, témoins de tentatives visant à convaincre le monde du caractère prétendument universel de la conception capitaliste de la liberté. C'est cette concep-

tion que l'on brandit pour sonner l'alarme et arguer que la conception socialiste de la liberté s'écarterait de la conception admise par l'humanité (lire : pas le capitalisme).

La caractéristique pharisaïque de la plupart des discussions sur cette question est évidente. On admet, en effet, que tous les gens honnêtes se prononcent pour le maximum de liberté, et qu'il faut juger négativement tous ceux qui sont d'avis contraire.

La liberté, dans son acception sociale, est toujours un compromis, au nom des buts du système donné, compte tenu du caractère national qui s'est façonné sous l'influence des conditionnements historiques, géographiques, de la lutte pour l'existence, des coutumes, etc. Le socialisme est un système qui considère que son but suprême est de réaliser, dans toute sa plénitude, le principe de la justice sociale à mesure qu'il en a la possibilité. D'où la différence dans les priorités en système socialiste et en système capitaliste. Par exemple, en Pologne populaire, le droit au travail a été inscrit dans la Constitution alors qu'à l'Ouest, le chômage est considéré comme une chose naturelle, nullement en contradiction avec les principes moraux fondamentaux, comme si le droit au travail et, partant, le droit à une vie digne ne faisaient pas partie des droits fondamentaux de l'homme, comme si l'Etat n'était pas responsable de leur réalisation.

C'est sous cet angle qu'il faut voir le problème réel des affaires humaines dans le monde contemporain. La liberté doit être non seulement une catégorie juridique mais, dans une mesure non moins égale, une catégorie socio-économique. Seuls des droits aussi largement compris sont en conformité avec le processus du renforcement de la détente.

Or d'aucuns, à l'Ouest, nous accusent de vouloir orienter le flux de l'information, des idées et des hommes, selon une conception fixée a priori et subordonnée précisément à la détente, tandis qu'eux nous recommandent les valeurs du flux spontané. Nous les en remercions, nous n'en profitons pas. Nous ne considérons que trop bien les conséquences de l'action spontanée des forces déchaînées par le capitalisme, la guerre y compris.

Cela ne signifie pas qu'en Pologne nous ne présentons pas les conceptions et les positions de l'Ouest dans leur version originale. Depuis trente ans, nous avons, dans la plupart de nos villes, des clubs de la presse internationale et du livre où l'on peut acheter

ou lire sur place — outre les journaux communistes — les quotidiens les plus sérieux paraissant à l'Ouest. En outre, depuis près de vingt ans, paraît hebdomadaire *Forum* qui publie en polonais des articles de la presse étrangère, y compris de la presse bourgeoise. Ces hebdomadaires à un grand tirage.

Il n'entre donc pas dans l'intention de la Pologne populaire de créer des barrières artificielles qui isoleraient de la confrontation avec l'Ouest. Il existe tout au plus des barrières économiques. Je le rappelle à titre d'exemple seulement. A notre avis, et c'est aussi l'avis de ceux qui ont élaboré, au cours de discussions persévérantes, le texte de l'Acte final, le plus important c'est l'objectif auquel ces règles de jeu sont subordonnées. Cet objectif a été formulé en toute clarté dans le préambule à la « troisième corbeille ». Il commence par ces mots : « Les Etats participants, désireux de contribuer au renforcement de la paix et de la coopération entre les peuples, ainsi qu'à l'enrichissement spirituel de la personnalité humaine, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion... » Et, plus loin, le préambule souligne expressément que l'accroissement des échanges dans le domaine de la culture et de l'information contribue à atteindre les buts énumérés plus haut.

C'est cela que se ramène tout le problème. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter une internationalisation telle que la discussion sur la « troisième corbeille », qui porterait atteinte au minimum indispensable de confiance nécessaire dans les relations entre Etats à systèmes sociaux différents s'ils désirent, d'un commun accord, gouverner en faveur de la détente. La légitimité de cette discussion, c'est la paix.

Nous savons que le monde n'est pas parfait. Nous connaissons également les imperfections de notre propre système. Il est constamment en état de se créer. De même, les critères de liberté ne sont pas fixés une fois pour tout. C'est un processus dialectique sur lequel influe aussi bien la situation intérieure que la situation internationale.

Cependant, le fait que nous accordions la priorité aux intérêts communs des plus larges masses de la société et non pas aux intérêts particuliers de certains individus qui cherchent à porter atteinte à l'harmonie entre l'intérêt général et l'intérêt individuel, qui tentent de se mettre en travers de la réalisation de ces intérêts communs supérieurs, confirme notre profonde conviction de la supériorité morale de notre système sur l'idéologie du capitalisme.

Information réciproque en vue de réduire les tensions

L'ACTE final de la C.S.C.E. forme un tout indivisible dont les différentes parties sont d'égale valeur. D'un point de vue purement logique, pourtant, une certaine prééminence de fait semble revenir à la déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles des Etats participants. Ce texte énoncé dix règles fondamentales que les trente-cinq pays de la conférence se sont engagés à respecter dans leurs rapports mutuels sous toutes les formes, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de coopération couverts par l'Acte final. Il possède par consé-

quent le privilège unique de régir la mise en œuvre des trois « corbeilles » à la fois, c'est-à-dire en somme d'être la loi fondamentale de la C.S.C.E.

Cette déclaration sur les principes a été négociée par des Etats à systèmes de valeurs opposées, mais que la règle du consensus conduisait à trouver un vocabulaire commun. En fait, les parties en présence ou bien ne parlaient pas le même langage, ou bien utilisaient les mêmes mots pour viser des réalités différentes. Le plus souvent, on n'est parvenu à des compromis mutuel-

Par VICTOR-YVES GHEBALI *

lement acceptables qu'au prix de formules ambiguës sauvegardant dans une même disposition ou un même principe, des conceptions très différentes. Pour compliquer le tableau, on relèvera que les six versions de l'Acte final (toutes d'égale foi ne sont pas de la plus parfaite concordance. La déclaration sur les

* Chargé de recherches au Centre de recherches sur les institutions internationales de Genève.

principes est donc certainement le produit le plus ambigu de la conférence d'Helsinki.

Les pays de l'Est considèrent les dix principes comme le résultat principal de la C.S.C.E. dans la mesure où, d'une part, ils consacrent les réalités territoriales et politiques issues de la seconde guerre mondiale (inviolabilité des frontières et intégrité territoriale) et, d'autre part, servent à combattre l'utilisation abusive par les Occidentaux du respect des droits de l'homme (égalité souveraine et non-intervention). Pour les pays de l'Ouest, le docu-

ment sur les principes présente le triple avantage de préserver la possibilité d'une modification pacifique des frontières (égalité souveraine), d'invalider la doctrine Brejnev (non-recours à la force, intégrité territoriale, non-intervention, autodétermination) et de fournir à la « troisième corbeille » son fondement naturel (respect des droits de l'homme). Quant aux pays neutres et non-alignés, ils perçoivent les principes sous l'angle de la démocratisation des relations paneuropéennes (égalité souveraine, non-intervention, coopération, autodétermination), ainsi que

Les « mesures de confiance » militaires et le désarmement

Au cœur de la sécurité européenne

LA QUESTION ALLEMANDE

Par CHARLES ZORGBIBE *

AU cœur de la sécurité européenne, la question allemande : le mot d'ordre de l'élaboration d'un traité de sécurité collective à l'échelle du continent n'est-il pas, dans les années 50, la réponse soviétique à l'absence de traité de paix sur et avec l'Allemagne ? Le refus des puissances occidentales ne procède-t-il pas, d'abord, du souci de ne pas se faire imposer la prise en considération de la République démocratique allemande ? La reconnaissance des réalités allemandes ne figure-t-elle pas encore en bonne place, dix ans plus tard, dans la campagne incontestable des membres du pacte de Varsovie pour la convocation d'une conférence paneuropéenne ?

La détente intervenue, c'est encore à la situation territoriale de l'Allemagne que se heurte le dialogue paneuropéen naissant. Quelle valeur juridique attribuer à la situation territoriale créée à Potsdam, au statut

de Berlin, à l'organisation gouvernementale de la R.D.A. ? A ces trois questions fondamentales, les traités qui concrétisent la « politique vers l'Est » apportent une esquisse de réponse. Les négociations sur la question allemande étaient bien le préalable à l'ouverture du dialogue paneuropéen ; elles ont, en même temps, constitué un creuset forgeront quelques-uns des comportements ou des méthodes qui caractérisent aujourd'hui les discussions paneuropéennes. Mais le dialogue paneuropéen, les principes dont il a permis l'élaboration, les interprétations qui leur sont données, n'ont-ils pas, à leur tour, un impact sur la question allemande, ne tracent-ils pas un ou plusieurs chemins pour l'avenir allemand ?

La préparation de la C.S.C.E. a joint, dès 1969, un rôle de catalyseur à l'égard du problème allemand en précipitant les négociations liées à la « politique vers l'Est » de la République fédérale et en activant celles des Quatre sur Berlin. En retour, les négociations sur le problème allemand ont constitué, pour le dialogue paneuropéen, un banc d'essai, un test :

1) Une démarche pragmatique est adoptée, dans le but de dépasser les oppositions de principe héritées de la guerre froide. Lors des négociations avec l'Union soviétique et la Pologne, apparaît, pour l'Allemagne fédérale, l'impossibilité d'une acceptation pure et simple du « statu quo », la nécessité de sauvegarder les chances d'un rétablissement de l'unité allemande par le jeu du principe de libre détermination : le gouvernement de Bonn ne pouvait pas se permettre d'approuver les transferts territoriaux décidés par une conférence — celle de Potsdam — qui ne comportait aucune représentation allemande. Les traités de Moscou et de Varsovie surmontent l'obstacle grâce à un évident byzantinisme juridique : la consécration juridique du règlement territorial de

Potsdam est obtenue non par une véritable reconnaissance de la validité des transferts opérés, mais par un appel aux principes de la Charte des Nations unies : l'obligation de respecter les situations existantes, l'engagement de s'abstenir de recourir à la force et de régler les différends par des moyens pacifiques.

Par son contenu, comme par l'approche des problèmes, le traité fondamental R.F.A.-R.D.A. est voisin des traités de Moscou et de Varsovie : la R.D.A. n'est pas reconnue juridiquement ; sa qualité étatique est contestée. Ainsi prend forme un « modus vivendi » en vertu duquel l'Allemagne, selon la formule du chancelier Brandt, est à même de transformer l'affrontement R.F.A.-R.D.A. en une coexistence réglée.

« Modus vivendi » sur Berlin

On retrouve dans l'accord quadripartite sur Berlin la même souci de dépasser les oppositions des parties par une limitation des objectifs visés. En parvenant à un « modus vivendi » sur Berlin, c'est-à-dire sur le point important foyer de crises en Europe depuis la fin du second conflit mondial, les Quatre ont effectué un nouveau pas vers l'élaboration d'un « modus vivendi » global pour l'ensemble de l'Europe. En revanche, dans ce cadre global, l'accord sur Berlin ne constitue pas une solution définitive : seul un objectif limité — alléger les conséquences de la division de l'ancienne capitale du Reich — a permis d'atteindre des résultats limités. A plus long terme, l'efficacité de l'accord dépendra de la détente politique en Europe.

2) Des ambiguïtés juridiques sont volontairement maintenues, en vue de concilier les dogmes juridiques-politiques qui subsistent.

Ainsi, dans l'accord sur Berlin, les Quatre ont estimé préférable de ne pas dissimuler

la diversité des positions juridiques en présence. Du même coup, ils sont contraints de passer très discrètement sur la délimitation de l'assiette territoriale de l'accord. S'agit-il de Berlin-Ouest ou de la ville entière ? La réponse de nos diplomates à la Kofu est qu'il s'agit de la « région concernée ». La confirmation des droits des trois puissances occidentales à Berlin-Ouest ne doit donc pas faire oublier la persistance du désaccord sur le statut juridique de l'ensemble de Berlin.

Même terminologie volontairement floue dans le traité de Prague : la République fédérale et la République démocratique conservent leurs positions respectives quant aux caractéristiques de la nullité de l'accord de Munich — nullité constatée « dans les conditions du traité ». Même ambiguïté fondamentale dans le traité R.F.A.-R.D.A. : le droit à l'autodétermination est affirmé ; mais, pour la R.D.A., ne s'agit-il pas d'une libre détermination de la nation est-allemande d'autant plus que les divergences sur la « question nationale » sont reconnues dans le préambule ?

3) Une double lecture des traités sur la question allemande est donc possible — comme sera possible une double lecture de l'Acte final d'Helsinki. Cette ambivalence dans l'analyse juridique est facilitée par le fait que le gouvernement fédéral ne semble pas avoir une idée précise de la structure politique de l'Allemagne future — de même que les puissances occidentales n'ont guère dégagé les objectifs lointains de leur dialogue avec l'Est. Imprécision manifeste ou volonté d'éviter tout « projet » ? Il est certain que toute description véritable des buts à atteindre ne pourrait que masquer la méfiance de l'interlocuteur et nuire finalement à la réalisation desdits buts.

Il n'en reste pas moins qu'apparaît ici, en toute clarté, le double pari contradictoire formulé à Bonn et à Berlin-Est : pour la

مركز الأمل

sous celui de l'indivisibilité de la sécurité et de la coopération dans le monde entier (reconnaissance par la C.S.C.E. du magistère de l'ONU). Les dix principes se trouvent incorporés dans un texte à caractère général et abstrait qui n'appelle pas de mesures précises de mise en œuvre. C'est pourquoi ses effets ne peuvent être évalués qu'en termes négatifs, c'est-à-dire d'inertie. De fait, depuis Helsinki, la plupart des signataires n'ont cessé de se porter des accusations mutuelles à cet égard.

Les griefs de l'Est peuvent ainsi se résumer. Le principe de non-intervention est constamment violé par les Occidentaux non seulement dans leurs relations avec les pays socialistes (interventionisme moralisant de l'administration Carter), mais encore dans leurs rapports régionaux (attitude de l'OTAN et de la C.E.E. à l'égard du Portugal ou de l'Italie). Comment du reste concilier le principe de l'égalité souveraine avec les tentatives de l'OTAN visant à priver Chypre de sa souveraineté ? Comment justifier, eu égard aux principes de la coopération et de la bonne foi, la politique de l'administration de la C.E.E. à l'égard des pays socialistes ? Comment prétendre qu'il existe des violations des droits de l'homme à l'Est alors que ces mêmes droits sont, à l'Ouest, soit protégés d'une façon formelle, soit bafoués comme en Union soviétique ?

Du côté de l'Ouest, les récriminations sont tout aussi vives. Le principe de respect des droits de l'homme est constamment invoqué en relation avec le régime de contestation et de répression en U.R.S.S., en R.D.A., en Tchécoslovaquie et en Pologne. La proposition socialiste visant le non-élargissement de l'OTAN et du pacte de Varsovie a été rejetée comme contraire au droit des Etats d'appartenir à des alliances, droit inscrit dans le principe de l'égalité souveraine. Le traité U.R.S.S.-R.D.A. du 7 octobre 1975 se trouve en contradiction flagrante avec la lettre et l'esprit des principes d'Helsinki : ne faisant aucune allusion (contrairement aux accords de 1969 et de 1964 conclus entre les mêmes pays) à l'existence d'une réunification de l'Allemagne, il pose la question de la réunification de l'Allemagne par la C.S.C.E. — que l'indivisibilité des frontières équivaut à leur immutabilité : par ailleurs, il apporte une coopération juridique bilatérale à la doctrine Brejnev.

Les neutres et les non-alignés ne sont pas demeurés en reste. Grande est leur déception de constater que

l'esprit d'Helsinki ne s'est pas traduit dans les faits, c'est-à-dire que les relations paneuropéennes continuent plus que jamais à être conçues et menées en termes de bloc. Pour sa part, la Yougoslavie a accusé l'Autriche de violer le principe des droits de l'homme en appliquant un traitement discriminatoire à ses minorités croates et serbes.

L'un des rares exemples de l'application positive des principes d'Helsinki est celui du règlement du conflit de Trieste (dernier litige territorial de la seconde guerre mondiale) intervenu entre la Yougoslavie et l'Italie en novembre 1975 avec les accords d'Ostria. Mais on pourrait en réalité soutenir qu'il s'agit d'un développement dont la C.S.C.E. n'a fait que constater la matérialisation.

Somme toute, on se trouve amené à constater — un peu abruptement — que les principes d'Helsinki ont jusqu'à présent alimenté la polémique plus qu'ils n'ont été des facteurs de détente. Ne sont en cause ni la nature ou le contenu intrinsèque des principes, ni même la bonne foi des signataires. La déclaration sur les principes souffre d'une laideur conceptuelle et d'illusions réciproques.

Un mécanisme original

L'ACTE final d'Helsinki énonce quatre sortes de « mesures de confiance », dont l'une — la notification préalable des manœuvres militaires d'envergure — représente pour les Etats signataires un engagement politique contraignant, dans les limites toutefois d'un certain nombre de paramètres bien précis (sens de vingt-cinq mille hommes des formations terrestres, prévus de vingt-huit jours, transmission par voie diplomatique, etc.). Toutes les autres n'ont en revanche qu'un caractère purement facultatif : la notification préalable des manœuvres militaires d'envergure non touchées par le système des paramètres, celle des mouvements militaires d'urgence et, enfin, les échanges d'observateurs aux manœuvres militaires quelle que soit leur ampleur. L'acte final ne définit d'aucune façon le concept de manœuvres ou celui de mouvement. Les travaux préparatoires autorisent néanmoins à croire que les Etats participants estimaient d'une façon générale qu'une « manœuvre » était un déplacement de forces sur pied de guerre à des fins d'exercice et qu'un « mouvement » consistait en un transfert d'unités prêtes au combat hors de leur base permanente en vue d'un nouveau déploiement.

En dépit de différences sensibles d'approche, la mise en œuvre des

mesures de confiance se révèle à l'heure actuelle correcte dans l'ensemble. L'approche occidentale a toujours été et reste plus politique que militaire. En lançant l'idée même de mesures de confiance, les pays de l'Ouest avaient en vue de favoriser entre les hiérarchies militaires de l'Europe un climat général de confiance, de « dédramatisation » des contacts directs (échanges d'observateurs) et de réflexes d'information mutuelle. Pour eux, il s'agissait moins de recueillir des renseignements d'ordre militaire sur l'autre camp que d'établir des relations de confiance. Les alliances sont bien outillées à cet égard : d'introduire l'esprit de la « troisième corbeille » dans une sphère de relations où malentendus et tensions peuvent avoir les conséquences les plus néfastes. A partir de ces prémisses, inspirées directement des pratiques de l'OTAN, les Occidentaux ne pouvaient que s'efforcer de donner l'interprétation la plus large possible aux dispositions de l'acte final, avec d'ailleurs l'espoir d'être imités par l'Est. Des l'automne 1975, les membres de l'alliance atlantique ont ainsi notifié l'ensemble de leurs manœuvres à partir de dix mille (et non de vingt-cinq mille) hommes. Ce sont d'ailleurs les mêmes hommes qui ont exercé l'exercice multilatéral « Batten Bolt 75 », qui eut lieu en Norvège en octobre 1975. A l'heure actuelle, les

manœuvres notifiées seraient au nombre de treize. Les nombreux observateurs invités à cinq de ces manœuvres repèrent à cet égard les plus larges facilités possibles.

La période intermédiaire entre Helsinki et Belgrade montre d'autre part que les pays du pacte de Varsovie demeurent (à l'exception peut-être de la Roumanie) plus ou moins prisonniers d'une conception militaire de la question des mesures de confiance. Pendant longtemps, à la conférence, l'Est n'avait vu dans ces mesures qu'un système destiné avant tout à institutionnaliser une sorte de pratique indirecte d'espionnage visant ses activités militaires, en règle générale entourées, contrairement à celles de l'OTAN, de secret. C'est pourquoi d'aucuns proposaient que les pays socialistes tentent d'esquiver leurs engagements. Tel n'a pas été le cas. Mais l'attitude de l'Est peut être taxée de restrictive en ce sens que le respect — scrupuleux — des paramètres s'est doublé d'une interprétation étroite des dispositions facultatives. Lancées seulement à partir de janvier 1976, les notifications obligatoires n'ont jusqu'à présent concerné que quatre manœuvres d'envergure (trois soviétiques et une multilatérale en Pologne) ; en fait, il semble que, au lendemain du « sommet » d'Helsinki, le commandement du pacte de Varsovie ait adressé aux Etats membres une directive leur recommandant de modérer l'ampleur et la fréquence de leurs manœuvres. Pour ce qui est des échanges d'observateurs, les invitations furent en général adressées aux pays voisins (et notamment à des pays comme la Turquie ou la Grèce, alors en plein réexamen de leurs relations avec les Etats-Unis) pour une brève période et avec de strictes conditions d'observation : par ailleurs, les pays de l'Est ont jusqu'à présent systématiquement refusé d'envoyer des observateurs aux manœuvres de l'OTAN afin, semble-t-il, de se réserver toute latitude de dénoncer leur caractère jugé agressif et anti-détente. Seule entre tous la Hongrie a esquissé un pas en avant en notifiant deux manœuvres qui, avec respectivement dix mille et dix-huit mille hommes, ne tombaient pas dans le champ des paramètres obligatoires. La portée pratique de ces deux notifications, sans préavis ni détails, est sans doute très faible. Mais il y a là un geste dont on aurait peut-être tort de sous-estimer la valeur symbolique.

Quant aux pays neutres et non-alignés, ils ont, dans les limites de leurs possibilités militaires, relativement restreintes honoré leurs engagements sans faille. Toutefois, ils demeurent profondément insatisfaits du système, qui leur apparaît comme

trop peu contraignant. Les questions militaires et de désarmement seront sans nul doute le terrain privilégié sur lequel les neutres et non-alignés (et d'autres petits pays) porteront l'offensive au cours de la prochaine réunion diplomatique de Belgrade.

On peut tirer deux enseignements du plan général des mesures de confiance. En premier lieu, le fait que les parties en présence interpellent, l'une restrictivement et l'autre extensivement, les dispositions d'Helsinki importe peu. L'essentiel reste qu'un mécanisme original de contacts et d'informations a été mis en branle dans la sphère même des tensions les plus immédiates. Une pratique nouvelle tend à s'établir en Europe grâce à la C.S.C.E. En second lieu, il paraît douteux que les mesures de confiance aient rempli leur fonction réelle : le renforcement de la confiance. D'une part, elles ne sont pas autre chose que des mesures de type « collatéral » : elles ne peuvent se révéler pleinement utiles qu'une fois associées ou superposées à un mécanisme de désarmement ou de désengagement ; il n'est d'ailleurs pas fortuit qu'on les retrouve en partie sous la dénomination de « mesures associées » (ou « de stabilisation ») dans les propositions occidentales à la conférence sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (M.D.F.R.). De toute façon, pour renforcer la confiance, encore faut-il qu'un tel climat préexiste tant soit peu. Or on sait que les pays de l'Ouest suspectent l'U.R.S.S. de vouloir affaiblir leur volonté et leur capacité de défense. Les Soviétiques renvoient la balle en critiquant la mauvaise foi des Occidentaux, qui restent imperméables aux propositions socialistes de conférence mondiale sur le désarmement, de traité universel de non-recours à la force ou encore de non-utilisation de l'arme nucléaire en premier recours.

Avec les mesures de confiance, la C.S.C.E. s'attaque par un biais symbolique à un problème dont on avait tenu à la garder soigneusement à l'écart et dont les modalités sont négociées dans un cadre plus restreint à Genève (SALT) ou à Vienne (M.D.F.R.). Il est évident que la C.S.C.E. ne pourra apporter de contribution propre à la détente militaire tant que durera une dichotomie de surcroît étanche. Il faudrait qu'au préalable les trente-cinq Etats participants acceptent d'ouvrir un dialogue multilatéral approfondi au sujet du désengagement et du désarmement en Europe.

VICTOR-YVES GHEBALI.

Le cadre et les méthodes d'une compétition dans la paix

Pour consolider et élargir le processus de détente

LES résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont été accueillis en Pologne avec satisfaction et espoir, les moyens de sa mise en œuvre historique, introduisant une nouvelle qualité dans les relations entre les Etats qui ont participé à cette conférence. Les résolutions de l'acte final ont formellement terminé la période de la guerre froide, confirmé définitivement la reconnaissance générale des réalités territoriales et politiques qui se sont formées en Europe à l'issue de la seconde guerre mondiale et de l'évolution d'après-guerre. La C.S.C.E. a été un événement sans précédent dans l'histoire. C'est, en effet, pour la première fois que s'étaient rencontrés, à l'échelon politique le plus élevé, les représentants de trente-cinq Etats, non pas en qualité de vainqueurs pour prouver du sort des vaincus, ni en tant que représentants d'une idéologie ou

d'une conception du monde, pour les imposer à d'autres, ni, non plus, en tant que représentants de certains intérêts économiques pour se concurrencer ou pour la maîtrise de marchés ou de colonies. Ils se sont rencontrés pour adopter et mettre en œuvre les dispositions d'un document que M. Edward Gierk a appelé à Helsinki la grande charte de la paix en Europe pour poursuivre la politique de détente, de sécurité et de compréhension mutuelles.

L'acte final de la C.S.C.E. concerne pratiquement tous les domaines des relations internationales. Il a codifié ce qui avait été reconnu comme positif et favorable dans le passé ; il a défini les directions et les règles de la réalisation de l'évolution pacifique de l'Europe pour des décennies entières. Il est clair que la C.S.C.E. n'a pas changé immédiatement et de façon spectaculaire la situation internationale. Elle n'a pas éliminé — car elle ne le pouvait

Par MARIAN DOBROSLIENSKI *

pas — les contradictions et les rivalités entre pays à systèmes socio-politiques différents. Néanmoins, elle a fixé le cadre et défini les moyens et les méthodes permettant de poursuivre cette compétition dans la paix. Il faut encore beaucoup de bonne volonté de part et d'autre, beaucoup d'efforts pour approfondir la confiance et la compréhension mutuelles afin de liquider définitivement les anachronismes de la guerre froide.

C'est le désir de passer progressivement de la confrontation à la coopération, qui a dominé la naissance de l'idée de la C.S.C.E. Il fut possible de

convoquer cette conférence parce que la politique de détente et de coexistence pacifique avait été couronnée par une série de réalisations concrètes, entre autres la série de traités conclus entre les pays socialistes et la R.F.A. ou encore l'accord quadripartite sur Berlin-Ouest.

Le processus de la détente est et doit rester la tendance dominante, malgré la marée montante de diverses déclarations et de certaines activités à l'Ouest visant à détourner la sans profond. Les partisans de certaines pratiques politiques qui ont leur source dans la guerre froide, non seulement n'ont pas cessé, mais ont multiplié leurs efforts pour freiner et contrecarrer la détente, pour attiser la méfiance et tendre à la confrontation, pour minimiser la signification et les résultats de la C.S.C.E., pour déformer ses dispositions et induire en erreur l'opinion publique de leurs pays.

Il s'est encore écoulé trop peu de temps depuis le « sommet » d'Helsinki pour que nous puissions évaluer pleinement l'influence des résultats de la C.S.C.E. sur l'évolution de la situation en Europe. C'est pour cette raison que nous avons affaire aux opinions et aux sentiments les plus divers, souvent à une certaine indifférence, à des critiques, à des désenchantements. Il est caractéristique que ceux qui, aujourd'hui déclarent attendre beaucoup de la réalisation de l'acte final, qui manifestent très fortement leur mécontentement, sont précisément ceux qui, il n'y a pas bien longtemps encore, étaient des adversaires déclarés de la C.S.C.E., comme par exemple les représentants de la C.D.U. et de la C.S.U. en Allemagne fédérale ou certains groupements politiques et sociaux aux Etats-Unis.

(Lire la suite page 8.)

R.D.A., le fait d'accéder à la vie internationale consolidera les structures de l'Etat allemand ; pour la R.F.A., la « politique ven l'Est » a le mérite d'élargir la compétition des « frères séparés » et de préserver l'avenir. Consacrer la répartition juridique pour permettre un rapprochement sociologique, en profondeur, des différentes fractions de la nation : tel est le paradoxe paradoxal. Reconnaître les réalités territoriales pour remettre en marche les peuples européens : tel est le paradoxe paneuropéen.

Les frontières et les alliances

LES négociateurs occidentaux ont réussi, au cours des travaux de la C.S.C.E., à maintenir ouvert l'avenir allemand : les chances d'un changement pacifique sont préservées dans l'acte final d'Helsinki — comme elles l'étaient dans les traités constitutifs de la « politique de l'Est ».

Cependant, la C.S.C.E. ne pouvait miraculeusement lever les ombes juridiques préexistantes, surtout lorsqu'elles masquent des divergences politiques de fond : les uns et les autres ont rapidement ressenti — comme le prouvent les termes du traité R.D.A.-U.R.S.S. de 1975 ou l'adhésion au principe de changement pacifique dans les interprétations doctrinales de l'Est.

A) Les Occidentaux ont réussi à concilier, dans l'acte final d'Helsinki, les impératifs du changement pacifique et de la sécurité collective en Europe.

Dès le début de la seconde phase de la C.S.C.E., à l'automne 1973, le principe de l'invulnérabilité des frontières, affirmé par les représentants français, avait suscité de vives divergences d'appréciation au sein de la première commission — la France faisait référence à la possibilité de modifier les

frontières par des moyens pacifiques, les Soviétiques exigeant une stricte « inclusion » d'une déclaration par laquelle les Etats s'engageaient à ne plus avancer de prétention territoriale.

Début 1974, la rédaction du troisième principe — l'invulnérabilité des frontières — resta le point sensible des négociations. Pour les Soviétiques, les éventualités de changement sont fort théoriques et devraient être subordonnées à de nouvelles réunions paneuropéennes : un droit de veto serait ainsi conféré à chacun des Etats européens sur toute modification de la carte du continent. Finalement une formule fut adoptée : « considérant que leurs frontières peuvent être modifiées, conformément au droit international, par des moyens pacifiques et par voie d'accord » — est adoptée sous la forme d'une « phrase flottante », qui ne trouve sa place dans l'acte final (à l'intérieur du premier principe, relatif à l'égalité souveraine) que dans les ultimes séances du juillet 1975, et après que la première commission ait fait ressortir, à la demande de l'Allemagne fédérale, l'égalité valeur des dix principes régissant les rapports entre Etats.

Une autre difficulté était apparue, entre temps, au sein de la première commission, née du souhait des quatre Grands du second conflit mondial de réaffirmer les droits, responsabilités et obligations résultant de traités, accords ou arrangements antérieurs. Préoccupation légitime — liée au problème allemand puisque vient d'être codifié le principe de la responsabilité des Etats — pour l'ensemble de l'Allemagne, — mais préoccupation maladroite exprimée puisqu'elle paraissait pouvoir s'appliquer également à d'autres « responsabilités » dont l'irréversibilité n'est pas souhaitée et qu'elle créait entre les parties une discrimination contraire à l'esprit de la C.S.C.E.

Reste que, au-delà de ces péripéties, la reconnaissance d'ordre établi en Europe est loin de se limiter, dans l'acte final, au respect du « statu quo » territorial, ou « gel » des frontières existantes. Le principe de changement pacifique est admis — même si ces moyens ne sont pas clairement définis. Il tire encore plus de force de son association au respect des droits de l'homme (septième principe) et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (huitième principe). Et les mesures de la « troisième corbeille », en concourant à la libre détermination des citoyens, donnent son assise sociologique au principe du changement pacifique.

B) Une autre lecture des principes paneuropéens est, cependant, tentée par les Etats socialistes : le traité conclu par l'U.R.S.S. et la R.D.A. le 7 octobre 1975, deux mois à peine après le « sommet » d'Helsinki, en offre une double illustration.

D'une part, à l'encontre du paragraphe 5 du préambule de l'acte final qui étend l'application des principes paneuropéens à l'ensemble des rapports entre Etats, « indépendamment de leur système politique, économique ou social », le traité de 1973 met l'accent sur la spécificité des rapports entre Etats socialistes. Réaffirmation de la doctrine dite de la souveraineté limitée ou, si l'on préfère, de la « fraternité » entre Etats socialistes, à même de figer l'idéologie dominante et les structures étiennes de la R.D.A., à l'ombre du pacte de Varsovie.

D'autre part, le traité de 1975 érige, à son article 6, l'invulnérabilité des frontières en condition essentielle de la sécurité européenne. Emmerge ainsi l'idée implicite que l'irréversibilité des frontières équivaut à leur immutabilité. Dans le même sens, la doctrine de la R.D.A., malgré la stipulation de l'acte final sur l'égalité importance des dix principes, entend établir une double hiérarchie des normes : non seulement par la primauté de

la « première corbeille » sur les deux autres — seuls les dix principes énoncent un droit immédiatement applicable — mais aussi par une hiérarchisation au sein des dix principes, seuls cinq d'entre eux étant fondamentaux, parmi lesquels celui de non-ingérence qui apparaît comme la conséquence primordiale de l'acte d'Helsinki.

C) Le débat est fondamental pour l'avenir allemand. S'agit-il réellement de privilégier le principe de non-ingérence ? L'hypothèse d'une consolidation des alliances existantes et d'une consécration de la division de l'Allemagne, que redoutait Egon Boh dans ses « modèles » de 1968, serait réalisée. S'agit-il de mettre l'accent sur les droits de l'homme et le changement pacifique ? L'Union soviétique obtient la consécration du « statu quo » mais elle est contrainte de laisser la porte ouverte au dépassement de ce dernier : l'aménagement d'une coopération pratique entre les deux fractions de la nation allemande crée les conditions d'une réunification.

A partir de ces contradictions persistantes, quelles lignes d'action à long terme dégage-t-on pour l'Occident ? D'autres exigences ont parfois été avancées par certains observateurs. Telle la reconnaissance des « limitations inhérentes à toute structure politique », condition de l'affirmation d'un « vouloir-vivre commun au-delà de l'hétérogénéité des idéologies et des cultures ». Telle encore la codification des rapports à établir, au sein d'une même alliance, entre l'Etat leader et ses associés : c'est le thème de la sécurité « intrabloc ».

Sans doute de telles démarches auraient permis de donner leur véritable signification aux négociations d'Helsinki ; mais il n'est pas trop tard : de nouveaux objectifs à long terme pourraient être avancés par les Etats occidentaux lors des futures négociations paneuropéennes.

CHARLES ZORGBIBE.

(Suite de la page 7.)

Ce genre de désenchantement ne peut caractériser que les hommes de mauvaise volonté ou dépourvus de réalisme. Si nous essayons de regarder objectivement la réalité, nous constatons que la conférence d'Helsinki a déjà donné maints résultats positifs. Car il est indéniable que, depuis sa tenue, la paix s'est renforcée, que la crainte mutuelle d'une menace militaire directe a diminué, que les formes de consultations politiques se sont enrichies et élargies, tout comme la coopération économique, scientifique, technique, culturelle, l'échange dans le domaine de l'information, de l'éducation, etc. Il est évident que l'on peut et qu'il faudrait faire plus, et l'importance qui se manifeste dans certains cas peut être compréhensible. Cependant, si nous comparons la situation actuelle sur notre continent, avec toutes ses insuffisances, avec celle d'il y a dix-quinze années, nous nous devons de constater combien elle a changé avantageusement.

La déclaration de principes adoptée à Helsinki est, dans la situation actuelle, la meilleure concrétisation de l'idée de la coexistence pacifique. La meilleure, parce qu'elle a été élaborée d'un commun accord par tous les Etats qui ont participé à la C.S.G.E. L'observation et la réalisation de l'ensemble

des dix principes par tous les Etats participants à la conférence créent des bases larges et durables pour la paix, la sécurité, une coopération mutuellement avantageuse dans tous les domaines à l'échelle du continent. Parmi ces dix principes, il y a ceux de l'égalité souveraine, de l'inviolabilité des frontières, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité des droits, de la coopération entre les Etats, et non seulement le principe des droits de l'homme, conçu d'ailleurs dans la propagande à l'Ouest sous une forme déformée et limitée — et sur lequel se concentre une action pleine d'hyppocrisie dirigée contre les pays socialistes. Dans ce contexte, il conviendrait de rappeler ce vieux dicton anglais : « Charity begins at home » ou peut-être cette sentence de la Bible : « Que celui qui est sans faute jette la première pierre ». L'approche socialiste des droits de l'homme est différente, mais plus pleine, plus concrète que l'approche toute formelle du libéralisme. Bref, elle n'est pas seulement pour la « liberté » formelle mais aussi pour « l'égalité » réelle.

Il conviendrait d'indiquer également que le septième principe traite non seulement des droits politiques, mais aussi des droits économiques, sociaux, culturels. La condition fondamentale d'un

élargissement et d'un approfondissement de la sphère des droits de l'homme est, pour des millions d'hommes, dans tous les Etats participants à la C.S.G.E., comme dans les Etats du monde entier, de mener et d'approfondir la politique de détente et de coopération. C'est là une conviction qui procède de faits historiques. La politique de détente en Europe a apporté, entre autres, le renforcement du fascisme en Grèce et au Portugal ; elle a inauguré le processus de démocratisation en Espagne ; elle a élargi la sphère des droits de l'homme et des libertés fondamentales aussi bien dans les pays de l'Ouest que dans les pays de l'Est pour des millions d'hommes. Aussi faut-il le répéter une fois de plus : quiconque est vraiment pour les « droits de l'homme » doit être écarté tout pour une politique de paix, de sécurité, de coopération internationale, de désarmement. La réalisation du droit de vivre en paix et en sécurité, du droit au logement, à la protection de la santé, à l'instruction, au travail, à l'accès à la culture, crée des conditions réelles au libre épanouissement de l'individu, de son sens de la dignité, à l'exercice réel et effectif de ses libertés fondamentales.

En ce qui concerne la « deuxième corbeille », nous avons là de sérieuses possibilités de développement. Elle devra gagner constamment en importance. La

plaine réalisation des dispositions très concrètes de cette deuxième corbeille — pourrait créer en Europe l'infrastructure de la paix. La « troisième corbeille » prête à pas mal de controverses. Chose assez paradoxale : on reproche aux pays socialistes de ne pas réaliser les dispositions de cette partie de l'Acte final. Il a été beaucoup fait dans notre pays dans ce domaine. Or, certains pays occidentaux — non contents d'accuser les pays socialistes — font bien peu dans ce domaine. Je ne donnerai ici qu'un seul exemple. Prenons la question des visas. Il est bien plus difficile à un Polonais d'obtenir un visa pour les Etats-Unis (il doit aussi répondre à diverses questions humiliantes), pour la Grande-Bretagne et la France, qu'aux citoyens de ces pays qui veulent venir en Pologne.

Pour terminer, il faut souligner que la Pologne a abordé très sérieusement la question de la mise en œuvre des dispositions de l'Acte final. Déjà, à Helsinki, M. Edward Giersek avait, au nom de la Pologne, approuvé l'Acte final dans toute son étendue et avait exprimé la « ferme volonté » de notre pays de réaliser toutes ses dispositions. Il a déclaré, à cette occasion, que l'objectif de notre politique était d'ouvrir à ce que « les hommes en Pologne, en Europe et dans le monde vivent en paix et dans la liberté, en

sécurité, dans la dignité, dans l'élan-

sance ». Sur recommandation du VII^e Congrès du parti ouvrier unifié polonais et sur décision de la Diète (Parlement), le conseil des ministres a adopté une résolution spéciale concernant le programme concret de la réalisation de l'Acte final et l'a adressée aux différents ministères, institutions et organisations. La coordination de la réalisation de ce programme a été confiée au ministre des affaires étrangères. Nous envisageons la conférence de Belgrade avec optimisme mais sans illusions. La Pologne, tout comme les autres pays socialistes, tendra à ce qu'à la rencontre de Belgrade triomphent le réalisme, le bon sens, l'intérêt de la paix, de la sécurité internationale, du progrès social, d'une coopération avantageuse pour tous. Avec tous les participants, nous désirons procéder non seulement à un échange de vues et d'expériences sur la réalisation de l'Acte final et sur les tâches définies par la conférence d'Helsinki, mais aussi réfléchir ensemble comment nous pouvons réaliser mieux, plus concrètement, les dispositions de cet Acte. Nous voudrions que la conférence de Belgrade imprime une nouvelle impulsion au dynamisme, à la consolidation et à l'élargissement du processus de la détente.

MARIAN DOBROSLICKI.

Sous l'influence de la détente et des évolutions politiques dans les divers pays

L'avenir prévisible des deux alliances en Europe

Par PIERRE HASSNER *

L'ALLIANCE atlantique retrouve aujourd'hui un problème classique pour les alliances organisées par les Etats-Unis dans le tiers-monde ou en Amérique latine : son but est-il bien la défense contre une menace militaire extérieure, ou est-elle dirigée contre une menace intérieure et, dans ce cas, défend-elle la démocratie contre le danger du totalitarisme, ou le *status quo* économique et social contre la révolution, ou la domination américaine contre les aspirations à l'indépendance nationale ? Si on accepte la première réponse, la question qui se pose aux Etats-Unis et à leurs alliés est de savoir si, pour des raisons stratégiques, il faut défendre des régimes corrompus et tyranniques de peur que leurs remplacements éventuels n'accroissent des avantages décalés, par exemple des bases, à l'Union soviétique.

Personnellement, contrairement aux auteurs de l'école révisionniste, nous croyons que la sécurité devant l'Union soviétique a été la motivation essentielle de l'alliance atlantique ; mais, dès le début dans certains cas, et progressivement dans d'autres, les autres considérations ont pris une importance égale ou supérieure. Dans les années 60, des auteurs comme Raymond Aron et Henry Morgenthau soulignaient combien il était erroné d'imaginer en Asie l'alliance conclue en Europe pour y appliquer le même type d'engagement des puissances communistes. En Europe, il s'agissait de faire équilibre à l'Armée rouge en donnant confiance à des populations favorables à l'Occident. En Asie, le problème du communisme était inextricablement lié, de pays à pays, à ceux de la décolonisation, du nationalisme et du développement.

Cette différence a toujours été moins nette en Europe du Sud (où souvent, dans l'esprit des forces locales, l'alliance atlantique a surtout

servi de garantie à des régimes réactionnaires ou simplement au *status quo* social) que dans le centre et le nord du continent. Mais ce qui est sûr, c'est que, aujourd'hui, l'ensemble de celui-ci, et plus particulièrement sa partie méridionale, ressemble plus à un tiers-monde parcouru de passions et de conflits contradictoires qu'à un Occident uni par le sentiment de la menace soviétique et la volonté d'y résister. C'est que la crise des institutions et des élites politiques, radicale mais réprimée à l'Est, apparaît dans une partie de l'Occident, est plus spectaculaire et plus pressante au Sud par suite d'un certain nombre de facteurs : chute des dictateurs, succession biologique, érosion d'équipes au pouvoir depuis une génération, sociétés en transition entre la tradition et la modernité, aspirant à l'administration ou à la consommation modernes ou, parfois en même temps, se retrouvant des radicaux traditionnels, parfois mythiques, et des rivalités ou des solidarités régionales ou religieuses, méditerranéennes, africaines ou islamiques.

Tous ces conflits et ces aspirations existaient déjà dans les années 60, mais ils étaient refoulés par le primat du conflit Est-Ouest. Aujourd'hui, d'une part, les problèmes réels de la vie politique nationale, des relations d'inégalité ou de dépendance qui, à l'intérieur des pays ou du monde atlantique, ont un caractère Nord-Sud plutôt qu'Est-Ouest, d'autre part, les problèmes réels du conflit gréco-turc à l'intérieur de l'Ouest. D'autre part, la détente, en diminuant la perception de la menace extérieure et son rôle unificateur, a libéré les tensions internes et ces autres priorités en leur permettant de se manifester, enfin elle a contribué à légitimer les partis communistes et donc la possibilité d'un changement de société à celle-ci. L'absence d'alternative, semblait bloquée.

Mais en même temps ce nouveau tiers-monde se trouve en Europe, c'est-à-dire dans le continent qui

reste le terrain privilégié de la bipolarité, de la présence physique et nucléaire directe des deux Grands.

La conscience de cette réalité est encore renforcée, d'une part par la croissance de la puissance soviétique et de l'entreprise de « rapprochement » de la communauté socialiste, d'autre part par l'interdépendance économique du monde capitaliste et la vulnérabilité particulière des économies instables aux pressions américaines. Le degré extrême de cette conscience est exprimé par la déclaration d'Enrico Berlinguer au *Corriere della Sera*, à la veille des élections italiennes, selon laquelle il était plus facile de construire un socialisme pluraliste à l'ombre de l'Otan.

Sans aller jusque-là, il semble que, à quelques exceptions romatiques près, les forces politiques de change-ment en Europe aient à cœur de maintenir les alliances existantes et de ne modifier l'alignement diplomatique et militaire de leurs pays que dans la double mesure où il s'agit de retombées involontaires et inévitables des transformations internes ou de la recherche de partenaires extérieurs destinés à augmenter leur pouvoir de négociation à l'égard de leurs alliés ou leur capacité de résistance en cas de pressions hostiles de leur part.

Mais cela suffit à créer, en Europe occidentale, une série de positions spéciales ou de degrés de participation à l'alliance atlantique, qui représentent différents compromis entre les exigences de la situation géopolitique, les positions de la diplomatie et les pressions de l'évolution intérieure et des réactions extérieures. Le Portugal exulte de la planification nucléaire de l'Otan, la Grèce quitte l'organisation militaire, la Turquie ferme ses bases, semblent manifester une tendance

à laquelle les Etats-Unis ont réagi en déclarant qu'il ne peut y avoir de membres de l'alliance en tentant d'en faire exister le Portugal pendant sa période révolutionnaire, en menaçant d'en faire autant pour l'Italie si les communistes participaient au gouvernement, et, plus généralement, de retirer leurs troupes en cas d'accession des communistes au pouvoir dans des pays d'Europe occidentale.

Pourtant, la multiplicité des degrés de participation n'est pas une nouveauté pour l'alliance atlantique ni même pour l'Otan. Si la décision de la France, en 1966, de quitter l'organisation n'a pas empêché l'alliance tout en restant dans son organisation politique est le cas le plus spectaculaire, le flanc nord de l'alliance offre un dégradé savant de cas particuliers avec la Norvège et le Danemark, qui n'admettent pas d'armes atomiques ou de troupes étrangères sur leur sol, et l'Islande, qui n'a pas d'armée. Sur le flanc sud, l'intégration et la défense collective ont toujours été plus ou moins un mythe, dissimulant mal la réalité d'un lien bilatéral entre les Etats-Unis et les différents pays dont la contribution essentielle (l'exemple pour l'Italie) était d'avancer leur position stratégique et leur stabilité intérieure que leur effort militaire propre.

Il semblerait donc que les tendances nouvelles, qui sont d'ailleurs loin d'être toujours irréversibles (comme le montrent le retour du Portugal et le semi-retour de la Grèce à leur participation normale), devraient pouvoir être assimilées par l'alliance atlantique conformément à la technique traditionnelle de la « stratégie associative » ou de la « stratégie de la coalition ». La clé en serait, des deux côtés, une série de compromis empiriques entre les exigences de la position stratégique (qui pourraient prévaloir dans le cas de l'Italie).

A l'Est et pour l'Est, la méthode soviétique semble, actuellement du

moins, nettement plus efficace. Mais elle aussi va tellement à l'encontre des tendances de la société moderne, et des aspirations des populations qu'elle semble condamnée au cycle explosion-répression jusqu'au jour où des transformations initiales à l'Union soviétique amèneraient celle-ci à une conception plus ouverte et plus tolérante de sa sécurité et de ses alliances.

Certes, si les dix dernières années nous ont enseigné quelque chose, c'est qu'il faut se garder de l'illusion de la symétrie. De même que Khrushchev n'avait pas réussi dans son effort pour imiter l'intégration européenne du Marxisme communiste à cause des différences de structure entre les deux types de société, de même aucun Klistinger ne saurait réussir à imposer à l'Occident un monolithisme du type brezhnevien, mais de même aussi un Dubcek soviétique aurait du mal à transformer le système de l'Est en alliance pluraliste. Une certaine dissymétrie reste, même à très long terme, fort probable, entre types d'alliances comme entre types de sociétés. Mais sa portée et ses conséquences peuvent être réduites par la différenciation interne, par le dialogue, par l'inter-pénétration.

Si donc, en conclusion, nous ne pouvons certes exclure un retour vers deux blocs monolithiques et hostiles qui semble se dessiner à certains égards, l'hypothèse la plus vraisemblable nous semble plutôt consister, à moyen terme, en la coexistence d'un bloc de plus en plus monolithique à l'Est, avec, à l'Ouest, un système plus différencié qui comporterait deux versions : l'une, plus optimiste pour lui, serait celle d'un « compromis historique » à l'échelle européenne ou d'une « coalition » entre évolutions autonomes des différents pays (de la Communauté européenne) et des Etats-Unis ; l'autre, plus pessimiste, opposerait le noyau dur d'une Europe américaine ou américano-allemande et une multiplicité d'aventures nationales oscillant entre l'isolement, l'influence soviétique et le retour au girou américain à travers l'échec économique.

Principes d'Helsinki et loi McCarran

LA nouvelle administration américaine se trouve confrontée à un dilemme moral et politique qui risque de la gêner chaque fois que le président invoque, contre les pays socialistes, les principes de la conférence d'Helsinki relatifs à la « libre circulation des hommes et des idées » à travers le globe. Le principe d'une discrimination idéologique inspirée de l'anticommunisme des années 50 reste, en effet, inscrit dans la législation américaine : la loi McCarran sur l'immigration et la nationalité, de 1952, interdit l'entrée aux Etats-Unis de tout étranger considéré comme « anarchiste », « communiste » ou susceptible de « se livrer à des activités subversives ». Au fil des années, cette loi a fermé les portes du pays à de nombreux étrangers — savants, écrivains ou simples militants inconnus.

Conscient du handicap diplomatique que représente cette loi anachronique, le président James Carter a préconisé, à plusieurs reprises, son abrogation. Dans une conférence de presse du début de mars il déclarait : « Nous sommes un des signataires des accords d'Helsinki. Mais nous sommes nous-mêmes coupables (...) de restrictions, injustes et non avis, au droit de ceux qui sont en désaccord avec nous politiquement de visiter notre pays. »

Reste à savoir si de telles paroles se traduiront en actes, malgré la pression des éléments réphobes et intolérants toujours très influents dans la vie politique des Etats-Unis. C'est ainsi que, en contradiction flagrante avec les déclarations présidentielles, le département d'Etat vient de refuser la visa à une délégation de trois syndicalistes soviétiques invités par M. Harry Bridges, le président progressiste du syndicat des dockers de la côte ouest, à assister au congrès de ce

syndicat. Un journaliste du *New York Times*, Bernard Gwertzman, explique à ce propos que le ligne politique du département d'Etat, dans les cas de ce genre, consiste, depuis longtemps, à en détacher l'anticommunisme vis-à-vis de la puissance centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., « ce qui a effectivement empêché jusqu'ici les dirigeants syndicaux d'obédience communiste de se rendre en mission aux Etats-Unis ».

Cette décision fait suite au refus de visa opposé début mars à un communiste australien, M. Jack Munday, autrefois président du syndicat des travailleurs du bâtiment et, actuellement, dirigeant d'une organisation australienne ayant pour but d'établir une liaison entre les syndicalistes et les défenseurs de l'environnement. Ce même Munday avait cependant pu visiter les Etats-Unis en novembre dernier comme invité d'une organisation américaine pour la protection de l'environnement, et il avait bénéficié, à cette occasion, d'une dérogation à la loi McCarran. Le *Washington Post* commente ainsi cette affaire : « Faut-il conclure qu'il est permis à M. Munday de venir chez nous parler aux observateurs des mœurs des oiseaux, mais qu'il lui est interdit de dire les mêmes choses à nos syndicalistes ? »

Depuis des années, la loi McCarran a été rigoureusement appliquée à l'égard des politiciens communistes d'Europe occidentale. C'est ainsi que, en août 1974, Mme Mirielle Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., n'a pu obtenir un visa pour se rendre à New-York auprès du secrétaire général des Nations unies, au sein d'une délégation de la conférence paneuropéenne de solidarité avec le Chili ; les membres non communistes de la délégation ayant obtenu le leur. Et

LA LIBERTÉ DE VOYAGE ET LE FANTÔME DE MCCARTHY AUX ETATS-UNIS

Par SCHOFIELD CORYELL

M. René Piquet, également membre du bureau politique, n'a pas été autorisé à aller aux Etats-Unis pour assister au congrès du parti communiste américain qui avait lieu en juin 1975.

Mais les communistes ne sont pas les cibles exclusives de la loi McCarran. Le romancier mexicain, Carlos Fuentes — à qui on avait refusé un visa d'entrée pour la première fois en 1962 — figure toujours, à notre connaissance, sur la « liste des indésirables », malgré les protestations répétées d'auteurs et d'universitaires américains. M. Régis Debray n'a pu obtenir un visa en février 1974, lorsqu'il a fait la demande dans le but de rendre visite à sa femme, étudiante à l'université de Californie, et à son éditeur, Random House. Dans un éditorial du *New York Times*, C. L. Sulzberger écrivait ironiquement à l'époque : « Il est totalement illogique d'interdire l'entrée aux Etats-Unis à un homme dont les idées y sont librement diffusées — ce qui ne veut pas dire que les préconisations... l'interdiction de ses idées. »

A la loi McCarran est appliquée de façon tellement inégale qu'il est difficile de déceler un fil conducteur. A côté de refus caractérisés dans le plus pur style maccarthyste, on a pu noter récemment quelques signes d'un assouplissement relatif, surtout parce que les dérogations semblent être accordées plus fréquemment qu'auparavant. Ainsi la journaliste communiste, Martine Monod, à qui un visa avait été refusé en 1974 et de nouveau en 1975, l'a finalement obtenu, après quelques jours d'attente, pour se rendre aux Etats-Unis comme envoyée spéciale de l'Humanité dimanche au moment

de la campagne électorale de novembre 1976 ; son collègue de l'Humanité, Claude Kroes, l'a également obtenu à la même occasion. Le correspondant diplomatique de l'Humanité peut, en principe, dépasser l'interdiction restant lorsqu'il va à New-York au siège des Nations unies, mais il semble que, dans la pratique, cette règle n'est plus appliquée avec la même rigueur qu'auparavant.

Non moins intéressants sont les cas récents de politiciens communistes d'Europe de l'Ouest. Ainsi, le maire communiste de Florence, M. Ello Gabbuggiani, a pu se rendre aux Etats-Unis fin mars sur invitation du maire de Detroit, M. Coleman Young, à l'occasion du jumelage des deux villes. Et le département d'Etat vient aussi d'autoriser l'octroi d'un visa à un dirigeant du parti communiste italien, M. Carlo Santoro, qui désirait se rendre aux Etats-Unis dans l'intention expresse de prendre la parole devant des groupes spécialisés en politique étrangère. En outre, au mois de mars, trois parlementaires communistes — deux italiens et un français, M. Serge Bouchery — ont pu faire un voyage d'information aux Etats-Unis au sein d'une délégation organisée par la Commission de défense et des armements de l'Union de l'Europe occidentale. Les délégués ont discuté des « problèmes de défense » avec les responsables du Pentagone et ont inspecté des installations aérospatiales militaires. Faut-il y voir un geste en faveur de l'eurocommunisme ? On ne peut l'affirmer. Cependant, une dérogation de la C.G.T. a elle aussi pu se rendre aux Etats-Unis au mois d'avril pour une « tournée d'étude ».

Au service des visas de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, les fonction-

naires soulignent qu'en ce qui les concerne la loi McCarran reste entièrement en vigueur. Ils continuent à l'appliquer à la lettre, référant à Washington les cas de demandeurs de visa appartenant à des catégories « indésirables » aux termes de cette loi.

Il y a pourtant un domaine où le progrès est réel par rapport à ce qui se passait auparavant : celui du droit de voyager des citoyens américains eux-mêmes. M. Carter a, en effet, levé en mars les dernières restrictions au voyage des citoyens américains dans certains pays tabous. Depuis l'époque de la « chasse aux sorcières » des années 50, la liste des pays « non limités » a varié d'une année à l'autre, suivant l'évolution de la situation internationale. Elle comprenait, au début, tous les pays du bloc soviétique, mais s'est restreinte au cours des années. Les Américains qui se rendaient dans les pays interdits, à Cuba par exemple ou au Vietnam du Nord, se voyaient retirer leur passeport à leur retour. Les derniers pays « interdits », dont la liste figurait sur chaque passeport américain, étaient le Vietnam, le Cambodge, la Corée du Nord et toujours Cuba. Ces restrictions avaient été imposées par décret présidentiel dans le cadre d'une loi sur le « commerce avec l'ennemi ».

Actuellement, pour la première fois, les citoyens américains ne sont plus privés par leur propre gouvernement du droit de voyager partout dans le monde. Mais, tant que les portes des Etats-Unis ne s'ouvrent pas aux visiteurs étrangers d'idéologies diverses et que la loi McCarran n'est pas purement et simplement abrogée, comment les Etats-Unis peuvent-ils invoquer les principes de la conférence d'Helsinki ?

مكتبة المجلد

Parlez donc JAPONAIS
COURS DE JAPONAIS

LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE ET LES ÉCHANGES EST-OUEST

En dépit des incertitudes politiques qui pèsent sur les relations Est-Ouest, les échanges économiques se poursuivent, et c'est un domaine dans lequel un travail discret mais efficace est accompli par la Chambre de commerce internationale (C.C.I.), 38, cours Albert-I^{er}, Paris-8^e, et par les chambres de commerce des pays socialistes. Si le climat politique n'est évidemment pas sans incidence sur cette action,

il s'agit d'abord, pour les responsables d'entreprises, d'un côté et de l'autre, d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures concrètes capables de faciliter et d'intensifier les échanges. Mal connus, les efforts déployés en ce sens ont à leur tour une influence politique difficile à préciser mais réelle.

années, et la conviction qu'une tâche importante restait encore à accomplir, ont abouti à la création d'un comité de liaison entre la C.C.I. et les chambres de commerce des pays de l'Est. Les deux coprésidents de ce comité, M. Hans Rudolph Freiherr von Schröder (Allemagne de l'Ouest) et M. Odon Kallos (Hongrie) évoquent ici les résultats acquis et envisagent les possibilités d'avenir.

Les progrès enregistrés au cours des dernières

Supprimer les obstacles

LES chambres de commerce des pays socialistes entretiennent des relations avec la Chambre de commerce internationale depuis 1964. Les relations ont d'abord tenu au fait que c'est la C.C.I. qui élabore les normes et règles du commerce international, appliquées également par les entreprises des pays socialistes. De tels rapports n'ayant pas été préjudiciables, les chambres de commerce des pays socialistes n'avaient pas été en mesure de prendre part, jusqu'à cette date, à l'établissement de ces règles. Ce n'est que depuis la constitution du Comité de liaison qu'elles peuvent contribuer de manière institutionnelle à la définition et à la modification des normes et règles du commerce international. La C.C.I. prend régulièrement en considération leurs remarques dans ce domaine.

La création formelle du Comité de liaison remonte à 1969, tandis que son organisation paritaire actuelle n'a été établie qu'en 1976. Son premier rapport annuel est publié cette année.

Il a donc fallu plus de dix ans pour arriver à la structure paritaire du Comité de liaison et définir son programme de travail. Au cours de ces dix ans, des changements fondamentaux sont intervenus dans la politique mondiale, changements qui n'ont pas été sans incidence sur les rapports entre la C.C.I. et les chambres de commerce des pays socialistes. L'idée de détente a gagné du terrain dans les relations internationales, les pays des deux systèmes du monde sont en train de transformer la coexistence pacifique en coopération pacifique.

Ce processus historique a été reconnu par les milieux d'affaires intéressés au commerce Est-Ouest. Les accords d'Helsinki (1975) marquent une étape importante dans le déroulement de la coexistence pacifique. Il est assez symbolique que la réorganisation du Comité de liaison sur une base paritaire ainsi que l'élargissement de sa compétence aient été réalisés l'année même de la signature des accords d'Helsinki. Le programme de travail du Comité de liaison indique son désir de déployer ses activités à la lumière et dans l'esprit des recommandations de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Les tâches, dans ce domaine, sont nombreuses. Le document final d'Helsinki souligne que la réalisation des principes du chapitre économique ou « deuxième corollaire », le rôle de la commission économique des Nations unies pour l'Europe, dont le travail doit certainement pouvoir s'appuyer sur l'opinion des milieux d'affaires intéressés au commerce Est-Ouest. Le document mentionne d'ailleurs par deux fois les chambres de commerce, et la réalisation des principes de la « deuxième corollaire » fait souvent appel à une mission classique des chambres de commerce.

Entre la Commission économique des Nations unies pour l'Europe et le Comité de liaison existe, en outre, un lien organique. En effet, grâce au statut consultatif de la C.C.I. auprès des organes de l'ONU, le Comité de liaison a le moyen de faire connaître aux gouvernements les avis des milieux d'affaires sur le commerce Est-Ouest.

Si il est évident que l'épanouissement de rapports commerciaux durables et mutuellement avantageux est la conséquence naturelle de la détente politique, on ressent cependant le besoin d'un « climat » qui rende ce processus irréversible. Les efforts entrepris dans ce sens ont produit des résultats positifs. Le Comité de liaison constitue aujourd'hui un forum unique pour les milieux d'affaires intéressés au commerce Est-Ouest. Tel est d'ailleurs son objet. Les chambres de commerce des pays socialistes avaient bien noué des relations utiles avec leurs homologues en Europe de l'Ouest et en Amérique, mais ces relations n'étaient pas le résultat d'accords de coopération pour le développement des échanges économiques bilatéraux. Il manquait cependant une forme d'organisation multilatérale capable de rassembler toutes les parties intéressées au commerce Est-Ouest.

Le Comité de liaison de la Chambre de commerce internationale est précisément cet organisme. Il ne traite pas de politique commerciale, celle-ci restant l'affaire des gouvernements, mais il est à même de l'influencer. Tel est d'ailleurs le droit et le devoir des milieux d'affaires, puisque ce sont eux qui, dans bien des cas, doivent mettre en œuvre les décisions prises par les gouvernements.

Pratiquement, qu'est-ce que les chambres de commerce des pays socialistes attendent de l'activité du Comité de liaison ? Tout d'abord l'application des principes qui sous-tendent son programme de travail. C'est-à-dire qu'il s'agit d'obtenir que le commerce Est-Ouest soit vraiment fondé sur les principes de l'égalité des droits, de l'échange réciproque, de la non-discrimination et de la clause de la nation la plus favorisée. Cela signifie qu'il faut élaborer des propositions dont l'application entraînerait

la suppression des obstacles qui existent encore dans le commerce Est-Ouest. Le Comité doit, à brève échéance, examiner les difficultés liées aux restrictions appliquées par quelques pays occidentaux à l'importation de certains produits provenant, entre autres, des pays socialistes. De même, nous tenons à mettre en cause certaines mesures qui pèsent défavorablement sur l'exportation des produits agricoles des pays socialistes vers l'Ouest. Nous considérons, enfin, que les restrictions pratiquées par différents pays occidentaux, quant à l'exportation de certains de leurs produits vers les pays socialistes, constituent des entraves au développement du commerce entre les deux parties. Il est d'autre part évident que l'élargissement des liens économiques, les formes plus complexes de la coopération, comme par exemple la coopération industrielle, nécessitent une présence renforcée sur les marchés. Cette constatation a conduit le Comité de liaison à lancer une enquête sur les possibilités d'établissement d'agences commerciales et de séjour du personnel des sociétés d'origine. La plus grande facilité dans l'obtention de visas par les hommes d'affaires, proposée par le Comité de liaison, va dans ce sens. Le Comité s'efforce également de surmonter les obstacles au développement des accords de coopération industrielle, qui témoignent de l'évolution dans la nature et les formes des relations Est-Ouest.

On ne peut plus dire aujourd'hui que les relations économiques entre pays socialistes et occidentaux aient un caractère accidentel ni qu'elles portent seulement sur l'échange de certains produits. Le commerce Est-Ouest signifie de plus en plus une division du travail fondée sur un intérêt à long terme de sorte que les pays qui y participent puissent bénéficier pleinement des avantages comparatifs de tels échanges.

Au stade actuel, on peut valablement bâtir sur le commerce Est-Ouest une stratégie nationale de développement. Les différents formes de coopération industrielle ne représentent encore qu'une petite partie de l'ensemble des échanges économiques. Cela tient, pour une part, à la structure relativement complexe de ces contrats et, pour une autre part, au manque d'informations sur les secteurs d'activité où des relations d'affaires à long terme pourraient s'établir entre des entreprises des deux groupes de pays. Le Comité de liaison, dans ses fonctions de forum multilatéral des milieux d'affaires, peut certainement jouer un rôle efficace à cet égard.

Le Comité de liaison a déjà accompli un travail exceptionnel dans la mise en œuvre de mesures pratiques visant à faciliter la tâche des entreprises intéressées au commerce Est-Ouest. L'introduction du système des carnets ATA pour l'importation temporaire de matériel a été la première réalisation.

Son groupe de travail sur les pratiques et techniques commerciales joue également un rôle important. C'est, à notre avis, un modèle qui peut servir d'exemple aux autres groupes de travail. Il a été le cadre des discussions avec les banques des pays socialistes pour la révision des règles des crédits documentaires en 1975. Les experts bancaires du Comité de liaison s'attachent actuellement aux problèmes liés à l'application de ces règles de la C.C.I. ainsi qu'à l'établissement de nouvelles règles internationales uniformes relatives aux garanties contractuelles et à la révision des règles de la C.C.I. pour l'encaissement de papier commercial.

Le développement du commerce Est-Ouest ne sera maintenu que si les entreprises des deux côtés procèdent à une étude intensive et approfondie de leurs marchés respectifs, dressant un bilan de la demande pour leurs produits, et adaptent leur production à cette demande. Il est indispensable que les entreprises des pays socialistes présentent leurs produits aux consommateurs occidentaux de manière efficace, qu'elles ne se contentent pas de satisfaire aux exigences actuelles, mais suscitent la demande de leurs produits par des moyens appropriés de publicité et de promotion. En bref, elles doivent s'appliquer à mettre en œuvre les méthodes modernes de marketing. Les initiatives prises par notre groupe de travail « Marketing » sont à ce titre d'une importance primordiale ; au nombre de celles-ci, citons pour cette année un séminaire « Marketing Est-Ouest » qui se tiendra en novembre à Sofia.

Non moins importante est, enfin, l'activité déployée par le groupe de travail pour l'arbitrage international.

Personne ne doute plus des possibilités offertes par le commerce Est-Ouest pour l'avenir. Bien entendu, d'aucuns peuvent adopter sur certaines questions des points de vue partiaux, erronés ou de mauvaise foi, quelquefois répandus intentionnellement. Le Comité de liaison a pour tâche d'apporter aux milieux d'affaires une information objective. Or le développement dynamique des échanges commerciaux peut être influencé largement par les milieux d'affaires. C'est ce rôle positif que le Comité de liaison s'est donné pour tâche de remplir.

ODON KALLOS.

Sortir de la stagnation

UNE des principales missions de la Chambre de commerce internationale, fondée voilà près de soixante ans, consiste à promouvoir les échanges internationaux dans l'ensemble du monde. Les milieux d'affaires de plus de cinquante pays, qui ont constitué des comités nationaux de la C.C.I., participent activement à ses travaux.

L'activité de la C.C.I. est fondée sur les principes de l'économie de marché, de la liberté du commerce mondial et de la liberté des mers. C'est au respect de ces principes, et à leur défense lorsqu'ils se trouvent menacés, que la C.C.I. applique ses efforts constants en vue de la coopération entre les parties prenantes au commerce international et en collaborant avec un grand nombre d'organisations intergouvernementales, dont les Nations unies. Ces efforts se traduisent par une liaison permanente avec les gouvernements et des organismes publics dans le monde entier.

Depuis vingt ans, et surtout au cours de la dernière décennie, le commerce avec les pays socialistes, en particulier ceux d'Europe, regroupés au sein du Comité d'aide économique mutuelle (CAEM), a pris une importance croissante. Ce phénomène constitue un élément nouveau dans l'économie mondiale, dont la C.C.I. devait tenir compte pour l'exercice de sa mission et pour la réalisation des objectifs que ses membres lui ont assignés.

Les oppositions idéologiques et les différences qui en résultent en matière de structures politiques, sociales et économiques entre les pays socialistes et ceux dont les milieux d'affaires sont représentés à la C.C.I. ont conduit et conduisent encore à certaines difficultés dans la mise en place de relations commerciales et dans le déroulement technique des transactions. A cela s'ajoutent les problèmes de la politique commerciale entre l'Est et l'Ouest, étroitement liée à la politique tout court. Dans ces conditions, toute contribution au dépassement des difficultés et des obstacles qui entravent le commerce Est-Ouest suppose qu'un dialogue se noue entre les deux groupes sur le plan des chambres de commerce.

En 1964, des rencontres préliminaires eurent lieu entre représentants des deux parties et les premiers résultats furent rapides. Les conversations se tinrent d'abord dans le cadre du Bureau international des chambres de commerce, et c'est en 1969 que le Comité de liaison avec les chambres de commerce des pays socialistes fut établi en tant que tel au sein de la Chambre de commerce internationale, son président étant lui-même un membre de la C.C.I. Depuis 1976, la présidence est partagée entre deux coprésidents, l'un nommé par la C.C.I., l'autre par les représentants des Chambres de commerce des pays socialistes.

A l'heure actuelle, les membres du comité sont issus de vingt-trois pays : Bulgarie, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Hongrie, Pologne, Roumanie, Union soviétique, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, République fédérale d'Allemagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis et Japon.

Les rencontres ont lieu habituellement à Paris, au siège de la C.C.I., au printemps et à l'automne de chaque année. Les résultats en sont transmis aux commissions compétentes de la C.C.I. afin qu'elles les intègrent dans les résolutions et prises de position de cette dernière. Un exemple typique de ce processus concerne la nouvelle version des « Règles et usages uniformes relatifs aux crédits documentaires ». Ces règles sont utilisées par les banques du monde entier et constituent un élément important de la circulation des produits dans le commerce international. Elles ont été examinées en profondeur par une commission ad hoc du Comité de liaison avec des représentants des banques nationales et du commerce extérieur des pays socialistes, qui en ont accepté la version aujourd'hui en vigueur. Si des difficultés ou des doutes se font jour à l'occasion de leur mise en œuvre, des conversations, qui ont lieu également à Paris, leur apportent les solutions appropriées.

LES questions douanières sont un autre important domaine d'intervention du Comité de liaison. C'est ainsi, par exemple, que les documents douaniers, connus sous le nom de carnets ATA, qui permettent l'admission temporaire d'échantillons, matériel d'exposition et autres, créés depuis longtemps déjà par le Conseil de coopération documentaire et mis en œuvre par la C.C.I., sont largement acceptés dans les pays d'Europe de l'Est grâce aux efforts du Comité de liaison.

Notre propos n'est pas de faire ici une revue complète de tous les sujets traités ou à traiter par le Comité de liaison. Qu'il suffise de citer le marketing, l'arbitrage international, les garanties bancaires, l'octroi de visas aux hommes d'affaires, les sociétés conjointes, la création d'agences commerciales, etc. En un mot : tous les sujets dont doivent se préoccuper tous les milieux économiques de l'Est ou de l'Ouest concernés par les échanges internationaux.

Au cours des dernières années, la coopération du Comité avec diverses organisations des Nations unies s'est développée de manière satisfaisante. Il s'agit tout spécialement de la commission économique pour l'Europe, à Genève, avec laquelle les relations sont constantes et qui se tient informée des travaux du Comité.

La secrétaire générale de la Chambre de commerce internationale, au cours des deux dernières années, visité tous les pays socialistes membres du Comité. Il a pu, à cette occasion, procéder avec des représentants des gouvernements à de fructueux échanges de vues, particulièrement importants pour les travaux du Comité de liaison. Des relations étroites avec les autorités gouvernementales des deux côtés sont indispensables à l'action du Comité.

Il faut souligner que le travail du Comité de liaison est facilité par l'esprit pratique et ouvert qui y règne ainsi que par la volonté commune d'atteindre des solutions satisfaisantes pour toutes les parties.

Un groupe spécialement créé par le Comité de liaison a commencé à étudier comment améliorer la commercialisation des produits des pays socialistes à l'Ouest. Un séminaire sur ce sujet est prévu pour cette année. Il s'agit par là d'élargir et d'approfondir la connaissance réciproque des conditions particulières des marchés.

Les accords de coopération industrielle prennent des deux côtés une place de plus en plus significative. Toute une série d'affaires importantes ont été conclues de cette manière dans le passé. Qu'elle que soit leur importance pour l'activation des relations économiques,

de telles transactions ne sauraient cependant, et c'est là un avis personnel, se substituer à long terme à un courant régulier d'échanges réciproques, en particulier dans le domaine des biens de consommation. Ces questions sont en permanence à l'ordre du jour du Comité de liaison. Il apparaît actuellement que le commerce Est-Ouest, dont le développement a été spectaculaire dans le passé avec des répercussions directes ou indirectes sur l'ensemble du commerce mondial, est marqué par la stagnation ou même une réduction de son volume. Cela tient sans doute à la stagnation généralisée de l'économie mondiale, à l'inflation qui sévit dans de nombreux pays, aux troubles et aux tensions qui marquent la vie politique et sociale et auxquels le commerce international a toujours été très sensible. Mais cela tient aussi à un certain déséquilibre entre importations et exportations dans les échanges Est-Ouest et au volume non négligeable du crédit accordé par l'Ouest. Ce crédit fait actuellement l'objet de discussions, en particulier du fait qu'il intervient par l'intermédiaire de la « euromarché » et a par conséquent des implications monétaires. Le Comité de liaison examinera prochainement en détail cette situation afin de rechercher les moyens d'aboutir à une solution.

On peut se demander si la stagnation actuelle est un phénomène conjoncturel et transitoire ou s'il existe une difficulté structurelle qui ferait que ce commerce bute sur ses limites.

TOUT ce qui précède montre assez que le commerce Est-Ouest joue un rôle particulier dans le commerce mondial. Outre ses caractéristiques spécifiques décrites plus haut, cette particularité tient, et c'est là un avis personnel, à la nature surtout bilatérale des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. Même si d'importantes affaires trilatérales sont occasionnellement conclues et s'il existe un commerce de transit non négligeable, cette constatation reste vraie. Une des principales obstacles à une modification de cet état de choses est, toujours à notre avis, à chercher dans le fait que les monnaies des pays socialistes ne sont pas convertibles. Si la convertibilité de ces monnaies pouvait un jour être établie, au moment opportun et de manière appropriée, une telle mesure pourrait activer le commerce et les autres relations économiques. Elle ferait, en effet, écarter les limites qui enserrent actuellement les échanges bilatéraux. De telles considérations peuvent être aujourd'hui éloignées de la réalité. On ne doit cependant pas les perdre de vue pour l'avenir.

Au moment où le Comité de liaison publie pour la première fois un rapport annuel de son activité, on peut espérer que ses travaux soient plus largement reconnus dans le monde et qu'il en reprenne de nouvelles impulsions, génératrices de nouveaux progrès.

Il existe dans les pays les plus divers toutes sortes de groupes bilatéraux qui font un travail précieux pour l'extension et la facilitation du commerce. Le Comité de liaison demeure cependant une institution originale, où des hommes d'affaires de l'Ouest peuvent rencontrer des représentants des économies d'Europe de l'Est et traiter avec eux de sujets d'intérêt commun à l'échelle mondiale. Il peut à ce titre contribuer utilement à la mise en œuvre des principes établis en matière de relations économiques dans l'Acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

HANS RUDOLPH FREIHERR VON SCHRÖDER.

天 理

Parlez donc JAPONAIS !

Cours de soir. Tous niveaux. Professeurs japonais. Audio-visual. Cours de culture générale. Nouveaux cours pour débutants à partir d'octobre - hiver, printemps.

COURS DE JAPONAIS DE TENRI

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

9, rue Victor-Considérant, Paris-14^e. T. 633-11-85.

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Ouvert tous les jours

Terrasse en plein air

20, rue Gassan (Parc Montsouris)

360-28-52

Fril

Fril

مكة أمم النبيل

دکتر احمد الشامل

INCERTITUDES SOCIALES ET NOUVEAU RISQUE DE GUERRE

دکتر آمن الرحمن

Des « faits accomplis » au désir d'annexion...

Installations 1967-1976.
carte officielle
a été publiée
lem par
information du gou
varement est diffusée à
tous les intéressés. Le
projet est mis et à droite
la cartographie des in
stallations à l'appui, le
du gouvernement
vailliste en matière de
d'établissement
sionniers dans les terri
toires
présentant que ces in
stallations doivent se déve
loper conformément aux
projets de loi qui ont
l'illusion à la création
des
les
n'ont approuvé.

Comme les
travaux, imprimés en
des photographies antérieures

Révision de la politique américaine, montée des oppositions

CORÉE : L'ÉBRANLEMENT D'UNE DICTATURE

Par ALAIN BOUC

La saison des incertitudes a commencé pour le régime sud-coréen. Le danger apparaît sur deux fronts : une nouvelle opposition militaire se lève, plus active ; le gouvernement des États-Unis semble vouloir tenir les promesses faites par le président Carter, et les premières discussions sont engagées à Séoul le 25 mai sur le retrait des troupes américaines. Quatre jours plus tôt, le président avait montré sa fermeté sur ses intentions et limogé le général John Stangor, chef d'état-major des forces américaines en Corée, qui avait exprimé en public son mécontentement sur les projets de rapatriement des troupes.

De ces deux menaces conjuguées, la plus grave dans l'immédiat provient de la mobilisation des milieux religieux et des jeunes. La cathédrale de Séoul a été le théâtre de deux mois de manifestations de plus en plus audacieuses contre le régime du président Park, protégées par nature du soutien de sympathie pour le communisme, l'Église est au centre de l'opposition militante.

Le 1^{er} mars, l'évêque Chi Haksun a prononcé au cours de l'office les violations répétées des droits de l'homme (on venait d'arrêter treize personnes, dont plusieurs curés et pasteurs) et les conditions de travail inhumaines dans les usines. Le 10 du même mois, mille cinq cents personnes, dont une majorité de jeunes ouvrières, tiennent dans la cathédrale le premier rassemblement de travailleurs observé depuis longtemps : les jeunes femmes demandent que soient reconnus le droit à l'organisation, le droit de former des syndicats et le droit à l'action ouvrière. Leur déclaration en treize points exige un salaire minimum, la fin du travail gratuit pour le gouvernement, la fin des journées de travail de douze heures, la pratique du congé hebdomadaire, etc.

Trois jours plus tôt, les familles des prisonniers politiques avaient diffusé dans la même église une déclaration pour protester contre les courtes télécommunications, les tortures, le contrôle du courrier, les perquisitions, la surveillance policière pendant les offices de la cathédrale, etc. Le 11 mars commencent discrètement une campagne de signatures pour la restauration de la démocratie. Trois personnalités, un ancien ministre de la prison, un ancien ministre de la Justice, un ancien ministre de l'Éducation, ont signé la pétition. Le 12 mars, l'ancien ministre des Affaires étrangères Chung Il-Hyung et le chef de l'organisation quaker pour la Corée, M. de-

mandant le mouvement démocratique.

Le mouvement prend de l'ampleur en avril. Le 14, des milliers de personnes se rassemblent à Séoul pour la première fois. Le lendemain de leur départ, la police procède à des arrestations ; elle s'est procurée la liste des signataires de la pétition en perquisitionnant au bureau de l'Association protestante. Les opposants décident alors de passer à l'action ouverte : cinq jours plus tard, le 20 avril, ils ont obtenu mille six cents signatures, chiffre très élevé si l'on tient compte des risques encourus (arrestations, longues peines de prison). Sur la liste figurent non seulement les noms de personnalités religieuses, mais aussi ceux de la presse, d'étudiants et de jeunes ouvriers.

L'agitation se développe dans les milieux universitaires. Les étudiants refusent en mars et en avril, de participer aux exercices de la milice, exigent que les services de renseignements et de répression (la C.I.A. coréenne) quittent les campus. Le 25 avril, un congrès d'étudiants de l'université de Séoul demande la démission du président Park. A Séoul, on a ajouté un regain à l'activité des étudiants. Les tracts sont distribués dans les quartiers les plus fréquentés de la capitale : ils demandent la chute du régime. D'autres sont jetés dans la foule. La police n'a pas le temps d'arrêter les distributeurs.

L'Amérique s'interroge

Cette agitation prend l'importance d'un plus d'importance que les États-Unis semblent manifester : quelque compréhension à son égard. Le département d'État a fait savoir le 19 avril à Séoul qu'il désapprouvait les arrestations de signataires et qu'il suivait les développements de l'affaire. De fait, beaucoup d'Américains croient — et de nombreux Coréens espèrent — que les États-Unis ont changé et que Washington a désormais une autre politique que celle du statu quo recherché par M. Henry Kissinger.

Les fondements de ces espoirs sur les déclarations du président Carter (le 11 août) que le gouvernement sud-coréen avait promis de respecter les droits de l'homme, voire de limiter l'usage de la force à notre peuple, le 23 juin 1976) et sur les décisions prises par la nouvelle administration en janvier-février 1977, le vice-président Walter Mondale confirme l'intention américaine de contrôler les cinq ans du rapatriement des troupes. En mars, un premier petit geste : la suppression des bases de royaume en Corée du Nord.

Certains trouvent encourageant dans l'envoi à Séoul (pour négocier les rapatriements) de M. Philip Habib, ancien ambassadeur américain en Corée, un homme auquel M. Henry Kissinger attribuait, en 1974, l'ordre de ne plus être

sur leur dos, s'agissant des négociations américaines.

En fait, rien n'est vraiment acquis. Les intentions profondes des réticences s'expriment dans le haut commandement militaire : le président américain des États-Unis restera, pour l'instant, en Corée ; on attend l'armée sudiste à se renforcer ; les décisions seront prises en étroite consultation et en coopération avec le gouvernement du Japon et de Corée du Sud.

La Corée est le nouveau point chaud du globe, l'avenir y est aussi incertain qu'en Indochine, qu'en Iran, qu'en Afrique du Nord. Les affrontements y sont plus nets. Les quarante-deux mille soldats américains, dotés d'armements nucléaires, y maintiennent-ils vraiment la paix ? On se demande de plus en plus aux États-Unis, si cette présence inutile ne risque pas d'entraîner le pays dans un conflit mondial. On n'est pas sûr des intentions de M. Park Chung Hee ; pour certains, il n'est que les divisions américaines en otage.

Une répression systématique

Une autre raison explique ce réexamen critique de la politique extérieure américaine. En cette période de difficultés économiques, les États-Unis font leurs comptes. Depuis l'installation

de la Corée du Sud, les dépenses militaires ont augmenté de 100 pour cent. Les dépenses de la guerre de Corée ont été de 150 milliards de dollars, non compris le coût de la guerre de 1950-1953 : 18 milliards. Le budget pour l'année budgétaire 1977 accordé à la Corée 800 millions de dollars. Moyenne des dépenses annuelles : 614 millions. C'est trop grand grince la courbe du chômage. La réduction des dépenses militaires, estiment certains experts, supprimerait trois cent vingt mille emplois mais permettrait d'en créer un million et demi de nouveaux.

tion d'un régime pro-américain à Séoul, à la fin de la seconde guerre mondiale, l'aide économique et militaire des États-Unis à la Corée a dépassé 12 milliards de dollars, non compris le coût de la guerre de 1950-1953 : 18 milliards. Le budget pour l'année budgétaire 1977 accordé à la Corée 800 millions de dollars. Moyenne des dépenses annuelles : 614 millions. C'est trop grand grince la courbe du chômage. La réduction des dépenses militaires, estiment certains experts, supprimerait trois cent vingt mille emplois mais permettrait d'en créer un million et demi de nouveaux.

L'opinion publique est d'autant plus mécontente que les arguments économiques qu'il n'est plus question de fidélité, d'engagement moral ou d'honneur. C'est un partenaire qui corrompt les membres du Congrès et élève la pratique des pots-de-vin au rang d'une institution. L'Amérique est en proie à une crise de conscience, mais ceux qui ont été les bénéficiaires de l'aide américaine ont mis à l'abri leurs intérêts. Depuis vingt ans, le pays est devenu une garantie de la survie du régime sudiste et l'expansion des affaires.

Appuyé par la C.I.A. coréenne, payé par elle en espèces ou en nature, le lobby coréen est un groupement assez lâche, où se retrouvent des membres du Congrès, des journalistes, des universitaires et des personnalités clés de l'administration, tous américains sans réserve, souvent liés aux réseaux d'aide alimentaire ou aux milieux bancaires qui ont investi en Corée du Sud, généralement invités à Séoul pour des conférences-présentations ou on les encourage à jouer des trames de la ville et de ses habitants.

Les sociétés pétrolières, qu'intéresse la protection d'hydrocarbures dans la mer du Japon, contribuent au financement du régime sud-coréen, plus exactement du parti gouvernemental et du cabinet de M. Park Chung Hee. C'est ainsi qu'il y a quelques mois les citoyens américains ont appris avec stupeur que la Gulf Oil avait accordé pas moins de 4 millions de dollars pour le financement de la campagne de M. Park Chung Hee, en 1967 et 1971, aidant ainsi à sa réélection.

Un homme d'affaires brillant, M. Park Tongnam, spécialisé dans le commerce des grains, semblait disposer de fonds considérables dont il faisait profiter ses amis. On cite M. Gerald Ford, M. Richard Helms, ancien directeur de la C.I.A., M. Carl Albert, ancien speaker de la Chambre des représentants, et une vingtaine de membres de la Chambre basse. Sun Myung Moon et son Église pour l'unification du christianisme ont joué un rôle aussi dans les transferts de fonds, protégés des impôts et des enquêtes par le statut des religions. Le journaliste Jack Anderson, l'économiste Herman Kahn, les professeurs Scialoja, Doak Barnett, passent pour avoir les meilleures relations du monde avec le lobby coréen. L'ancien secrétaire d'État William Rogers (ou du moins son cabinet) serait intervenu récemment pour arrêter la poursuite de l'enquête sur les mouvements de fonds bancaires de l'ambassade sud-coréenne, arguant qu'il s'agissait d'informations protégées par le secret diplomatique (1).

Malgré les efforts déployés pour étouffer les enquêtes, on apprend toute une série de scandales qui notent un engagement américain pris au nom de la défense des libertés. On a vendu 40 % de riz en plus de ce qu'il était autorisé à vendre. La Corée entre 1968 et 1971 : le gouvernement Nixon a versé 375 millions de dollars en 1971 pour obtenir une limitation des exportations de textiles sud-coréens aux États-Unis ; au total, trente-quatre accords furent passés avec le gouvernement de Séoul sans que le Congrès en fût informé ; le Pentagone, de son côté, négocia une série d'accords secrets ; Washington

ont versé 1,7 milliard de dollars de contributions diverses — et illégales — pour obtenir la participation de deux divisions sud-coréennes à la guerre du Vietnam.

Les déconvenues se succèdent, grâce, parfois, à la défection des responsables coréens de ces réseaux. Ainsi, un certain Kim Sang Kun, « numéro deux » de l'appareil de la C.I.A. à l'ambassade de Washington, préfère se placer sous la protection de la police américaine et s'enfuir à Séoul. Par ailleurs, le gouvernement américain se rend compte que le régime sud-coréen n'a rien trouvé de mieux, pour convaincre, que d'acheter, l'un après l'autre, des membres du Congrès. On compterait près de quatre-vingt-dix parlementaires parmi ceux qui acceptaient les enveloppes pleines de billets de 100 dollars distribués par la C.I.A.

Lee Jai Hyon, un journaliste distingué, se fait cultiver par les services de la C.I.A. à l'ambassade de Paris, chargé de la presse. À l'époque où la C.I.A. coréenne kidnappait une journaliste française, la France n'est pas qu'il ne devienne responsable de l'information à l'ambassade de Washington, à la fin de la défection. Le public ignore le détail de ces révélations, mais elles semblent d'importance. Dans son audience devant le Congrès, le 12 juin 1976, Lee

donne le détail des opérations de corruption : l'ambassadeur de dirigeants politiques américains ; pressions en Corée pour qu'ils aiment le Congrès à soutenir la politique de Park Chung Hee ; mise en œuvre d'organisations de loisirs gratuits en Corée ; préparations de séminaires pour défendre les intérêts de Séoul, etc. L'ancien diplomate et présent professeur de journalisme à l'Illinois.

Nombreux sont les Coréens de l'étranger qui tentent ainsi de prendre leur revanche envers leur régime. Ils ne sont pas absents des ambassades, ni même de la C.I.A. Lors d'une conférence réunie du 1^{er} au 3 avril à New York, les membres du Congrès qui soutiennent la politique américaine en Corée, on notait parmi les participants un ancien amiral, un ancien ambassadeur, un général, un ancien C.I.A., un ancien professeur de la C.I.A. à l'Université de Séoul sur la politique américaine en Corée. Le Congrès du Congrès qui soutient la politique américaine en Corée, on notait parmi les participants un ancien amiral, un ancien ambassadeur, un général, un ancien C.I.A., un ancien professeur de la C.I.A. à l'Université de Séoul sur la politique américaine en Corée.

Parler avec les Nordistes

UN autre élément augmente la fluidité de la situation : c'est la diminution progressive de la menace du Nord. Les troupes vietnamiennes, l'opinion américaine se souvient qu'elle n'a pas depuis trois ans au sujet de la Corée du Nord. C'est d'ailleurs l'absence de l'engagement américain aux côtés des troupes sudistes.

La Corée du Nord, deux fois moins peuplée, peut-elle envahir la partie méridionale du pays ? Son armée est moins nombreuse, elle n'est pas prête au combat comme celle du Sud, qui fit la guerre au Vietnam. La supériorité aérienne qu'on lui prête repose surtout sur la menace d'appareils, mais l'inégalité quantitative est assez largement compensée par la supériorité de manœuvre des avions sudistes, par les États-Unis.

La Corée du Sud, dit-on, a reçu sept fois plus d'aide militaire que la partie nord. Elle peut compter sur des bases arrière au Japon et à Okinawa, voire aux Philippines. La farouche indépendance de Pyongyang a conduit les nordistes à construire un système de défense très largement autonome. Qui séjourne à Pyongyang et Pékín comprend vite qu'il n'est pas question pour les États-Unis de la Corée du Nord. L'absence de Moscou ou de Pékín. Au demeurant, les Chinois n'ont rien de plus à leur offrir que leurs frontières, confit dans lequel pourraient servir les arguments nucléaires tactiques américains, si l'on se croit une fameuse déclaration de M. James Schlesinger de juin 1976.

Le mythe de l'invasion nordiste s'évanouit. Les États-Unis, les avocats d'un dialogue direct avec le Nord sont plus nombreux. Ils constatent que l'encouragement aux discussions n'est pas l'absence de la Corée du Nord. L'absence des troupes américaines à Séoul n'a droit de veto sur le dialogue avec Pyongyang. Un dialogue inverse le problème : comment négocier le retrait des troupes américaines ?

Les États-Unis ont jusqu'à présent, de parler avec le Nord, l'absence des troupes américaines à Séoul n'a droit de veto sur le dialogue avec Pyongyang. Un dialogue inverse le problème : comment négocier le retrait des troupes américaines ?

Washington pourrait aussi négocier la réduction des troupes américaines en Corée et entreprendre la négociation avec le Nord.

Le regain d'intérêt pour la situation politique en Corée coïncide avec le dialogue européen. Pour la France, les affaires de Corée, c'est d'abord l'économie que le premier ministre Chirac a évoquée le 10 mai 1977. Lors de sa visite à Séoul, le 10 mai 1977, le ministre de l'Économie, M. Edgar Kennedy, George McGovern et Ronald Fraser, avaient adressé, en mars 1976, une lettre commune au président Park.

Les exportations coréennes ont quintuplé entre 1971 et 1976. Les ventes françaises ont fait un bond spectaculaire. M. Raymond Barre, alors ministre du Commerce extérieur, est allé à Séoul en juillet 1976. L'industrie française a été le quatrième plan coréen au mois de mai 1976. L'Association France-Corée, dont le président est le député Jean Vivien, ancien ministre français du Nord (le bataillon célèbre, créé en 1976, au camp de Fréjus, le vingt-cinquième anniversaire de la libération de la Corée). Les Français, en présence de délégués de l'American Legion et d'un détachement de la marine américaine, ont célébré le premier jour européen à avoir deux banques représentées à Séoul (Banque de l'Indochine et de Suez, et B.N.P.).

Bref, il y a un regain d'intérêt du lobby coréen, une mise en œuvre de l'efficacité. Le silence se fait sur les exactions. L'opposition trouve aussi intérêt à la situation. Les Coréens et les Français, par les services secrets, se taisent. Décus, les compatriotes reportent leurs espoirs sur l'Amérique. Les États-Unis ont jusqu'à présent, de parler avec le Nord, l'absence des troupes américaines à Séoul n'a droit de veto sur le dialogue avec Pyongyang. Un dialogue inverse le problème : comment négocier le retrait des troupes américaines ?

(1) Le Washington Post a publié, le 19 avril, une lettre du correspondant de Séoul, M. Henry Kissinger, au président Park, concernant le lobby et le fait que les États-Unis ne peuvent pas négocier le retrait des troupes américaines.

Vient de paraître
AUX PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

LE NOUVEL
ORDRE
PÉTROLIER

de la firme
transnationale aux
rapports entre États

THE NEW
PETROLEUM
ORDER

from the transnational
company to relations
between governments

Actes du 2^e colloque international d'économie pétrolière
tenu à l'université Laval
et organisé par le
Groupe Recherche Économie de l'Énergie (G.R.E.E.N.)

TEXTES PUBLIÉS SOUS LA DIRECTION D'ANTOINE AYOUB

Un volume de 252 pages, format 16 x 24 cm, 180 F

DIFFUSEUR EN EUROPE :

Centre de diffusion Livres et Langue française (CLUF),
L'ÉCOLE, 11, rue de Sévres, 75006 Paris (France).

ASCOT EST A DEAUVILLE

L'hippodrome est sous vos fenêtres.

La résidence Ascot est construite sur l'hippodrome de Deauville, Ascot est la résidence idéale. Studios, 2 et 3 pièces à partir de 4600 F. m2. Prix fermes et définitifs.

Autres réalisations dans la région de Deauville.

RENDREZ-VOUS A L'AVENIR-14800 Deauville.

SOCIÉTÉ SOCORIDE

10 bd Courcelles 75002 Paris

Tél. : 322 80 60

Tél. : 322 80 50

Sur place : Paris-Deauville

1 rue Clifline

Tél. : (16-31) 88 30 25



Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Favet, directeur de la publication.
Jacques Savagat.

Imprimé par le Monde à Paris-IX.

Reproduction interdite de tout ou partie de cet ouvrage sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57438

les livres

« LA FRONTIÈRE ET LE TEXTE », d'Yves Delahaye

Par YVES FLORENNE

C'est certes un livre qui ouvre un champ nouveau de la connaissance. Cette rare fortune nous arrive avec M. Yves Delahaye, le premier à franchir la frontière qui sépare deux domaines qu'on traitait comme s'ils se situaient aux antipodes l'un de l'autre : la linguistique se trouve du même côté que la pratique de la vie humaine et que les relations internationales.

Pourtant, les sémanticiens, c'est-à-dire la sémantique, y ont trouvé leur compte : ils ne semblaient pas s'intéresser à la linguistique, mais, et peut-être surtout, au moment où les linguistes commencent à faire l'objet de recherches théoriques, le décriptage de leurs messages, de leurs « actes », par les grilles de la sémantique les éclaire et leur fait à neuf, en contribuant à dégarer ce que l'on se risque à appeler un peu prématurément leurs « idées ».

Il y fallait, sans doute, la rencontre d'un linguiste et d'un philosophe. Elle aura été d'autant plus fructueuse qu'elle s'est accomplie dans le même homme. L'auteur peut-être de la « sémantique » : celui-ci, qui n'est ni de la spécialité, fait trop souvent figure d'amateur distingué. Il n'est pas besoin que M. Delahaye nous fasse sa « vocation sémantique » de linguiste et d'éthologue, on l'aura vu en la lecture de son livre. Il nous a trouvés du même coup des satisfactions à cette discipline qui n'est pas sans contraindre son écriture et sa pensée et à la rigueur qu'elles manifestent.

Il y fera-t-on grief d'un certain cartésianisme qui se déclare d'abord dans une érudition même du discours et dans la distinction, la distribution des parties ? Le soin d'expliquer est de l'ordre du domaine à explorer et à exploiter. Dans une démarche pour fixer ses frontières, le sémanticien ne rencontre-t-il pas la frontière ? Celle-ci, celle qui s'inscrit, fait-elle en ligne droite sur le sol. La frontière est le signe même de la relation internationale, laquelle se caractérise par l'acte de la transgression. Tel est du moins, après examen et élimination des autres, le mieux retenu. Tout ce qui traverse une frontière — langues, idées, principes, capitales — détermine une relation internationale. Ainsi, les frontières, elles se seraient échappées au regard de l'observateur, mais — dans la nouveauté — elles seraient dans le champ d'un autre regard, celui de la linguistique. Ce regard différent, on se souviendra plus de constater, d'ailleurs, de ce que se passe : il se passe comment se passe. Double regard, d'ailleurs, correspondant à une sémantique à double face, la relation internationale, par nature, correspondante, mais aussi — parfois non — intentionnelle, aux intentions.

Quel communisme on signale ? Celui, ou cela, que

la terminologie nouvelle appelle « acteur ». Les États sont les plus visibles de ces acteurs, non pas les seuls, mais les plus puissants : ils sont les multinationales, les plus nombreux, les plus puissants, les plus visibles. D'où une difficulté, pour tout le monde, l'acteur est un homme ; et, en l'occurrence, un homme politique. On ne trouve embarrassé pour le nommer, M. Delahaye propose : « représentant ». Certaines connotations du mot « représentant » ne sont pas, en effet, appelées à signifier : « représentant » est trop lourd ; l'essentiel est que le mot porte l'idée de représentation politique, diplomatique, mais aussi, surtout, dramatique. M. Delahaye s'attache à donner à l'acteur son sens véritable : il est le représentant, qui a lui-même ses doubles dans les « idées » qu'il porte. Plus loin, l'auteur soulignera l'ambivalence, dans une même « combinaison », l'idée de la nature dramatique du jeu international. Réécriture implicite, en passant, de la thèse de R.G. Leysen, qui nous rendons compte de la dernière, non sans formuler la même critique : l'idée sémantique, mais superficielle, ne qu'elle ramène le drame politique à ses mouvements profonds et à « po-business », un « star-system », qui n'est que l'écume. C'est à peine par métaphore qu'on peut définir le jeu international, comme le jeu théâtral, par une scène, un acteur, un texte.

Un texte qui est fait parole et qu'accompagne le geste. Le texte qu'interroge M. Delahaye n'est pas non plus le seul. Il est le principal ; et c'est à l'entendre, bien comme oral, que comme écrit, la lecture sémantique n'aura presque plus rien de commun avec la lecture courante — « lecture courante » — de la lecture courante, qui est une lecture qui se passe ni même soupçonnée. Enfin, science des signes, des signes en évidence ; elle n'est à la bonne raison : les codes, et elle permet d'en découvrir de nouveaux. Or, les signes sémantiques, comme les signes, ont des rapports de communication. Les signes, qui se passent, se passent tout particulièrement à ce qui concerne les signes de communication. Les signes, qui se passent, se passent tout particulièrement à ce qui concerne les signes de communication. Les signes, qui se passent, se passent tout particulièrement à ce qui concerne les signes de communication.

Il n'est pas possible de passer même momentanément, un livre qui, à la façon de traités célèbres, paraît s'inscrire dans la tradition de la linguistique et de la philosophie. Les signes, qui se passent, se passent tout particulièrement à ce qui concerne les signes de communication. Les signes, qui se passent, se passent tout particulièrement à ce qui concerne les signes de communication. Les signes, qui se passent, se passent tout particulièrement à ce qui concerne les signes de communication.

• Paris, 1977, 226 pages, 55 F.

SOCIÉTÉ

LES DÉBATS DU PROGRÈS. — Collectif C.F.D.T.

Éditions du Seuil, Paris, 1977, 320 pages, 110 F.

Le titre est clair. Le progrès technique, si profitable à la production (trop ?) et si nuisible à la consommation (trop ?) : il faut le produire, mais il faut le consommer. Le progrès technique, si profitable à la production (trop ?) et si nuisible à la consommation (trop ?) : il faut le produire, mais il faut le consommer. Le progrès technique, si profitable à la production (trop ?) et si nuisible à la consommation (trop ?) : il faut le produire, mais il faut le consommer.

L'IDÉOLOGIE DANS LA SCIENCE. — H. Rose, S. Rose et J. Hammer, H. M. Enzensberger, R. Franck, J.-M. Lévy-Leblond, L. Stéhlin.

Éditions du Seuil, Paris, 1977, 226 pages, 55 F.

Il y a une idéologie qui paraît échapper à la science. En prenant, en effet, la science pour objet, elle se présente comme la science. En prenant, en effet, la science pour objet, elle se présente comme la science. En prenant, en effet, la science pour objet, elle se présente comme la science.

Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science.

Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science.

• Paris, 1977, 226 pages, 55 F.

Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science.

Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science. Plusieurs auteurs (subjectifs et erronés) ont tenté de définir la science.

AMÉRIQUE

TAMING THE GIANT CORPORATION. — Ralph Nader, Mark Green, Joel Seligman. — New York, 1977, 311 pages, 10,99 dollars.

Le livre de Ralph Nader, entouré de deux autres auteurs, est un droit de réponse à la grande firme, pour dénoncer dans les États-Unis le pouvoir des multinationales. Les auteurs proposent une réforme complète du système juridique américain, afin d'une part de limiter le pouvoir des multinationales, et d'autre part de garantir les droits des citoyens. Les auteurs proposent une réforme complète du système juridique américain, afin d'une part de limiter le pouvoir des multinationales, et d'autre part de garantir les droits des citoyens.

AFRIQUE

L'ALGERIE CULTURES ET REVOLUTION. — Bruno Etienne. — Paris, 1977, 333 pages, 65 F.

Le livre de Bruno Etienne est une enquête sur la culture algérienne. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales.

Le livre de Bruno Etienne est une enquête sur la culture algérienne. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales.

Le livre de Bruno Etienne est une enquête sur la culture algérienne. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales.

Le livre de Bruno Etienne est une enquête sur la culture algérienne. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales.

Le livre de Bruno Etienne est une enquête sur la culture algérienne. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales.

Le livre de Bruno Etienne est une enquête sur la culture algérienne. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales. L'auteur analyse les influences étrangères et les transformations locales.

EUROPE

REPORTAGES EN SUISSE. — Nicolas Meienberg.

Paris, 1977, 282 pages, 10 F.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

• Paris, 1977, 282 pages, 10 F.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prodigieux, condamné à mort et fusillé. Dans le même temps, des firmes comme Buhler Oerlikon vendent tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. Selon que vous serez puissant ou misérable, vous serez bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en deux saisissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

Une publication du
MOUVEMENT HAÏTIEN DE LIBÉRATION MHL

LE NOIRISME

Essai sur la négritude et son utilisation dans le contexte haïtien

par Jacqueline Lamartinière

La réaction des effets du racisme « blanc » des nombreux néo-colonisés immémoriellement capitalisés et toujours d'aboutir la question de la lutte des classes

Cet ouvrage constitue donc un point de départ pour une réflexion en question intégrale des thèmes de Senegor, Cesaire, Depestre.

44 pages 15 x 23 cm prix de vente au public : 10 F.

La brochure est actuellement disponible dans les librairies suivantes :

- Librairie Méditerranée, 11, rue de Lille, 75007 Paris.
- L'Harmattan, 18, rue de la Harpe, 75005 Paris.
- Librairie Joly et Fils, 19, rue Cujas, 75005 Paris.
- 14 Juillet Librairie, 14, bd Beaumarchais, 75011 Paris.
- Le Thiers-Mythe, 21, rue Cujas, 75005 Paris.
- La Joie de Lire, 19, rue Saint-Séverin, 75005 Paris.

3 envoyer à : MHL, P.O. 143, White Plains, N.Y. 10604 U.S.A.

enfin,
une véritable
"radioscopie"
des rapports
Est-Ouest

patrick wajsman
l'illusion
de la détente

252 pages - 59 F

puf

مكتبة ابن رشد

Fonds monétaire international

Credits « stand-by » à l'Égypte et au Portugal

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a accordé le 21 avril à la République arabe d'Égypte un crédit « stand-by » lui permettant d'acheter au cours des deux prochains mois l'équivalent de 125 millions de D.T.S. destinés à appuyer le programme de réforme de l'économie entamé par ce pays.

D'autre part, le 26 avril, le Portugal s'est vu octroyer un crédit « stand-by » autorisant à acheter au cours des deux prochains mois l'équivalent en monnaies de 42,4 millions de D.T.S. La quote-part du Portugal au F.M.I. s'élève à 117 millions de D.T.S. ; les avoirs du Fonds en euros, représentant des achats au Portugal assujettis à l'obligation de rachat, équivalent à 202,5 millions de D.T.S.

Trois autres crédits « stand-by » ont été attribués aux pays suivants : République socialiste de Roumanie (9 mai) : l'équivalent de 35 millions de D.T.S. ; République de Corée (9 mai) : l'équivalent de 20 millions de D.T.S. ; Gambie (18 mai) : l'équivalent de 2,5 millions de D.T.S.

FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE. — Dans le cadre du financement des prêts, trois pays ont été autorisés à effectuer des achats de devises : Pakistan (21 avril) : l'équivalent de 27 millions de D.T.S. ; République de Chine (21 avril) : l'équivalent de 20 millions de D.T.S. ; Zaire (26 avril) : l'équivalent de 2,5 millions de D.T.S.

TRAVERSÉE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET DU MALAWI. — En accord avec le F.M.I., la République dominicaine a acheté, le 26 avril, l'équivalent de 25 millions de D.T.S. ; d'autre part, le F.M.I. a donné son accord au Malawi le 20 avril, qu'il puisse acheter l'équivalent de 5,3 millions de D.T.S.

VENTE D'OR. — La vente d'or mensuelle du Fonds monétaire international a eu lieu le 7^e juin ; la quantité d'or offerte était de 525 000 onces d'or fin.

Prêts de la Banque

UNE série de prêts ont été accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) en faveur des pays suivants :

— Algérie (25 avril) : 42,5 millions de dollars pour l'amélioration du réseau routier ;

— Botswana (25 avril) : 20 millions de dollars pour aider à financer un projet routier ;

— Swaziland (26 avril) : 5 millions de dollars pour financer les dépenses en devises d'investissements réalisés grâce à des prêts accordés par la National Industrial Development Corporation of Swaziland ;

— Brésil (25 avril) : 80 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de production d'engrais phosphatés ;

— Costa-Rica (26 avril) : 18 millions de dollars destinés à un projet de crédit et de développement agricole ;

— Bénin (26 avril) : deux prêts d'un montant total de 18,5 millions de dollars pour un programme de développement du tourisme ; le premier prêt, de 5,5 millions de dollars, porte intérêt au taux de 8,5 % ; le second, de 8 millions de dollars, est consenti dans le cadre du « troisième prêt » ;

— Maroc (5 mai) : 41 millions de dollars destinés au projet d'irrigation de Doukkala ;

— Philippines (6 mai) : 73 millions de dollars dont 50 millions ont été affectés à la remise en état des systèmes d'irrigation et 23 millions à un programme d'amélioration des réseaux d'adduction et d'assainissement ;

— Paraguay (12 mai) : deux prêts d'un montant de 32 millions de dollars ; 22 millions de dollars financent un programme de développement rural et 10 millions de dollars les opérations de prêt consenties par le Banco Nacional de Fomento aux entreprises industrielles ;

— Mexique (12 mai) : 42 millions de dollars pour le financement d'un projet de tourisme ;

— Bolivie (16 mai) : deux prêts d'un montant total de 60 millions de dollars ; 35 millions de dollars destinés à un programme de réhabilitation technique et de développement de la recherche industrielle et des ressources d'ingénierie ;

— Espagne (19 mai) : 18 millions de dollars pour leur contribution au développement de la recherche industrielle et des ressources d'ingénierie ;

— Guatemala (19 mai) : 55 millions de dollars affectés à un projet d'énergie électrique ;

— Philippines (19 mai) : 15 millions de dollars pour aider à financer un plan de développement rural ;

— Algérie (23 mai) : 50 millions de dollars pour la réalisation d'un projet portuaire ;

— Équateur (23 mai) : 17,5 millions de dollars pour le financement d'un projet de tourisme ;

— Maroc (23 mai) : 45 millions de dollars rattachés à la Banque nationale de développement économique, société spécialisée dans les opérations de prêts à l'industrie ;

— Portugal (26 mai) : 60 millions de dollars pour le financement d'un projet de société financière de développement ;

— Tunisie (26 mai) : 43 millions attribués au projet polyvalent de Sidi-Saleim ;

— Turquie (26 mai) : 74 millions de dollars destinés au développement du secteur industriel privé.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. — Trois opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été conclues au cours des derniers mois :

— Prêt de 9 millions de dollars, le 27 avril, au Malawi pour le financement d'un projet de production de sucre ; cette contribution a été consentie à la Dwynga Sugar Corporation ;

— Prêt de 7 millions de dollars, le 9 mai, à la société textile espagnole Alparagosa S.A.I.C. pour l'aider à financer la construction d'une filature au Guatemala, région située dans le nord-ouest du pays ;

— Investissement à Madagascar, le 10 mai, sous la forme d'un prêt de 11 millions de dollars pour le financement de la seconde phase d'un projet de participation de 250 000 dollars. Cette opération financera l'expansion de la Société textile de Madagascar ;

CONSEILS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT. — Une série de crédits de l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, ont été attribués aux pays suivants :

— Lesotho (15 avril) : 2,5 millions de dollars pour la promotion du développement industriel de ce pays par l'intermédiaire de deux sociétés locales de financement du développement, le Lesotho National Development Corporation et la Basotho Enterprises Development Corporation ;

— Sri-Lanka (25 avril) : 19 millions de dollars pour la réalisation de la seconde phase du projet de réhabilitation et de mise en valeur de terres de Mahaweli Ganga ;

— Népal (25 avril) : 8 millions de dollars pour un projet destiné à améliorer et à étendre les services d'adduction d'eau et d'assainissement de la ville de Kathmandu ; le 26 avril, ce pays a obtenu un autre crédit de 4 millions de dollars qui sera affecté à un projet de développement industriel du Népal (voir face à ses besoins en devises étrangères) ;

— Zaire (26 mai) : 6,3 millions de dollars pour l'amélioration de l'enseignement ;

— Éthiopie (12 mai) : 32 millions de dollars pour financer la réalisation de la première phase d'un programme de développement rural ;

— Inde (16 mai) : 22 millions de dollars en vue d'un projet de renforcement et de développement des services de vulgarisation et de recherche agricoles dans l'état de Madhya Pradesh ;

— Malawi (16 mai) : 7 millions de dollars destinés à financer un programme d'adduction d'eau dans le Balasitry ;

— Mali (19 mai) : 10,5 millions de dollars pour un projet ferroviaire ;

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

— République arabe du Yémen (23 mai) : 8 millions de dollars pour l'expansion des installations portuaires de Hodeidah et de Mocha ;

— Inde (26 mai) : 200 millions de dollars pour contribuer au financement d'un programme d'investissement pour l'aménagement foncier entrepris par la Société de renforcement et de développement agricole ;

FINANCEMENTS CONJOINTS DU CANADA ET DE L'IDA. — Le Canada et l'Association internationale de développement (IDA) financeront conjointement des projets de développement prioritaire dans plusieurs pays en voie de développement, selon les termes d'un accord conclu le 23 avril. Le gouvernement canadien a accepté de mettre une partie de ses fonds d'aide bilatérale à la disposition de l'IDA pour l'aider à financer des projets acceptés en commun. Ces fonds, d'un montant initial de 35 millions de dollars canadiens, seront versés par l'IDA au nom des gouvernements canadiens et prêts en dollars canadiens aux conditions habituelles de l'IDA. Trois prêts viennent d'être octroyés :

— À la Tanzanie (26 avril) : 12 millions de dollars pour un programme de développement rural ; 7,2 millions de dollars proviennent des ressources de l'IDA et 4,8 du fonds canadien ;

— À la Haute-Volta (5 mai) : 6,5 millions de dollars pour l'achat de matériel agricole ; 3,5 millions de dollars ont été fournis par l'IDA et 3 millions par le fonds canadien ;

— Au Sri-Lanka (12 mai) : 16 millions de dollars pour financer un programme d'adduction d'eau ; 9,3 millions de dollars ont été accordés par l'IDA et 6,7 millions de dollars par le fonds canadien ;

PROCES-VERBAUX DU PROGRAMME D'EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE. — La Banque mondiale a annoncé, le 25 mai, qu'elle avait accompli son programme d'emprunt pour l'exercice financier qui a débuté le 1^{er} juillet 1976 et prendra fin le 30 juin 1977. Au total, trente-neuf émissions ont été placées par la Banque, représentant au total 4,1 milliards de dollars. C'est la plus grande somme placée par la Banque mondiale en un seul exercice financier. La durée moyenne de 4,1 milliards empruntés au cours de l'exercice 1977 est de 8,1 années.

En plus de son programme d'emprunt, la Banque mondiale a eu, le 19 avril 1977, pour 60 millions de dollars d'obligations et de bons sur le marché des capitaux internationaux. Ces obligations, qui ont été émises à un taux d'intérêt de 9 1/2 %, sont remboursables le 1^{er} mai, ont été offertes au public à 95,50 % du prix nominal et ont été souscrites à 100 %.

PREMIÈRES RÉUNIONS DES GROUPES CONSULTATIFS POUR LA BOLIVIE ET L'ÉGYPTE. — La première réunion du groupe consultatif pour la Bolivie s'est tenue à Washington le 23 mai, sous la présidence de M. Adalberto Krieger, vice-président de la Banque mondiale pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sur la base d'un rapport préliminaire de la Banque mondiale et d'une liste de projets établie par le gouvernement bolivien, les membres du groupe ont discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

D'autre part, la première réunion du groupe consultatif pour l'Égypte a eu lieu les 11 et 12 mai à Paris. Les participants ont discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

GROUPES CONSULTATIFS POUR LE SRI-LANKA ET LA TANZANIE. — Le troisième exercice du groupe consultatif pour le Sri-Lanka a eu lieu à Washington le 23 mai. Après avoir pris connaissance des problèmes économiques et sociaux du pays, les membres du groupe ont discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

Le groupe consultatif pour la Tanzanie, qui, de son côté, s'est réuni à Paris le 23 et 24 mai, a discuté les modalités de leur coopération financière et technique, y compris celle des modalités de financement. Il a été convenu qu'une réunion du groupe devrait avoir lieu dans dix-huit mois environ.

rouillères et fluviales desservant le futur port de Mongla.

DIXIÈME ASSEMBLÉE ANNUELLE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS. — La dixième session annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque asiatique a eu lieu à Manille du 21 au 23 avril dernier. À cette occasion, la Banque asiatique a publié son rapport annuel dressant le bilan de ses activités en 1976. Selon ce document, cette année aura été marquée par une nouvelle augmentation de 17 % du montant total des prêts. Les prêts accordés à des conditions spéciales aux pays membres de la Banque les plus déshérités, les « prêts à 0,5 % », ont augmenté de 100 %, passant de 1,5 à 3 millions de dollars. Le rapport note également que le capital autorisé de la Banque a été porté de 5,5 à 6 millions de dollars, à 6,5 millions de dollars, soit une augmentation de 18 % qui prendra effet à la fin de 1977.

ÉMISSION D'OBLIGATIONS. — Une émission d'obligations de la Banque asiatique a eu lieu le 30 avril à Manille. Les obligations, d'un montant de 10 millions de dollars, ont été émises à un taux d'intérêt de 9 1/2 %, à échéance du 1^{er} avril 1979. Elles ont été souscrites à 100 %.

SEMINAIRE À MANILLE. — Un séminaire régional qui portait sur l'application de la technologie aux constructions de routes a eu lieu à Manille du 18 au 20 mai dernier. Cette réunion avait été organisée par la Banque asiatique, l'Organisation internationale du travail et le Fonds international du développement agricole.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

— Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rattaché à la Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées) ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 150 millions de francs français (soit 25,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du Canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 180,5 millions de francs français (soit 30,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale d'investissement.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

nale des télécommunications à Paris (pour quinze ans et à 9 1/8 %) pour financer l'extension et la modernisation du réseau des télécommunications dans le Midi-Pyrénées.

— et au Portugal

Un prêt d'une contre-valeur de 16 millions d'unités de compte (1

pays devrait fournir les moyens d'agir dans le sens souhaité par le groupe d'experts.

PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE. — Les directeurs des organismes de l'intégration économique latino-américaine se sont réunis à Guatemala, le 4 mai, en présence des représentants du Bureau des Caraïbes de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), du Conseil mondial interaméricain de l'énergie, du Conseil mondial interaméricain de l'industrie, des participants ont examiné le rapport de la CEPAL à la Commission interaméricaine de coopération économique de l'Union interaméricaine, avant de se pencher sur les problèmes énergétiques de la région. Les directeurs des organismes de l'intégration ont ensuite exposé les études entreprises par leurs services dans les domaines du recensement et du développement des différentes sources d'énergie, ainsi que du mandat confié aux services spécialisés du secrétariat de l'intégration (SIEC) sur les perspectives d'une coopération avec le Venezuela. Ils ont convenu de convoquer une réunion tripartite des directeurs de l'économie, des finances, des cinq pays et des directeurs des banques centrales, qui examinera à son tour ce problème.

O.C.D.E.

Bilan énergétique pour 1975-1976

L'ORGANISATION de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié au début du mois de mai son analyse annuelle de l'offre et de la demande d'énergie dans les pays membres. Selon ce rapport intitulé *Bilan énergétique dans les pays de l'O.C.D.E. 1975-1976*, le total des besoins en énergie a accusé un recul de 2,9 % en 1976 (pour une baisse de 1 % du PIB) pour la zone O.C.D.E. dans son ensemble. Cette baisse s'est produite dans toutes les grandes régions : en Europe et aux États-Unis, elle a été respectivement de 4,2 % et de 3 % (tandis que le PIB baissait de 1,5 % dans les deux cas) ; au Japon, les besoins en énergie ont baissé de 1,7 %, alors que le PIB s'accroissait de 3,4 %. En ce qui concerne l'évolution comparée des différentes sources d'énergie, la consommation de pétrole et de produits pétroliers a accusé un recul de 4 % pour l'ensemble des pays membres (6,5 % en Europe, 3,7 % aux États-Unis et 1,7 % au Japon). La production d'énergie nucléaire a, par contre, rapidement augmenté : 37,7 % pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (30,2 % en Europe, 51 % aux États-Unis, 27,5 % au Japon).

PREX À LA CONSOMMATION. — Selon l'O.C.D.E., la hausse des prix à la consommation a ralenti en mars jusqu'à 0,5 % et a continué de baisser en avril sur deux mois consécutifs à 0,2 % et se maintient, pour les trois derniers mois, au-dessous de 10 % au taux annuel. En Amérique du Nord, le ralentissement a été, en grande partie, dû aux effets de la vague de froid. En Europe, la légère déflation a relâché la baisse actuelle des prix constatée en Suisse et en Belgique ainsi que le net ralentissement du marché en Allemagne, au Luxembourg et en Suède, contrastant avec l'inflation rapide et continue observée dans un certain nombre de pays et une réaccélération dans d'autres. Un grand nombre de ces changements sont dus à la fin de mesures concernant le prix de certains produits de consommation.

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ÉNERGIE NUCLEAIRE. — M. Emile van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., a annoncé la nomination de M. Ian Williams au poste de directeur général de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.). M. Williams, qui était directeur général adjoint de l'Agence depuis 1968, a pris ses fonctions le 1^{er} mai dernier ; il succède à M. Einar Selander, qui vient de prendre sa retraite.

LA POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT AU JAPON. — Le renforcement des règles concernant la politique de l'environnement au Japon a été examiné au cours d'un séminaire du comité de l'environnement de l'O.C.D.E. réunie à Paris du 2 au 4 mai. Les travaux du comité ont notamment porté sur l'évaluation des impacts de l'industrie nucléaire, l'indemnisation des dommages causés à la santé, l'implantation de grands projets de développement et les aspects économiques de la politique de l'environnement.

RECENTES PUBLICATIONS

- Le Danemark, dans la série « Etudes économiques », avril 1977.
- Le développement des systèmes de relations professionnelles : quelques exemples de l'expérience japonaise, 82 pages.
- Législations nucléaires : Etude analytique sur la responsabilité civile nucléaire, 207 pages.
- L'insertion des jeunes dans la vie active : examen des causes des difficultés d'insertion professionnelle des jeunes, analyse des tendances actuelles en matière d'éducation, des attitudes et des aspirations des jeunes et comparaison avec l'évolution des besoins de l'emploi : examen des réponses apportées au problème du chômage des jeunes dans les pays de l'O.C.D.E., 122 pages.
- La Production d'énergie et l'environnement, 130 pages.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE COMMERCE. — Une mission africaine, dirigée par de hauts fonctionnaires de la commission

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'Avignon s'ouvre d'une jeune cité qui, dans un lieu sans rival, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



- LE PALAIS DES PAPES : LE PONT SAINT-BENET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux salons civils et religieux.
- LES TROIS DE SES MURS :
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE :
- SON FOLKLORE (danses et vieilles traditions) :
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre chorégraphique, cinéma, musique :
- DES SALLES DE REUNION :
- DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS « autos-chauffés » à aller et retour au départ de PARIS, ETATLIS (Le Touquet), BULLOINE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, BAMBORG, KIEL, etc.
- SON IMPRONTANT MARCHÉ QUOTIDIEN DE FRUITS ET LEGUMES :
- DES SATISFACCTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grande cru (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) :
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son immense parking.
- Visitez AVIGNON « La Soignée de joie... »

Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.

économique des Nations unies pour l'Afrique et l'Amérique latine et de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, a été reçue les 16 et 17 avril par le comité exécutif permanent de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC). Les latino-américains ont communiqué leurs expériences sur le commerce, l'harmonisation des politiques commerciales et les échanges, la coopération financière et monétaire, les accords de complémentarité industrielle, la production et la commercialisation des produits de l'agriculture, le système institutionnel et juridique.

La mission africaine a pour but de tourner en Amérique latine et aux Caraïbes par des contacts avec d'autres groupements économiques de la région.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Selon des indications fournies à la fin du mois d'avril par le Conseil international du blé, les estimations du commerce mondial du blé pour 1976-1977 s'élèvent à 60 millions de tonnes contre un volume global de 66,5 millions de tonnes pour l'année 1975-1976 ; ces estimations sont en hausse de 1,5 million de tonnes par rapport à celles du mois de mars.

• MARCHÉ COMMUN DES CARAIBES. — Réuni à Georgetown (Guyana) les 4 et 5 mai, le conseil des ministres du marché commun des Caraïbes a fait le tour du problème des mesures de libre-échange plus marquées de l'évolution de l'intégration régionale : commerce, politique douanière et commerciale ; agriculture et mesures agricoles ; services ; les pays les moins développés de la zone.

• Au chapitre des relations extérieures, les ministres

ont discuté des résultats du « sommet » de Londres et de la reprise de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale. Ils ont aussi pris connaissance d'un rapport sur la création d'un corps de volontaires des Caraïbes. Enfin les ministres ont procédé à l'examen du budget du secrétariat et ont approuvé la répartition des dépenses ainsi que son programme de travail pour 1977. Ils ont approuvé les propositions sur la réorganisation institutionnelle et administrative du secrétariat.

• GATT. — Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a publié son rapport annuel d'activité fin avril. Selon ce document, les mesures de protectionnisme prises par les Etats membres ont été plus limitées qu'on aurait pu le craindre, compte tenu de la conjoncture économique.

Toutefois, au début de 1977, les pressions tendant à limiter les importations ou à subventionner les exportations demeurent très fortes, d'autant que les perspectives commerciales s'inscrivent dans l'opulisme. En 1977 comme en 1976, prévoit le rapport, bon nombre de gouvernements élaboreront leur politique commerciale nationale sur un arrière-plan de chômage, d'inflation et de déséquilibres de la balance des paiements.

Après des négociations commerciales multilatérales (l'Organisation mondiale du commerce) qu'en 1976, deuxième année de sa phase active, un traité commercial a été accompli. Mais, comme les Etats membres ont des options politiques difficiles à accepter, les négociations commerciales n'ont toujours pas été tranchées. Dans certains cas, l'agriculture est la plus sensible. Il n'a pas encore été possible de s'entendre sur une base de négociation.



Marché commun

Accord sur les prix agricoles européens

LES prix agricoles européens sont majorés en moyenne de 3,5 % exprimés en unités de compte. Les pays à monnaie faible (France, Irlande, Italie et Grande-Bretagne) bénéficieront d'une hausse plus importante (8,50 % en France, 10,5 % en Irlande, 11,5 % en Italie et 15 % en Grande-Bretagne) exprimée en monnaie nationale. En revanche l'Allemagne de l'Ouest, pays à monnaie forte, recevra pour ses agriculteurs une majoration de 1,5 % seulement. Les pays du Benelux et du Danemark suivront la moyenne communautaire de 3,5 %.

L'accord des neuf pays du Marché commun sur les prix agricoles européens réalisé le 30 avril à Bruxelles a été rendu possible grâce à l'octroi d'une subvention de 33 U.C. par 100 kilos (1 U.C. = 1,12 dollar) à la monnaie faible (France, Irlande, Grande-Bretagne et Italie) et diminué en Allemagne fédérale, pays à monnaie forte. Le Danemark et les pays du Benelux bénéficieront de la hausse moyenne de 3,5 %.

Ces montants compensatoires, qui sont à l'heure actuelle de 36,5 %, seront réduits en deux étapes à 32,5 %, moyennant des concessions réciproques. Les neuf ministres de l'agriculture de la C.E.E. ont ratifié le compromis qui prévoit une hausse moyenne de 3,5 % des prix agricoles européens, majorés dans les pays à monnaie faible (France, Irlande, Grande-Bretagne et Italie) et diminués en Allemagne fédérale, pays à monnaie forte. Le Danemark et les pays du Benelux bénéficieront de la hausse moyenne de 3,5 %.

L'aide spéciale aux pays pauvres

Au conseil des ministres du 3 mai, un accord complet a été réalisé entre les neuf ministres de l'agriculture de la C.E.E. Le montant de cette aide est de 1 milliard de dollars partagé entre la C.E.E. : 375 millions, les États-Unis : 375 millions et les autres pays industrialisés (Canada, Japon, Suède, Suisse, Espagne, Australie) : 250 millions. La contribution de chacun des Etats membres de la C.E.E. a été également arrêtée. Les Neuf sont tombés d'accord pour que cette aide nouvelle soit distribuée par l'IDA (Association internationale de développement), filiale de la Banque mondiale.

Parmi les problèmes discutés par les Neuf, celui de la pêche, qui figure maintenant à tous les ordres du jour du conseil des Neuf, a permis au ministre français des Affaires étrangères de réclamer la fin du régime provisoire pour le régime interne de la pêche dans la zone communautaire de 200 milles marins et de demander la mise en place d'un régime définitif avant le 30 juin prochain, « régime qui doit être global et réaliste », a-t-il dit.

Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf, en outre, chargé le comité des représentants permanents des Affaires étrangères des Neuf auprès de la C.E.E. de préparer la réponse à la dernière communication du COMECON pour une reprise des négociations. Enfin les Neuf ont aussi fixé les modalités de la représentation (par M. Roy Jenkins) de la C.E.E. au « sommet » de Londres.

Au comité permanent de l'emploi

Le comité permanent de l'emploi de la C.E.E. réuni le 5 mai à Bruxelles, n'a pu se mettre d'accord sur la révision du Fonds social européen (F.S.E.), mais a réaffirmé la nécessité de réorienter la plus vite le chômage dans la Communauté (six millions de personnes).

Sept ministres du travail et deux secrétaires d'Etat, des représentants des employeurs et des syndicats et de la Commission ont participé à cette réunion qui se tient deux fois l'an.

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat français à la formation permanente, a réaffirmé par la part que le taux d'intervention du F.S.E. devait mettre principalement l'accent sur les secteurs en difficulté (textile, sidérurgie, constructions navales) plus que sur les régions défavorisées de l'Europe, comme le souhaitent les Italiens ou les Irlandais. Ces derniers voulaient voir porter ce taux à 65 % contre 50 % actuellement. Toutefois, l'ensemble des participants ont admis le principe d'une simplification de ce fonds dans son utilisation et sa répartition, mais non une extension de sa compétence comme le proposait la Commission européenne. Les syndicats ont proposé également une réduction de l'âge de la retraite à soixante ans, la semaine de quarante heures, un congé annuel de six semaines et la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans pour venir à bout du chômage.

Ces mesures ont fait l'objet de remarques de la part des employeurs, notamment sur leurs coûts dans une période de crise. De plus, le travail féminin et celui des handicapés n'ont pas réussi à rallier les points de vue. Les Britanniques estiment qu'il y avait une discrimination à faire, pas même pour les femmes. Enfin ce qui concerne la coordination des différents fonds de la Communauté, les partenaires ont tous estimé que le fonctionnement de chacun d'entre eux avait davantage besoin d'être amélioré avant qu'il soit possible d'étendre leur champ d'action.

Les mesures irlandaises concernant la pêche

Une nouvelle escalade s'est produite, le 11 mai, dans le contentieux qui oppose l'Irlande à la Commission de la C.E.E. dans le secteur de la pêche. La Commission de la C.E.E. a demandé à la Cour européenne de Justice de Luxembourg de rendre dans les plus brefs délais un « arrêt provisoire » suspendant temporairement les mesures unilatérales prises par Dublin dans le secteur de la pêche, qui interdisent à tous les bateaux de pêche de plus de 33 mètres de long et de plus de 1100 chevaux de capturer des poissons dans une zone de 50 milles au large des côtes d'Irlande.

Selon les experts communautaires, cette période temporaire pendant laquelle les mesures unilatérales irlandaises seraient suspendues serait de l'ordre de trois semaines. Ce délai pourrait être mis à profit pour accélérer les négociations entre la Commission de la C.E.E. et l'Irlande, d'une part, entre Dublin et ses partenaires européens, d'autre part, en vue de trouver une solution à ce conflit. La Commission de la C.E.E. trouve les mesures irlandaises « illégales » et discriminatoires. De son côté, le gouvernement de Dublin estime que ces mesures, qui s'appliquent à tous les bateaux de pêche, y compris les irlandais, ne sont pas discriminatoires et sont une simple mesure transitoire en attendant l'adoption d'un régime interne de pêche dans la C.E.E. à la suite de la création, le 1^{er} janvier dernier, d'une zone communautaire de pêche de 200 milles.

Conclusion d'un accord sur le sucre avec les A.C.P.

La Communauté européenne a finalement garanti, le 13 mai à Bruxelles, le prix net de 7,25 U.C. par 100 kilos de sucre (1 U.C. = 1,12 dollar) aux pays producteurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) pour le sucre brut (11,3 million de tonnes) de la campagne 1976-1977 qu'elle s'est engagée à leur acheter selon les accords de Lomé.

Les Pays A.C.P. avaient proposé 27,90 U.C. par 100 kilos. Un accord a pu être conclu après l'offre officielle des raffineries britanniques Tate and Lyle qui accorderont aux exportateurs A.C.P. une prime de marché qu'ils estiment de l'ordre de 0,68 U.C. par 100 kilos. En outre, Tate and Lyle est prêt à concéder aux pays A.C.P. une partie des bénéfices supplémentaires dans la proportion de 2/3 pour les A.C.P. et de 1/3 pour Tate and Lyle.

Toutefois, à l'issue des négociations, M. Georges King, ministre de Guyane au sein de la délégation des A.C.P., s'est montré mécontent d'avoir dû recourir à des négociations parallèles avec les raffineries britanniques. D'autre part, il juge insuffisante la concession européenne qui a accepté de fixer le prix d'entrée du nouveau prix du sucre A.C.P. pour la campagne 1977-1978 le 1^{er} mai 1977, alors que les A.C.P. réclamaient le 1^{er} janvier (la campagne débute le 1^{er} juillet dans la C.E.E.). Selon M. King, les producteurs A.C.P. récoltent très peu dans l'année « seront considérablement désavantagés ».

M. Gundlach, vice-président de la Commission, s'est déclaré satisfait des décisions prises et de l'atmosphère des discussions dans la seconde phase des négociations.

Les ministres des Neuf veulent freiner la procédure d'élargissement de la C.E.E.

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. sont tombés d'accord le 22 mai à Leeds Castle, dans le sud de l'Angleterre, pour freiner les procédures sur l'élargissement de la Communauté européenne de neuf à douze membres (Grèce, Portugal et Espagne).

« On a porté davantage de délais de lenteur que d'échéances précises », a précisé M. Gaston Thorn, premier ministre du Luxembourg. En définitive, les Neuf sont d'accord pour poser deux préalables avant d'entamer les véritables négociations avec les trois pays du bassin méditerranéen.

1) Une réforme profonde de la politique agricole méditerranéenne, demandée notamment par la France et l'Italie, dont les secteurs agricoles seraient concurrencés par les produits grecs, portugais et surtout espagnols.

2) Une visionnaire des réformes institutionnelles nécessaires pour assurer le passage d'une communauté européenne à Neuf, qui a déjà du mal à fonctionner correctement, à une communauté européenne à douze.

Les ministres ont également décidé d'ouvrir un débat sur les conséquences globales d'un tel élargissement pour les politiques régionale, sociale, maritime et pour la liberté de la circulation de la main-d'œuvre de la C.E.E.

Le contentieux franco-italien sur le vin

La France a répondu, vers la fin de mai, à la Commission de la C.E.E., que la fin du mois de début du mois d'avril de payer les sommes dues au titre des montants compensatoires sur les importations de vin italien en France, qui agissent comme des aides à l'importation et facilitent donc les ventes de vin italien sur le marché français.

La réponse française souligne que les retards de paiement sont uniquement dus à la lenteur des procédures administratives prévues à la

suite de la création de l'office interprofessionnel du vin. Ces aides devraient maintenant être payées rapidement, indique la France. Le ministère français de l'Agriculture fait toutefois remarquer que l'Italie, qui est à l'origine de l'action de la Commission européenne, acquiesce également les montants compensatoires avec un retard considérable.

Dans sa réponse, la France insiste également sur la nécessité d'une action structurelle dans le secteur viticole et la mise en place d'une meilleure organisation du marché qui devrait notamment protéger plus efficacement les viticulteurs français contre des importations massives de vin en provenance d'Italie.

• RECHERCHE DES NEGOCIATIONS AVEC L'U.R.S.S. SUR LA PECHE. — La C.E.E. et l'Union soviétique n'ont réalisé aucun progrès lors de la troisième série de négociations sur la conclusion d'un accord à long terme sur la pêche qui s'est terminée le 21 avril à Bruxelles.

Le problème-clé reste de savoir si l'Union soviétique est disposée à conclure un accord de pêche avec la Communauté européenne quelle n'a jusqu'à présent pas officiellement reconnue. Ce problème n'a pas été abordé au cours de ce tour de négociations qui s'est déroulé au niveau des experts et non au niveau ministériel comme les deux tours précédents. La C.E.E. insiste pour que l'Union soviétique conclue un accord avec la Communauté européenne en tant que telle et non avec ses pays membres, comme la soulaient Moscou.

Sur le plan technique, les deux parties n'ont pas réussi à rapprocher sensiblement leurs positions. L'Union soviétique voudrait que l'on négocie séparément un accord-cadre à long terme de pêche et les quotas de captures accordés à ses navires par les Européens jusqu'en fin 1977. La C.E.E. insiste sur le fait que l'accord-cadre doit être un accord-cadre de pêche des flottilles soviétiques dans la zone communautaire de 200 milles ainsi que ceux des pêcheurs des Neuf dans les eaux soviétiques avant de se prononcer sur ce qu'elle accordera aux Soviétiques.

• LA NEGOCIATION DE L'ACCORD MULTIFIBRE. — Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a fait de grands progrès le 3 mai en vue d'arriver à un mandat de négociation de la Communauté européenne avec l'Union soviétique pour le renouvellement de l'accord multifibre textile, qui a décliné en fin d'année, a déclaré M. David Steel, ministre britannique des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres des Neuf.

La majorité des pays membres de la C.E.E. demandent une renégociation de l'accord multifibre, mais l'Allemagne, le Danemark et la Commission de la C.E.E. s'y étaient opposés pour des raisons diverses.

Finalement, les ministres se sont mis d'accord sur une procédure nouvelle : la C.E.E. fixe des contingents globaux pour les produits sensibles — chimiques d'homme, blouses, jeans et divers articles d'habillement en coton.

Les contingents globaux seront redistribués à l'intérieur de la C.E.E. entre les différents pays membres. La négociation avec les pays tiers ne portera donc que sur le montant des contingents accordés par chacun des pays de la C.E.E.

Celui-ci tiendront compte du contingent global accordé par l'ensemble des pays de la C.E.E.

• EXPORTATIONS DE BEURRE. — La Commission de la C.E.E. a annoncé le 26 avril, à Luxembourg, la levée de l'embargo sur les exportations de beurre de l'Union soviétique des pays de l'Est, y compris l'Union soviétique. Ces exportations sous subventions communautaires avaient été bloquées au début de l'année. M. Frans Oomen (Généraliste) ministre européen chargé des questions agricoles, a toutefois précisé que ces exportations de beurre ne dépasseront pas 10 000 à 15 000 tonnes par an.

• LE COMITÉ ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA C.E.E. qui reprendra les négociations pour la mise en place d'un code communautaire de sécurité nucléaire.

La C.E.E. ET LE LIBAN ont signé le 3 mai, au siège de la Communauté à Bruxelles, un accord de coopération prioritaire « spécial » qui diminue le montant de 30 millions d'unités de compte européennes (1 U.C. = 1,12 dollar) à équivalant été octroyé à ce pays.

• AU CONSEIL DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE qui a pris fin le 17 mai à Bruxelles, les Neuf n'ont pris aucun engagement sur la caractérisation des produits communautaires et les accords de coopération prioritaire « spécial » qui diminue le montant de 30 millions d'unités de compte européennes (1 U.C. = 1,12 dollar) à équivalant été octroyé à ce pays.

Les ministres reprendront cette discussion lors du prochain conseil le 27 juin à Luxembourg et en juillet à Bruxelles. Ils aborderont également et à nouveau les problèmes de la politique du sucre, le commerce communautaire qui n'ont pu faire l'objet d'un accord à Bruxelles.

• RELATIONS AVEC LA GRECE. — La Grèce doit devenir membre à part entière de la C.E.E. dans les plus brefs délais possibles afin de pouvoir participer à toutes les procédures d'adhésion, venir ainsi aux procédures concernant les régions spectrales de développement et déclarer la situation publique à l'issue de la troisième session de la Commission parlementaire mixte Grèce-C.E.E. qui a eu lieu le 19 mai à Mytilène (Lesbos) en mer Ege.

EURATOM

Reprise des livraisons d'uranium américain hautement enrichi

M. JAMES CARTER a donné le « feu vert » américain pour la reprise des livraisons d'uranium hautement enrichi, suspendues depuis l'automne dernier, vers la C.E.E.

M. Guido Bruttini, commissaire européen chargé de l'énergie, s'est félicité le 4 mai de cette nouvelle décision américaine porte sur 524 kilos d'uranium hautement enrichi destinés notamment aux réacteurs expérimentaux fonctionnant en France et en Allemagne de l'Ouest. Depuis l'automne dernier, les États-Unis avaient suspendu leurs livraisons d'uranium hautement enrichi parce qu'ils estimaient que les contrôles de sécurité en Europe concernant le transport et l'utilisation de l'uranium hautement enrichi n'étaient pas suffisants.

• CONFIRMATION SUR LA « DISPARITION » D'UN CHARGEMENT D'URANIUM. — Le porte-parole de la Commission de la C.E.E. a confirmé le 3 mai à Bruxelles qu'un chargement de 300 tonnes d'uranium d'origine américaine disparu fin 1968 entre Anvers et Gènes et que ce chargement n'avait jamais été retrouvé. C'est le service de sécurité de l'EURATOM, chargé du contrôle et de la surveillance du transport des matières fissiles dans la C.E.E., qui a découvert cette perte. Malgré une enquête approfondie, le chargement, a-t-il confirmé, n'a jamais pu être retrouvé.

On indique à ce propos que deux hauts fonctionnaires de l'EURATOM ont été quittés leur poste à la suite de cette affaire en 1969 (il s'agit de deux hauts fonctionnaires de nationalité italienne).

CECA

Meilleur climat pour la mise en œuvre du plan acier anti-crise

C'EST dans un climat rassurant que la Commission européenne a mis en œuvre son plan anti-crise de l'acier, complété par M. Davignon (voir notre précédent numéro). Les commandes de produits laminés ont atteint 9 443 000 tonnes (dernier chiffre connu en mai, concernant les ordres reçus en mars), contre 7 587 000 tonnes seulement en février.

Ce chiffre égale, pour ainsi dire, celui de mars 1976 (9 517 000 tonnes), ce qui donne à penser que le creux de la vague récessionniste est dépassé. Le résultat est d'autant plus intéressant qu'en janvier-février, les commandes reçues par les aciéries des Neuf avaient été inférieures de 8,4 % à celles des mois correspondants de 1976. L'antidépansion de mars est due exclusivement à la reprise des ventes à l'extérieur de la Communauté : par rapport à mars 1976, on constate une augmentation de près de 60 % de ces opérations, alors que les ventes à l'intérieur de la Communauté restent encore infé-

مركز الفكر

EUROPE DE L'OUEST

L'engrenage fédéral

Par GÉRARD SOULIER

PROUDHON écrit quelque part que l'urne du suffrage universel est encore au-dessous de la Sainte Ampoule mérovingienne, qui consacrait la légitimité des rois. La formule n'est pas sans une certaine poésie. L'urne, aujourd'hui, porte l'aurole magique et mystique de la Sainte Ampoule, aussi bien dans le discours politique que dans l'imaginaire social : elle fonde la légitimité et le pouvoir.

L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct n'est pas une simple modification du mode de désignation d'un organe communautaire. Quel qu'on fasse pour atténuer la portée de cette réforme, elle engage, de façon irréversible, dans un processus d'intégration politique. En outre, tout système politique, derrière ses apparences, organise le pouvoir du plus fort. Le plus fort, dans cette Europe, c'est l'Allemagne : elle pourrait être à l'Europe ce que la Prusse fut à l'Allemagne : un centralisateur autoritaire et rigoureux. Ainsi s'engage un double mouvement de subordination : de chacun des Etats à la Communauté, de la Communauté à l'Allemagne.

L'ELECTION du Parlement européen au suffrage direct, c'est le grand bond en avant vers le fédéralisme. C'est bien ainsi que l'entendent et que l'ont toujours entendu les partisans les plus résolus de l'intégration. Cette réforme ne crée pas, à elle seule, un système fédéral. Elle vient ajouter à tout un ensemble institutionnel déjà très élaboré. Tous les éléments du fédéralisme sont en place. L'union du suffrage universel, de toute évidence, va libérer les énergies du système. Il faut d'abord faire le bilan d'une accumulation institutionnelle beaucoup plus considérable qu'on ne l'imaginait.

Les traités (C.E.E. et C.E.E.A.) ont été conclus pour une durée illimitée. Leurs auteurs ont statué pour l'éternité, comme des constituants : il ne s'agit donc pas d'une organisation internationale parmi d'autres mais d'un projet destiné à être développé. La Cour de justice des Communautés en tire argument dans plusieurs de ses décisions, sur le caractère irréversible des abandons de souveraineté.

Les traités, d'autre part, organisent des procédures de révision qui, à l'instar des Constitutions fédérales, associent largement les instances communautaires. Mieux, des révisions

peuvent être opérées par les seules instances communautaires : articles 25 du traité CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et 235 du traité C.E.E. Ce dernier article dispose : « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du Marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispositions appropriées. » La notion de « dispositions appropriées » ne comporte aucune limite ; quant aux « objets de la Communauté », quels sont-ils ? S'agit-il de « jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé », comme le propose le préambule du traité CECA, ou bien, d'après l'article 2 du traité C.E.E., d'établir « des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit » ? L'article 235 permet, absolument, de modifier les institutions communautaires, sans ratification des Etats membres. On opposera la nécessité d'un accord unanime du Conseil. Au vu du problème, un Etat pourra être contraint. Moyennant quoi, et de toute façon, les parlements nationaux n'auront pas à en débattre, les peuples seront tenus à l'écart.

L'UNITE institutionnelle des trois Communautés est en soi un phénomène intégrateur. Dès le traité de Rome, une convention annexe unifiait, pour les Communautés, l'Assemblée, la Cour de justice et le Conseil économique et social. Un traité du 8 avril 1965 réalisait la fusion des exécutifs : un Conseil unique se substituait à celui prévu par chaque traité, une Commission unique se substituait à la Haute Autorité prévue par le traité CECA et à la Commission prévue par les deux autres traités. Qu'il y ait encore trois traités ne gêne rien le développement communautaire : la III^e République a fonctionné pendant soixante-cinq ans avec trois lois constitutionnelles et non une Constitution.

Le partage du pouvoir normatif entre le Conseil et la Commission s'effectue, au départ, de façon différente selon les traités, et à l'intérieur des traités selon les matières, en sorte qu'existent différents types d'actes des Communautés, dont la dénomination et la force juridique sont variables. Les actes les plus importants sont obligatoires et directement applicables dans l'ordre interne des Etats, c'est-à-dire sans ratification. Ces décisions sont prises soit par le Conseil sur proposition ou avis de la Commission, soit par la Commission elle-même. Il faut relever un paradoxe : à lire les traités, c'est la CECA qui représente le plus haut degré d'intégration en ce qu'elle confie l'essentiel du pouvoir à la Haute Autorité (organe qualifié de supranational par l'article 9 du traité), tandis que, dans le traité C.E.E., la Commission dispose d'une compétence plus restreinte, au profit du Conseil. Mais, si l'on rapporte les pouvoirs de chacun au contexte du traité, on s'aperçoit que c'est l'inverse qui est vrai : en effet, le traité CECA, limité au charbon et à l'acier, règle toutes les questions essentielles et, par là, est très proche d'un traité classique. Les audaces du traité ne sont donc pas trop compromettantes dans la mesure où il reste surtout à prendre des mesures d'application, d'ordre relativement secondaire. Au contraire, dans le traité C.E.E., le champ d'intervention est très vaste, ce qui confère aux exécutifs une compétence qui, d'un point de vue matériel, est de nature législative, et leur donne ainsi un pouvoir considérable.

Le pouvoir de la Commission, dans la pratique, est beaucoup plus important qu'on ne le dit. Si elle ne peut que dans certains cas prendre elle-même et seule la décision, qu'elle ait à agir, généralement, comme organe de proposition ne doit pas tromper : c'est un gouvernement. Pour l'heure, sans doute, sous forme d'esquisse, mais déjà bien dessinée. Sa pertinence lui donne une très grande force face au Conseil. La Commission est là chaque jour, elle dispose d'une administration unifiée, elle examine tous les projets. Son poids est encore accentué par la généralité de sa compétence, tandis que le Conseil est formé, selon les circonstances, de ministres différents.

Elle est en outre, dans son organisation, un véritable gouvernement : c'est un organe collégial qui délibère et décide collectivement tout ce qui relève de sa compétence ; tel un conseil des ministres, la Commission se réunit une fois par semaine, entend des rapports, adopte des projets ; chaque commissaire, tel un ministre d'un gouvernement, est spécialisé et dirige les services administratifs correspondants : affaires économiques et sociales, transport et environnement, politique agricole, relations extérieures... On pourrait préciser davantage, il suffit : les pouvoirs du Conseil (organe communautaire et non confédération diplomatique) doivent être évalués compte tenu de ces remarques.

L'A Cour de justice, organe le plus discret, n'est pas le moins important. Juridiction internationale et juridiction d'attribution, elle devait faire prévaloir une interprétation étroite des traités. Bien au contraire, elle a systématiquement orienté sa jurisprudence en faveur de la Communauté contre les Etats, posant sans nuance la primauté de toute règle communautaire sur toute règle interne. Un exemple suffit. Dans un arrêt du 17 décembre 1970, elle affirme expressément : « L'invocation d'actes portés soit aux droits fondamentaux tels qu'ils sont formulés par la Constitution d'un Etat membre, soit aux principes d'une structure constitutionnelle nationale, ne saurait affecter la validité d'un acte de la Communauté ou son effet sur le territoire d'un Etat. » Selon la Cour, même un principe constitutionnel pile devant l'ordre communautaire. Et la Cour, dans cet arrêt, parle d'un acte de la Communauté, pas du traité. Sans que nul ait protesté, la Cour se comporte déjà, et depuis longtemps, comme une véritable juridiction fédérale.

Tous les éléments d'un système fédéral sont dès lors réunis. L'introduction du suffrage universel direct va précipiter l'évolution en renforçant le Parlement à l'intérieur des institutions communautaires et, par là, les Communautés face aux Etats, sans que rien soit changé aux traités.

Ce Parlement est en attente de sa légitimité démocratique. Les traités lui ayant laissé le soin d'aménager son règlement intérieur, il a tout naturellement introduit les traditions internes, en constituant des commissions parlementaires permanentes spécialisées (on sait leur importance dans un système parlementaire), des groupes politiques (et non nationaux), un bureau élargi qui tient lieu de conférence des présidents et dirige l'ordre du jour, et en adoptant toute la panoplie des questions parlementaires.

Les traités ne lui reconnaissent pas de pouvoir législatif, mais il dispose d'ores et déjà du pouvoir budgétaire et du droit de censurer la Commission sans autres limitations qu'un délai de trois jours de réflexion et une majorité qualifiée. Par ailleurs a été introduite une pratique non prévue par les traités : un débat d'investiture lors de l'entrée en fonction de la Commission. Tous les éléments du parlementarisme sont en place, et notamment la responsabilité ministérielle. Le Parlement dispose ainsi des moyens de contraindre la Commission. Il est peu probable qu'il ait à le faire : le zèle communautaire de l'un ne pourra que stimuler celui de l'autre. Les résolutions ou avis de ce Parlement seront d'évidence entérinés par les organes de décision, et la Commission, forte du soutien de la représentation démocratique de 250 millions d'Européens, sera plus puissante encore face aux Etats.

L'ESSENTIEL n'est donc point, quel qu'on en dise, les pouvoirs, c'est-à-dire les attributions formellement dévolues au Parlement, mais bien le suffrage universel. Avec son introduction, on quitte définitivement le domaine du droit international pour entrer dans le droit interne. Il n'existe aucune autre organisation internationale dotée d'un organe du suffrage universel, et chaque fois, dans l'histoire, que le suffrage universel a investi un organe, il a attiré le pouvoir et assuré une unité politique : au bout du suffrage universel, un nouvel Etat en Europe de l'Ouest, cet Etat est fédéral. Les Etats membres conservent une

large autonomie, mais tous les organes d'un pouvoir central sont réunis : un gouvernement — la Commission — et un Parlement, dont le bicaméralisme traditionnel prend forme : une Assemblée élue au suffrage universel va représenter les citoyens ; le Conseil, représentant les Etats membres, préfigure un Sénat doté de prérogatives importantes. La Cour suprême a déjà, quant à elle, montré ses convictions fédéralistes.

L'Allemagne fédérale dominera cet Etat, par nécessité et par volonté, selon le même mécanisme qui a conduit la Prusse à unifier l'Allemagne. L'unité allemande a elle aussi commencé par une union douanière. Dès 1829, l'un des fondateurs du Zollverein, Motz, écrivait dans un rapport au roi : « L'union des Etats dans une association douanière et commerciale entraîne après elle l'unification progressive en un même système politique. » La Prusse, par son plus grand poids démographique et économique, en fut l'agent et le bénéficiaire : l'unification de l'espace économique favorisa les premiers exemples de concentration industrielle — c'est au milieu du dix-neuvième siècle que Krupp organisait sa puissance à Essen. La prééminence économique de la Prusse préparait sa prééminence politique : en 1867, Bismarck suscitait la Confédération d'Allemagne du Nord transformée quatre ans plus tard en Constitution d'Empire, dont Bismarck voulait qu'elle fût « dans les formes, plus près de la confédération d'Etat, en se rapprochant, dans la pratique, de l'Etat fédéral ». L'unité devait, selon Bismarck, être scellée par la guerre : « Les grandes décisions du temps ne sont pas prises par les discours... mais par le fer et par le sang. » On sait ce qu'il advint.

L'UNION douanière, en Europe occidentale, est faite. En dépit des engagements pris après la guerre, les grands cartels allemands, choqués par un futur qu'ils choyaient à leur tour, n'ont pas été démantelés : ils continuent aujourd'hui la sidérurgie européenne. La loi de la concentration et de la centralisation du pouvoir économique, puis politique, ne s'est jamais démentie dans l'histoire. Il est donc aberrant de croire que l'abaissement des frontières nationales libérera les régions. Comme le rappelle Claude Bourdet dans l'Europe trébuchée, l'unification allemande a arrêté le début de développement de l'Italie du Sud et fait la puissance de l'Italie du Nord, et la formule de Jean-Pierre Vigier, selon laquelle l'intégration européenne conduit à une latino-américanisation de l'Europe du Sud, pourrait devenir bientôt vérité historique. Pour les régions de petite et moyenne agriculture, l'intégration, c'est la mort.

Au seul bénéfice des puissances, l'intégration assure, en revanche, la domination de l'Allemagne. La puissance économique de l'Allemagne la fait regarder comme modèle. Mais c'est aussi un modèle politique. Dans un contexte de crise et de transition rennaissent les vieux démons de l'ordre, qu'il s'agit de présenter comme un ordre « démocratique libéral », et à le couvrir d'institutions représentatives. Il ne faut pourtant pas s'y tromper. Trop fort célèbre peut-être, mais certainement trop vite oublié, Marcuse écrit dans l'Homme unidimensionnel : « Le totalitarisme n'est pas seulement le fait d'une forme de gouvernement ou de parti, il découle plutôt d'un système spécifique de production et de distribution, parfaitement compatible avec un « pluralisme » de partis, de journaux, avec la « séparation des pouvoirs », etc. » L'Allemagne modèle, c'est la normalisation, par les Berufverbote, du plus grand nombre, et l'élimination des opposants radicaux, dans des prisons où l'on meurt avant d'être jugé. Le modèle allemand entend modeler l'Europe. Pour partie, c'est fait : les Berufverbote sont déjà devenues pratique communautaires (1). Ce danger est tellement perçu par certains partisans socialistes de ce projet qu'ils avancent que cette intégration pourrait limiter le danger allemand. A coup sûr, il le favoriserait.

(1) Cf. Le Monde, 30 octobre 1976, Henri Nogues, « L'intégration à Bruxelles », p. 14. 12 novembre 1976, et de nombreux articles de l'Unité, qui a révélé l'existence, notamment dans le numéro du 28 octobre 1976.

Dans ce numéro :

PAGES 2 à 4 :

CYPRE S'ENFONCE DANS LA PARTITION DE FAIT, par Marcel Barang. — Recherches universitaires : Moscou et l'intégration européenne, par Charles Zorogiba.

PAGES 5 à 8 :

L'EUROPE D'HELSINKI A BELGRADE : LE DIALOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE : Les droits de l'homme et la circulation des idées, par Alafia Mankin. — La classique confrontation entre deux conceptions de la liberté, par Ryszard Wojna. — Les « mesures de confiance » militaires et le désarmement, par Victor-Yves Gheball. — Pour consolider et élargir le processus de détente, par Marian Dobrostelski. — Au cœur de la sécurité européenne : la question allemande, par Charles Zorogiba. — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, par Pierre Hassner. — La liberté de voyage et le fantôme de McCarthy aux Etats-Unis, par Schofield Coryell.

PAGE 9 :

La chambre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest, par Odon Kallos et Hans Rudolph Freiherr von Schröder.

PAGE 10 :

L'ALLEMAGNE A LA CONQUETE DE L'EUROPE, par Jean-Pierre Vigier.

PAGE 11 :

France économique et sociale, France rurale, par Frédéric Langer. — Correspondance.

PAGES 12 et 13 :

LES NOUVELLES FORMES D'EXPLOITATION DES PAYSANS PAR LE CAPITALISME MONDIAL, par James F. Petras. — L'agro-business et la faim dans le monde, par Michèle Pennat. — Des chrétiens face à la dictature chilienne, par Armando Uribe.

PAGE 14 :

Comment les fortes fluctuations du prix du sucre pénalisent les pays sous-développés exportateurs, par Edmond de Clairmont.

PAGE 15 :

L'endettement vertigineux du tiers monde, par Georges Cornu.

PAGES 16 à 19 :

LA MARTINIQUE, une société morbide et ses pulsions, par Edmond Glissant. — Le choc brutal entre une économie fragile et la métropole, par Jean Grosol. — Masques et mécanismes de la dépossession, par Roland Savéol.

PAGES 20 et 21 :

ISRAEL : L'HEURE DES AFFRONTEMENTS : Incertitudes sociales et nouveau risque de guerre, par

Amnon Kapelouk. Fin de l'article sur la politique des « faits accomplis » du gouvernement travailliste. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGE 22 :

L'aide du Caire au régime Mobutu, le président Sadate et son armée, par Marie-Christine Aulas. — Les multinationales européennes et le capitalisme mondial, par Georges Bensseid.

PAGE 23 :

Fin de l'article d'Howard Schissel sur la Mauritanie.

PAGE 24 :

Dans les revues...

PAGE 25 :

COREE : L'EBREULEMENT D'UNE DICTATURE, par Alain Bouc.

PAGES 26 et 27 :

Les livres du mois.

PAGES 28 à 31 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de mai 1977 a été tiré à 113 000 exemplaires.

Comme toutes les publications du « Monde », le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977. Le numéro de mai a également été interdit au Congo et au Zaïre.



Juin 1977